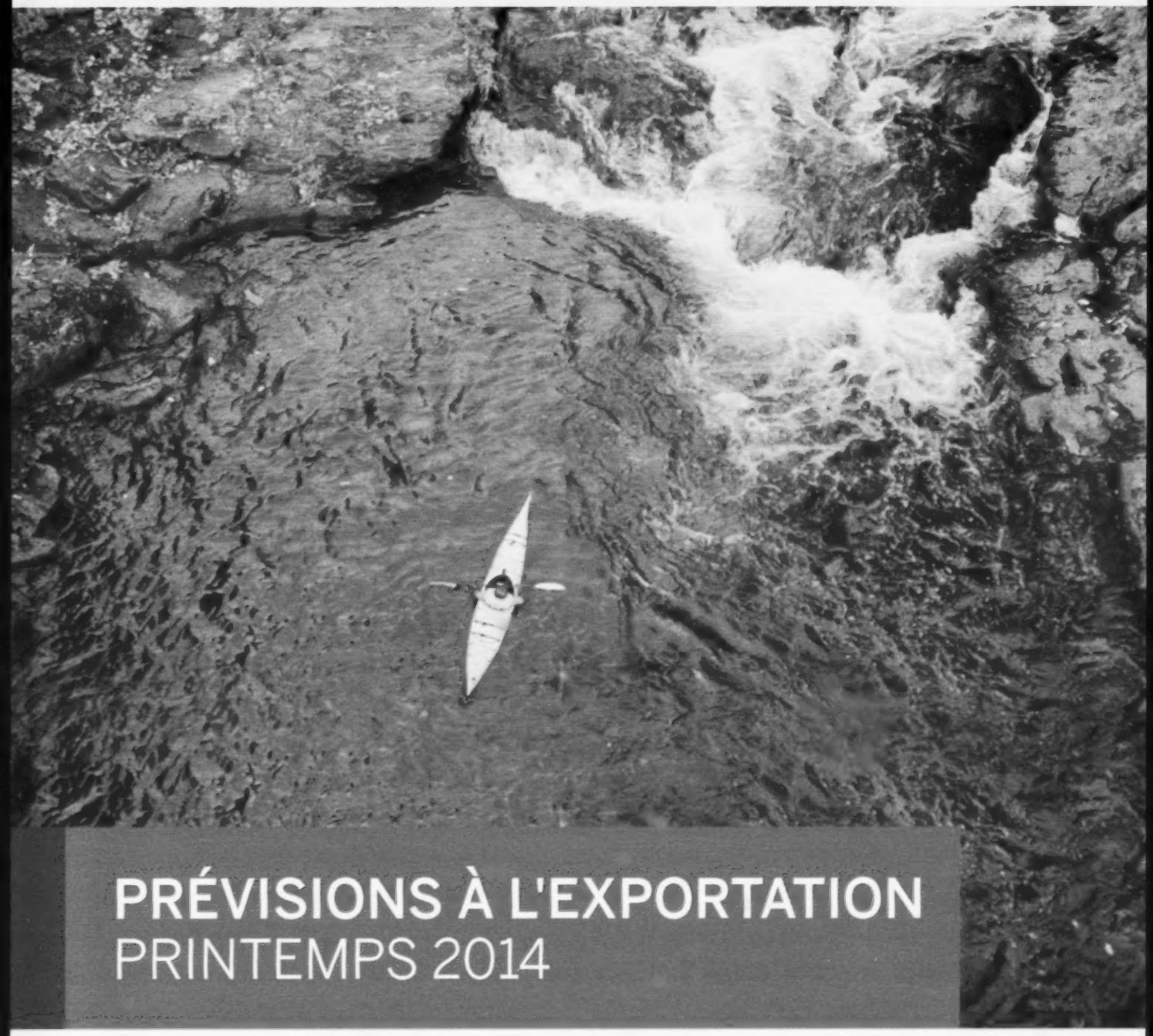


PRÉVISIONS À L'EXPORTATION
PRINTEMPS 2014

Descente en eau vive?

Canada

EDC
Un monde d'opportunités à saisir

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

SERVICES ÉCONOMIQUES D'EDC
Peter Hall, vice-président et économiste en chef
Tina Drew, administratrice

Centre d'information économique et politique

Stuart Bergman
John Bitzan
Hendrik Brakel
Susanna Campagna
Catherine Couture
Nadia Frazzoni
Andrea Gardella
David May
Ross Prusakowski
Aimee Rae
Indika Joy Rankothge
Richard Schuster
Geoff Stone
Ian Tobman
Peter Whelan

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

1.0 Sommaire **4**
1.1 Descente en eau vive? 5
1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale 8
1.3 Les devises dans la tourmente 10
1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective? 12
1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014? 13

2.0 Prévisions par pays **15**
2.1 Afrique du Sud 16
2.2 Brésil 17
2.3 Chine 18
2.4 États-Unis 19
2.5 Inde 20
2.6 Japon 21
2.7 Mexique 22
2.8 Russie 23
2.9 Zone euro 24

3.0 Prévisions sectorielles **25**
3.1 Énergie 27
3.2 Minerais et métaux 28
3.3 Produits agroalimentaires 29
3.4 Engrais 30
3.5 Produits forestiers 31
3.6 Produits de l'automobile 32
3.7 Machinerie et équipement industriels 33
3.8 Technologies de pointe 34
3.9 Aéronautique 35
3.10 Produits chimiques et plastiques 36
3.11 Biens de consommation 37
3.12 Services 38

4.0 Prévisions provinciales **39**
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador 41
4.2 Île-du-Prince-Édouard 42
4.3 Nouvelle-Écosse 43
4.4 Nouveau-Brunswick 44
4.5 Québec 45
4.6 Ontario 46
4.7 Manitoba 47
4.8 Saskatchewan 48
4.9 Alberta 49
4.10 Colombie-Britannique 50

5.0 Annexes **51**
5.1 Antécédents et position d'EDC 52
5.2 Risques de non-paiement 85

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

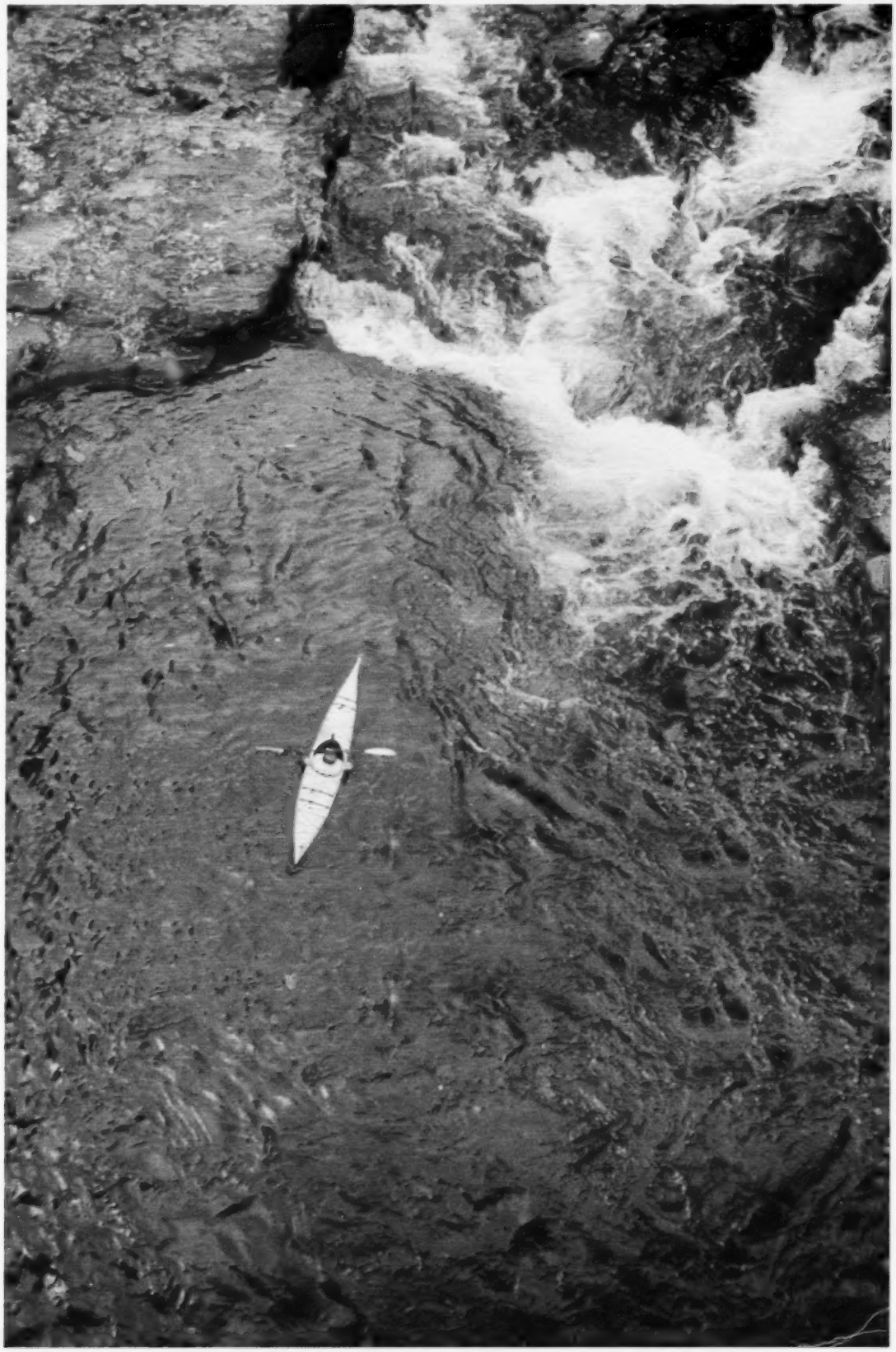


Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

1.1 Descente en eau vive?

L'économie mondiale passe à la vitesse supérieure. Cette accélération ne saute pas aux yeux, pas plus d'ailleurs que la montée du niveau d'un grand lac après une pluie torrentielle. Pourtant, la force du courant de son effluent, la rivière tout au bout du lac, laisse peu de doute quant à la direction qu'empruntera le torrent à venir. La dynamique animant l'économie n'est pas très différente. Les excès du dernier cycle ont été épongés depuis déjà un bon moment grâce à des années de dynamisme en berne, mais voilà que le refoulement de l'activité vient grossir l'imposante vague formée par la demande comprimée. Ce phénomène est particulièrement évident dans l'économie américaine, mais il existe aussi ailleurs sur la planète. Il est à ce jour la meilleure preuve que la croissance mondiale repart et qu'elle se manifeste dans un nombre grandissant d'économies.

Beaucoup ne souscrivent pas à cette analyse. Si on reconnaît que l'évolution actuelle de l'économie contraste avec celles des dernières années, on demeure néanmoins désabusé par les incessantes perturbations ayant étouffé la croissance. Et pour cause. Une longue succession de catastrophes naturelles ont réprimé la croissance en 2011. En 2013, l'ONU a dressé la liste des effets négatifs considérables résultant des aléas climatiques dans diverses régions du monde. La crise budgétaire aux États-Unis a aussi mis à mal l'économie à trois reprises l'an dernier. Le facteur météo a fait de nouveau des siennes au début 2014. Il a pénalisé la production américaine dans une foule de secteurs, et son effet modérateur sur la croissance a contribué à inspirer le sentiment général que la croissance léthargique persistera.

Les principaux indicateurs ne font rien pour dissiper ce sentiment. Le repli naissant de l'activité est décelable à l'ensemble des données du début de 2014, un revirement décevant par rapport à l'élan acquis l'automne dernier. Les entreprises, du coup moins optimistes, ont réduit leurs achats, ce qui a plombé les commandes auprès des industries. L'indicateur avancé de l'OCDE a poursuivi sa trajectoire ascendante et porté à 16 mois sa période de progression. Malgré ce bon résultat, la croissance ces derniers temps se dérobe, et par là même assombrit les perspectives à court terme, ce qui témoigne de toute l'importance de l'évolution de la conjoncture économique américaine sur la performance de l'économie mondiale. Cette performance est peu inspirante, mais le potentiel économique demeure prometteur. Dans les riches économies, les consommateurs ont différé leurs achats pendant des années. Toutefois, l'examen des besoins fondamentaux annonce un sursaut imminent de la croissance, qui se produit déjà dans certains secteurs. Les entreprises aussi ont dépensé moins que prévu. Soucieuses de protéger leurs résultats, elles ont exécuté leurs commandes en recourant le plus possible aux capacités en place. Ces capacités sont désormais on ne peut plus serrées et, dans certains cas, elles s'approchent des sommets atteints avant la récession. Bien capitalisées, les sociétés du monde entier s'apprêtent à dépenser de nouveau, mais elles ont du mal à se défaire de la mentalité du « vous d'abord ».

Le potentiel de croissance pourrait certainement provenir d'une source improbable. Pendant un bon moment, la contraction des dépenses et des investissements publics a considérablement nui aux économies de l'OCDE en raison de mesures d'austérité exceptionnelles. À en juger par les dernières données, ces mesures ont porté leurs fruits : l'une après l'autre, les économies de la zone de l'OCDE sont parvenues à assainir leurs finances publiques. Aujourd'hui, on s'attend à ce que ces mêmes gouvernements s'en tiennent aux plans établis qui, dans l'ensemble, brideront beaucoup moins le dynamisme économique en 2014. Or, cet effort orchestré en vue de tirer un dividende budgétaire a bien des chances de doper la croissance cette année.

Si cela se produit, les indicateurs de l'OCDE seront très bientôt appelés à suivre une courbe ascendante. Voilà les sources de la première moitié du PIB mondial. Quant aux économies contribuant à la seconde moitié, elles sont en proie à la morosité. Qu'il s'agisse des excès en Chine, des cafouillages en Inde, des contraintes de capacité insurmontables au Brésil ou du conflit en Russie – tout semble basculer sur les grands marchés émergents. Ces difficultés se répercutent maintenant sur les plus petites économies émergentes. Il est tentant de qualifier cette évolution de stabilisation ou de rééquilibrage de la croissance des marchés développés et émergents, mais cette lecture serait pour le moins réductrice. En effet, les marchés émergents restent à la remorque des économies les plus riches et tributaires de leur dynamisme. Les marchés émergents ont avancé indépendamment des économies riches lors de la crise parce que des années de prospérité leur donnaient les moyens de maintenir la croissance par la prise de mesures de relance. Aujourd'hui, ces marchés doivent composer avec la fin de la croissance induite par ces mesures et la reprise du commerce mondial, dont le redémarrage imminent devrait éperonner la croissance des marchés émergents en 2014.

Ce scénario peut sembler fantaisiste, mais l'économie mondiale fatiguée par de multiples ressacs pourrait subir un choc très différent. De fait, la croissance est sur le point de se transformer en un torrent impétueux qui nous prendra par surprise. Ainsi, l'infortuné kayakiste se complaisant dans le calme apparemment imperturbable du lac devra subitement naviguer en eau vive. Cette analogie vaut pour les économies. Prévenues à temps, elles pourront générer une vague d'investissement et d'embauche, une montée de la demande et un effet d'entraînement qui permettront même aux marchés en périphérie de se jeter dans la mêlée.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

Se mesurer aux rapides peut être grisant, souvent effrayant et parfois fatal. De la même façon, le retour en piste de la croissance ne se fera pas sans risque. L'obstacle le plus imposant pourrait bien être nouveau : la croissance déclenchera le retrait d'un torrent de liquidités d'une ampleur sans précédent injectées par les banques centrales afin de maintenir l'économie à flot après la crise. Nous avons eu un avant-goût de ce genre d'opération, et tout indique que ce ne sera pas une sinécure. On se rappellera que la simple évocation de la possibilité d'un retrait progressif de la politique d'assouplissement quantitatif (AQ) a semé la pagaille sur les marchés. Du jour au lendemain, nombre de marchés émergents ont vu leurs conditions d'accès aux marchés de la dette et aux financements en capitaux propres se durcir. Les devises ont réagi si bien que la monnaie de bien des marchés émergents s'est rapidement dépréciée. Le recul des produits de base qui a suivi a révélé la distorsion inopinée créée par le programme d'AQ. Le problème, c'est que cette réduction vient à peine de commencer. Il y a fort à parier que le présent cycle de croissance sera accompagné de turbulence et d'un resserrement atypique des liquidités.

Si ce resserrement vient rétrécir le chenal où circulent ces eaux vives, nous devrons prendre garde aux rochers. Certes, la croissance aidera à corriger les faiblesses du secteur financier, mais l'économie mondiale restera vulnérable aux perturbations imprévues susceptibles d'entraîner une réaction en chaîne aux effets pernicieux. Par ailleurs, malgré l'assainissement entrepris, la fragilité de la situation budgétaire dans bien des économies demeure un risque, tout comme la montée de l'inflation produite par l'éclosion rapide de la croissance. Enfin, l'agitation politique, le dernier risque de la liste, pourrait bien être l'héritage durable de cette période de recul économique. Si le nouveau cycle est marqué par une expansion irrégulière – et il apparaît de plus en plus clairement que certaines économies prêteront davantage le flanc aux risques singuliers du présent cycle –, alors l'agitation politique vraisemblablement persistera.

À quoi ressemblera cette accélération de la croissance? Elle sera surtout infléchie par l'accélération de l'économie américaine qui s'établira à 3 % cette année et à un peu moins de 4 % en 2015. Le moteur de l'économie mondiale devrait tirer les autres marchés industrialisés. Dans ce contexte, la zone euro parviendra à faire passer sa croissance de 1,0 % en 2014 à 1,7 % l'an prochain. Quant au Japon, il contribuera aussi au dynamisme et propulsera la croissance moyenne des marchés développés de 2,2 % cette année à 2,8 % en 2015. À la faveur de cette reprise, les marchés émergents devraient retrouver leur élan en réalisant des gains de 5,1 % en 2014, puis de 5,6 % l'an prochain.

Conséquences pour le Canada

Aujourd'hui, le flottement de grands pans de l'économie canadienne détonne avec l'amélioration rapide s'opérant ailleurs dans le monde. La coqueluche de l'économie mondiale doit composer avec des cours des ressources moins vigoureux, de sévères contraintes de capacité touchant l'activité industrielle et le transport, de même qu'une performance nettement plus faible dans les secteurs de la consommation et du logement. Devant ce bilan, on est en droit de s'interroger sur les perspectives de croissance de nos très respectées banques canadiennes tournées vers le marché intérieur. Les investisseurs étrangers semblent moins enchantés par le Canada, et ce sentiment semble gagner les investisseurs ici même au pays.

L'atonie des cours des ressources naturelles, le raffermissement du billet vert et la diminution de l'effet de halo font perdre au huard de son éclat. En outre, le retrait progressif de l'AQ pèse sur le dollar canadien, qui ces dernières semaines est descendu jusqu'à 0,89 dollar américain. Pourtant, le huard devrait graviter autour de 0,93 dollar américain cette année et rester exposé à des risques réels et persistants de dépréciation.

Un torrent pourrait bien dévaler la rivière. Le Canada, bloqué dans des eaux dormantes, se trouvera-t-il dans l'incapacité de tirer parti de la croissance mondiale? Les chiffres le laissent entendre, mais des facteurs déterminants permettent de croire que ce ne sera pas le cas. Premier facteur : un huard volant à basse altitude pourrait ajouter jusqu'à un demi-point de pourcentage à la croissance du PIB cette année sous l'effet du renforcement des exportations et d'un essor inférieur des importations. Deuxième facteur : des industries exportatrices continuent d'avoir à disposition un niveau respectable de capacités inutilisées leur donnant les moyens d'intensifier leurs activités et de répondre à la demande. Troisième facteur : les enquêtes révèlent que les exportateurs canadiens se sont tournés vers le marché intérieur lors de la crise, ce qui explique la résilience du Canada. Le repli de l'activité sur le marché national libérera cette capacité de ventes redirigée vers les marchés émergents.

Le quatrième facteur est sans doute sujet à caution. Malgré leur hésitation, les exportateurs canadiens peuvent augmenter leurs capacités à réaliser des ventes à l'exportation en investissant rapidement dans la machinerie et l'équipement – et les statistiques confirment qu'ils en les moyens. Cinquième facteur : la diversification des ventes vers des marchés émergents en rapide essor se poursuit à un rythme soutenu et devrait permettre de tirer profit de l'envolée de la demande en provenance de ces marchés. Enfin, les acteurs canadiens du commerce international pourraient accéder à de lucratifs marchés d'exportation en s'associant à nos institutions financières dotées d'abondants capitaux pour obtenir des contrats commerciaux et d'investissement. La croissance du PIB du Canada devrait s'accélérer de 2,2 % cette année et de 2,7 % en 2015. Ces prévisions tablent en grande partie sur la croissance réelle des exportations qui atteindra 5,8 % en termes réels en 2015 suivant une progression de 2,5 % cette année.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif influéchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

L'essor des exportations sera impulsé par une activité accrue dans les secteurs de la machinerie et de l'équipement, de l'aéronautique, des métaux, des produits chimiques et des plastiques, des biens de consommation de même que de l'industrie forestière qui enregistrera de nouveau une croissance annuelle dans les deux chiffres. Le tassement des cours pèsera sur la croissance des filières agroalimentaire et énergétique, tandis que les industries des technologies de pointe et de l'automobile présenteront une performance sans éclat en raison des limites de capacité.

Conclusion? L'économie mondiale est sur le point d'être portée par une croissance coulant tel un torrent rugissant. La descente promet d'être mouvementée – cœurs fragiles s'abstenir –, d'où l'importance de savoir négocier les rapides et de saisir les occasions à venir au gré de l'accélération de l'économie mondiale. Le Canada a l'habitude des conditions difficiles et reste en bonne posture pour naviguer avec succès les rapides grâce à la structure de son économie. L'heure est à la descente en eau vive. Mieux vaut s'y préparer!

Tableau 1 : Principales estimations économiques

	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
PIB (en %, a/a)					
Canada	2,5	1,7	1,7	2,2	2,8
États-Unis	1,8	2,8	1,9	3,0	3,9
Zone euro	1,5	-0,7	-0,4	1,0	1,7
Japon	-0,6	1,4	1,7	1,4	1,1
Marchés développés	**1,7**	**1,4**	**1,3**	**2,2**	**2,8**
Asie émergente	7,8	6,4	6,5	6,5	7,1
Amérique latine et Antilles	4,6	3,0	2,6	3,3	3,7
Europe émergente	8,1	5,2	3,3	2,3	2,8
Afrique et Moyen-Orient	4,4	4,7	3,1	4,3	4,7
Marchés émergents	**6,2**	**4,9**	**4,7**	**4,9**	**5,5**
Total	**3,9**	**3,1**	**3,0**	**3,6**	**4,2**
Devises					
USD/CAD	1,01	1,00	0,97	0,93	0,93
Cours des produits de base					
WTI	95 $	94 $	98 $	96 $	90 $
Bois d'œuvre	255 $	318 $	355 $	405 $	420 $
Cuivre (USD/tonne métrique, LME)	8 810 $	7 947 $	7 322 $	6 882 $	6 282 $
Blé : Canada (USD/tonne métrique)	440 $	440 $	440 $	420 $	380 $
Autres					
Mises en chantier, É.-U. (en milliers)	611,92	783,17	927,50	1 180,00	1 400,00

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 2 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par région

	G CAD	Part des exportations (en %)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2013	2013	2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	334,7	75,5	5,4	6	6
Europe occidentale	33,8	7,6	-12,5	4	5
Japon, Océanie et Asie développée	22,8	5,1	10,9	6	5
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	12,5	2,8	-3,5	8	3
Europe émergente et Asie centrale	3,8	0,9	-2,4	6	6
Afrique et Moyen-Orient	7,2	1,6	-5,9	10	9
Asie émergente	28,4	6,4	7,2	11	7
Total des exportations de biens	**443,1**	**100,0**	**3,6**	**6**	**6**
Total - Marchés émergents	**51,9**	**11,7**	**1,8**	**10**	**6**
Total - Marchés développés	**391,2**	**88,3**	**3,8**	**6**	**6**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

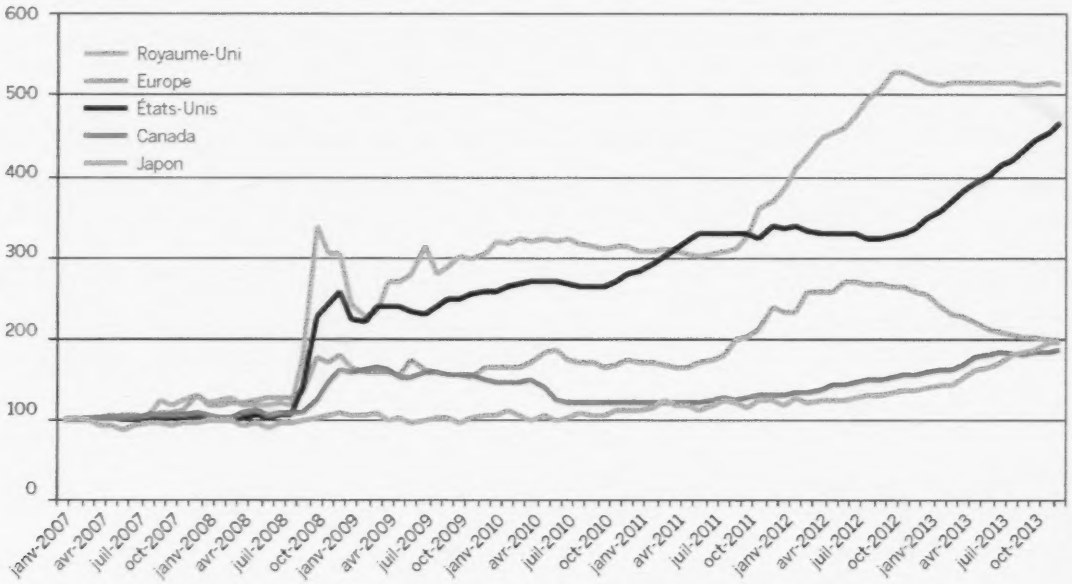
1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

Les marchés financiers subissent une transformation inédite dans l'histoire de l'économie mondiale. Depuis près de cinq ans, les places financières sont submergées de liquidités, d'une marée de dollars, mais le vent est en train de tourner. En effet, la Réserve fédérale américaine (la Fed) devrait sans doute cesser d'injecter des fonds supplémentaires dans le cadre de sa politique d'assouplissement quantitatif (AQ) d'ici la fin 2014 et dès l'an prochain la Fed entamera même un cycle de resserrement de cette politique. Vu l'accélération de l'économie américaine en 2015, la banque centrale n'aura d'autres choix que de relever les taux d'intérêt – et cette mesure aura des conséquences planétaires.

La Fed n'a pas fait cavalier seul. La Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont aussi emboîté le pas en gonflant massivement leur bilan, mais elles choisissent aujourd'hui de renoncer à la politique de détente monétaire ou de la maintenir à son niveau actuel. Seule la Banque du Japon devrait maintenir ce cap au cours des prochaines années dans sa quête déterminée à juguler une fois pour toutes la déflation.

Nous découvrons à peine les répercussions de l'injection de billions de dollars dans l'économie, notamment la formation de bulles d'actifs. La suppression de ce pactole de l'économie mondiale pourrait bien s'accompagner de conséquences imprévues, et à vrai dire, nous ignorons quel sera le résultat d'une telle opération.

Graphique 1 : Mondialisation de la relance monétaire



Source : Actifs des banques centrales (janvier 2007 = 100)

La politique d'assouplissement quantitatif a joué un rôle vital puisqu'elle est venue à la rescousse d'un système financier en passe de s'effondrer. Pour en assurer le déploiement, les gouvernements des nations les plus riches ont fait montre en 2009 d'une extraordinaire cohésion. Ainsi, les pays du G7 ont convenu de lancer de vastes programmes de relance budgétaire totalisant près de 4 % du PIB alors que les banques centrales abaissaient à l'unisson les taux d'intérêt – véritable démonstration de l'action orchestrée des grandes économies. Face à ce recul d'une ampleur exceptionnelle, les taux d'intérêt sont devenus presque nuls dans un contexte de contraction alarmante du crédit et de progression soutenue du chômage. Dans un geste sans précédent, la Fed a adopté une posture monétaire étonnante. Devant l'impossibilité de cibler à nouveau des taux d'intérêt déjà quasi nuls, la Fed a annoncé qu'elle injecterait d'immenses liquidités dans le système financier en rachetant un grand nombre d'obligations publiques et d'autres titres de placement bien cotés contre des espèces. Outre son effet stimulant sur la croissance du crédit et son impact réducteur sur les coûts d'emprunt à long terme, cette annonce est venue stabiliser un système bancaire alors submergé de liquidités.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

Une partie de cet excédent de liquidités a pris la direction d'autres catégories d'actifs comme les titres boursiers, les cours des produits de base, les obligations et les devises des marchés émergents. Il en a résulté un rééquilibrage des portefeuilles, les investisseurs délaissant les bons du Trésor et les obligations à faible rendement pour des catégories d'actifs plus risqués. Dans la foulée de l'ascension des titres boursiers, des cours des produits de base et des devises ainsi que de la chute des primes de risque, nombre d'institutions bancaires et de banques centrales sur les marchés émergents se sont habituées à du crédit bon marché en dollars américains. Cette situation a radicalement changé le 22 mai 2013, soit dès l'annonce par la Fed que l'amélioration de la conjoncture économique autoriserait une réduction de ses achats mensuels d'obligations dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler le cycle AQ3 de tels achats. La triste vérité est que le resserrement quantitatif (RQ) venait à peine de commencer.

L'économie américaine devrait inscrire une croissance de 3 % cette année, puis de 3,9 % en 2015. Le Royaume-Uni pour sa part enregistrera des gains de 2,8 % cette année dans un contexte de sortie de récession des économies de la zone euro. Si les billions de dollars en liquidités détenus par les banques dans leur bilan gagnent l'économie réelle à l'issue d'une poussée du crédit bancaire, l'inflation se mettra certainement de la partie. Or, les banques centrales sont déterminées à éviter ce scénario. Voilà pourquoi elles doivent veiller au retrait ordonné de ces liquidités, au gré de l'amélioration des perspectives économiques.

La Réserve fédérale américaine entend réduire de façon progressive et mesurée sa détente monétaire en recourant à l'assouplissement, mais les marchés pourraient bien aller au-devant de ce processus. À cet égard, il est primordial de garder à l'esprit que la croissance agit comme un élément déclencheur du retrait de l'assouplissement quantitatif. Au cours des années à venir, cette orientation aura des répercussions considérables sur nombre catégories d'actifs et les marchés ayant profité le plus des mesures de relance.

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

1.3 Les devises dans la tourmente

Les rumeurs se transforment en certitudes si bien que nous commençons déjà à ressentir les effets de l'amorce de l'inévitable réduction progressive de la détente monétaire. Rappelons-nous : en mai dernier, la Réserve fédérale américaine avait signifié le « début de la fin » lorsque son président, Ben Bernanke avait expliqué que si la reprise économique progressait au rythme prévu, la Fed réduirait sans doute ses achats mensuels de dette (aux termes du retrait progressif de la détente monétaire) d'ici la fin de 2013. Cette annonce a semé la panique sur les marchés. La glissade constatée sur les places boursières ainsi que les marchés des produits de base et des devises ont donné un avant-goût de l'évolution à venir, soit au début du retrait de l'assouplissement. Près de sept mois après cette annonce, le retrait s'est entamé le 18 décembre 2013, la Fed faisant passer ses achats mensuels de la dette de 85 à 75 milliards de dollars, puis opérant de nouveau une réduction semblable en janvier 2014 pour ramener le montant net des rachats mensuels à 65 milliards de dollars. Au-delà de la commotion, quels en ont été les effets sur les devises?

Cette mesure a été perçue comme un signe positif témoignant d'une confiance accrue dans la solidité et la viabilité de la reprise économique américaine. La progression sensible du marché du logement résidentiel, la montée de la confiance au sein des ménages et des entreprises, de même que le rétablissement total du secteur bancaire constituent des facteurs confirmant sans équivoque la fin de la grande récession. La Fed continue néanmoins de faire preuve de la plus grande prudence dans ses communications en insistant sur le fait que le retrait progressif de l'assouplissement n'est en aucun cas une orientation prédéterminée et que l'application de futures réductions est tributaire d'une amélioration du marché du travail et d'autres paramètres. En outre, la Fed a réitéré son intention de maintenir de faibles taux d'intérêt pendant un « long intervalle » suivant la fin de son programme d'achats. Au-delà de ses promesses et son ton résolument prudent, la Fed est consciente qu'une importante barrière psychologique a été franchie et que la fin de l'injection des très abondantes liquidités se profile à l'horizon.

Les marchés ont vraisemblablement développé une dépendance envers ces injections massives et constantes de liquidités. À vrai dire, les billions de dollars américains ayant inondé l'économie mondiale ont fait oublier la distinction entre les marchés émergents et développés, sans compter qu'ils ont émoussé la perception du risque chez les investisseurs. Dans leur quête acharnée de rendement, les investisseurs ont acquis des actifs plus risqués à tous les niveaux, stimulant la demande à l'égard des devises locales inondant alors les marchés boursiers et obligataires des économies émergentes. Même si la réduction mensuelle de 20 milliards de dollars est minimale vu l'ampleur des fonds présents dans le système, elle a suffi à mettre un terme à la frénésie d'achat. Aussi, lorsque les gains diminueront, les marchés pourront rapidement s'adapter. Dans leur livraison de l'automne dernier des Prévisions à l'exportation, les Services économiques d'EDC ont établi un classement des marchés en fonction de leur exposition aux effets du retrait progressif de l'assouplissement (classement dressé selon la vulnérabilité à la fuite des liquidités). Des cinq pays en tête de liste (soit la Turquie, le Sri Lanka, l'Inde, le Vietnam et la Pologne), seule la Turquie a affiché aux premières heures du retrait de l'assouplissement une réaction plus mitigée que plus tôt durant l'année. En revanche, des conséquences plus spectaculaires ont été constatées chez un autre groupe de pays sous haute surveillance considérés comme « les cinq économies vulnérables » qui, outre la Turquie et l'Inde, comprennent le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Indonésie. En mai dernier, les économies de ce groupe ont vu leur devise faire un plongeon dans les deux chiffres, une tendance qui s'est maintenue à l'ensemble du groupe, hormis l'Inde, lors des réductions d'achats mensuels en décembre et janvier derniers.

Certaines fluctuations des devises sur les marchés émergents semblent signaler un regain d'intérêt pour le puissant billet vert. On évoque beaucoup la ruée vers la qualité compte tenu de l'éventualité d'événements comportant des risques. Cependant, l'expérience d'autres marchés développés brosse un tableau différent de la conjoncture. Ainsi, malgré l'économie languissante de la zone euro et de récents signes que la Banque centrale européenne (BCE) pourrait amplifier sa détente monétaire, l'euro s'est apprécié de 5 % par rapport au dollar américain en mai dernier, dont un gain de 1 % depuis le début du retrait progressif de l'assouplissement. Le franc suisse a évolué d'une façon similaire, s'appréciant de 3 % par rapport au billet vert depuis mai 2013 et de 1 % au cours des derniers mois. Les mouvements sans gravité du billet vert face à un grand panier de devises, soit des hausses respectives de 1 % depuis le depuis du retrait de l'assouplissement et de 3 % depuis mai dernier, confortent l'idée qu'il s'agit davantage d'un rééquilibrage des devises que d'une ruée singulière vers le billet vert.

Nous nous trouvons au début de cette nouvelle étape, et le chemin risque d'être long. Or, le billet vert profite d'un fort potentiel d'appréciation. Si la Réserve fédérale américaine élimine ses achats dans le cadre de son programme d'AQ et resserre sa politique monétaire en vendant des actifs de son énorme bilan, elle pourrait bien propulser le billet vert et lui imprimer une solide trajectoire ascendante. Malgré tout, le resserrement est exposé à des risques de dégradation de nature géopolitique et économique dans diverses régions du monde. Mais qu'en est-il du huard?

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

Le Canada a sans contredit connu un parcours on ne peut plus éprouvant ces derniers mois, aux prises avec des mouvements rappelant davantage les cinq économies vulnérables que les autres marchés développés. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil aux antipodes. Le dollar australien a perdu 17 % de sa valeur au cours de la dernière année, dont 5 % depuis l'amorce du retrait de l'assouplissement en décembre 2013. La trajectoire du dollar canadien est moins inquiétante, le huard se dépréciant de 7 % depuis mai dernier et d'à peine 4 % depuis décembre. Pour l'essentiel, la dépréciation est attribuable au statut de grands producteurs et exportateurs de produits de base de ces deux pays. Les marchés des matières premières ne sont pas à l'abri des effets du retrait de l'assouplissement, en particulier les marchés dotés d'un important volet d'investissement – comme l'or et le cuivre, deux minéraux que le Canada exporte abondamment. Le recul de 16 % des cours de l'or depuis la première évocation de l'AQ en mai 2013 a marqué les esprits, mais les investisseurs ne sont pas laissé surprendre vu que les cours sur le marché aurifère battaient de l'aile depuis déjà un moment avant cette glissade. Les cours de l'or ont donc fondu de 30 % depuis les pics atteints en 2011. Les cours du cuivre suivent la même tendance, malgré une modeste hausse des cours début de 2014 à la faveur à l'évolution des paramètres de l'offre, mais le métal rouge-brun a fléchi de 26 % par rapport aux sommets auxquels ils avaient dernièrement culminé, une conjoncture des prix témoignant à la fois de l'orientation des fondamentaux et de l'activité sur le front de l'investissement.

Pourtant, cette évolution, malgré le fait que certains produits de base poursuivent sur une trajectoire descendante, n'explique pas les récentes fluctuations du huard. Les cours pétroliers, un élément déterminant de la tenue du dollar canadien, demeurent élevés dans un contexte de stagnation des taux. En fait, nous prévoyons que « l'effet de halo » auréolant le Canada depuis les années suivant la crise financière commence à se dissiper en raison en partie de la décision de la Réserve fédérale d'entamer la réduction des liquidités injectées dans l'économie mondiale. Le dollar américain a de nouveau le vent dans les voiles et son ascension s'accélérera au cours des prochaines années. De façon générale, voilà une nouvelle qui réjouira les exportateurs canadiens s'étant accommodés à un huard à parité avec le billet vert!

Tableau 3 : Taux de change moyen

	Évolution depuis mai 2003 (évocation du retrait de l'AQ)	Évolution depuis décembre 2013 (début du retrait de l'AQ)
Devises des cinq économies vulnérables		
real brésilien (BRL/USD)	-19 %	-5 %
rupiah indonésienne (IDR/USD)	-25 %	-6 %
roupie indienne (INR/USD)	-14 %	1 %
livre turque (TRY/USD)	-23 %	-10 %
rand sud-africain (ZAR/USD)	-19 %	-7 %
Devises des marchés développés		
euro (EUR/USD)	5 %	1 %
franc suisse (CHF/USD)	3 %	1 %
dollar canadien (CAD/USD)	-7 %	-4 %
dollar australien (AUD/USD)	-17 %	-5 %
Classement d'EDC – Vulnérabilité à la fuite des capitaux		
roupie sri lankaise (LKR/USD)	-4 %	0 %
roupie indienne (INR/USD)	-14 %	0 %
zloty polonais (PLN/USD)	4 %	-1 %
dong vietnamien (VND/USD)	-1 %	0 %
livre turque (TRY/USD)	-23 %	10 %

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

Ces dernières années, l'accès facile et à peu de frais au crédit a compté parmi les grands moteurs de la croissance des marchés émergents. Entre 2009 et 2012, soit lors du renforcement de l'assouplissement quantitatif, les pays souverains, les banques et les sociétés ont emprunté à profusion sur les marchés obligataires internationaux. Aujourd'hui, les économies émergentes se retrouvent étroitement intégrées aux marchés mondiaux de la dette ainsi qu'aux actions engagées sur les marchés développés, tout particulièrement le retrait de la politique d'AQ, dont l'impact direct sur les marchés développés sera bien plus marqué que les mesures prises lors des cycles économiques antérieurs.

Le durcissement des conditions de crédit et la hausse des coûts d'emprunt avec lequel les entités souveraines et les sociétés des marchés émergents doivent composer figurent au nombre des incidences les plus directes de la mise en branle du processus d'AQ, qui a modulé la disponibilité et le coût des capitaux. Selon l'agence de notation Moody's, les économies émergentes pourraient voir de 2013 à 2016 leur croissance cumulative du PIB ponctionnée d'environ 3 %, un taux qu'il faut doubler pour les marchés développés.

Certes, l'accès réduit aux capitaux ne vient pas uniquement du resserrement quantitatif (RQ) : il est aussi attribuable à des facteurs économiques et politiques connexes propres à chaque pays. En effet, pour bien des nations, le ralentissement économique ou l'instabilité politique coïncide avec l'avènement d'un contexte mondial de resserrement du crédit, un concours de circonstances pour le moins inopportun. Voilà pourquoi le resserrement du crédit est ressenti à divers degrés selon les pays (un phénomène désigné par le terme « différentiation de marché »). Les marchés émergents en ont ressenti et continueront d'en ressentir plus vivement les effets selon leur niveau de vulnérabilité à la conjoncture extérieure et leur dépendance à des sources de financement à l'étranger. L'accès plus limité aux capitaux sur les marchés émergents en constituera l'une des répercussions les plus percutantes.

À ce titre, les données révèlent que les coûts payés par les emprunteurs souverains ne cessent de grimper sur les marchés émergents. L'indice EMBIG (indice des pays souverains des marchés émergents) de JPM a enregistré une hausse de 46 % des rendements obligataires par rapport à son creux des trois dernières jusqu'à la fin de février. L'examen respectif de chaque pays révèle de façon probante que ces hausses ne peuvent être entièrement mises au compte de l'AQ, car certains pays souverains ont profité de fortes appréciations sous l'effet de la dynamique des risques sur le marché intérieur. Par exemple, les rendements des obligations publiques ont bondi de 88 % au Venezuela, de 79 % en Ukraine et de 71 % au Nigéria.

Par ailleurs, l'activité commerciale sur les marchés émergents a été stimulée par les faibles taux d'intérêt et la facilité d'obtenir du financement en dollars américains. Résultat, les sociétés des marchés émergents ont intensifié leurs emprunts libellés en devises fortes, les faisant passer de 164 à 502 milliards de dollars américains de 2009 à 2013. Indéniablement, l'accès à ces liquidités a favorisé la croissance et l'investissement des entreprises. Pourtant, l'ère de l'accès facile à du crédit bon marché tire à sa fin. Quelles en seront les conséquences pour le secteur commercial?

Tout d'abord, cette nouvelle conjoncture ne touchera pas autant ce secteur que les entités souveraines en raison de la résistance du marché obligataire des sociétés sur les marchés émergents, pour l'essentiel constitué d'investissements de première qualité. De fait, l'annonce du retrait progressif de l'AQ en mai 2013 a creusé les écarts. Pour preuve, l'indice IDBS pour les marchés émergents établi par Crédit suisse atteignait 326 points le 15 mai 2013; cinq semaines plus tard, il culminait à 448 points. Les rendements ont cependant diminué depuis et, en vérité, l'écart obligataire moyen des obligations de société sur les marchés émergents se situe sous la moyenne des 406 points enregistrée ces quatre dernières années, soit globalement la durée de l'application de la politique d'AQ.

Le maintien du resserrement quantitatif et le relèvement des taux d'intérêt risquent de provoquer une envolée des coûts d'emprunt, laquelle se répercutera négativement tant sur la position que la notation des obligations d'entreprises sur les marchés émergents. Entre 2014 et 2018, quelque 430 milliards de dollars en titres obligataires libellés en devises arriveront à échéance. Les sociétés des marchés émergents pourraient donc devoir gérer d'importants risques de refinancement advenant une augmentation soutenue des coûts d'emprunt.

Cette situation pourrait davantage se détériorer si les devises locales continuent leur trajectoire descendante puisque les créances libellées en devises étrangères représentent environ 40 % des créances totales des marchés émergents. Les entreprises dont le bénéfice s'exprime en devises locales ayant accusé une dépréciation de 20 à 30 % il y a moins d'un an pourraient avoir bien du mal à rembourser leurs créances extérieures.

Comme on l'a déjà indiqué, les entités souveraines et commerciales des marchés émergents ont accédé à des capitaux à de faibles taux durant la période d'application de la politique d'assouplissement quantitatif. Le retrait progressif de cette politique sera vécu très diversement par les pays et les entreprises sur les marchés émergents et ce processus ne devrait pas trop les ébranler, à l'exception des plus fragiles. Toute épreuve à surmonter recèle souvent des occasions à saisir. Cette maxime s'appliquera aussi au retrait des capitaux des marchés émergents. Ainsi, les institutions financières bien capitalisées pourront saisir des occasions de pallier en partie le manque de soutien. De même, des débouchés à l'exportation s'offriront aux entreprises canadiennes du secteur manufacturier pouvant répondre aux besoins d'investissement des marchés émergents.

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

Cette année, la scène politique occupera le haut du pavé dans certains des grands marchés émergents puisque le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie et l'Afrique du Sud tiendront des élections en 2014. Il se trouve que ces pays sont au nombre des cinq pays les plus vulnérables au resserrement quantitatif (RQ). L'avènement d'un contexte financier plus difficile changera-t-il vraiment la donne? Et qu'en est-il des pays déjà aux prises avec des troubles sociaux et des manifestations? Chose certaine, les grands titres incitent à nous interroger, notamment sur la nature de ces bouleversements et le prochain pays touché par cette vague. Alors, comment ces pays déjà en difficulté réagiront-ils au retrait de l'AQ?

En mai 2013, la simple possibilité que la Réserve fédérale américaine entame un retrait progressif des liquidités injectées sur le marché a provoqué de fortes turbulences sur les marchés émergents. Près d'un an plus tard, nous constatons que le déclenchement de l'AQ a eu lieu, et que les devises et les écarts obligataires sur les marchés émergents, de l'Argentine à l'Indonésie, continuent d'être perturbés. La couverture médiatique a surtout mis en lumière les incidences financières et économiques du resserrement quantitatif en évoquant peu ses répercussions sur la stabilité politique. Il s'agit désormais de savoir si l'orientation de la politique économique mise en œuvre favorise une recrudescence de l'agitation sociale et de la volatilité.

Pourquoi ces pays sont-ils vulnérables au retrait de l'AQ? Tout simplement parce qu'ils se sont habitués à profiter du crédit bon marché en dollars américains. Cette situation est en train de changer. Le retrait de l'AQ se traduira par une hausse des coûts financiers, une décélération de la croissance du crédit et une dépréciation des devises pesant sur les importations; bref, autant d'éléments susceptibles de résolument freiner la croissance économique intérieure.

Cependant, à terme, les investisseurs feront la distinction entre les pays possédant de solides fondamentaux macroéconomiques et lançant des programmes de réformes, d'une part, et les pays dont les institutions et les politiques sont déficientes. Après une décennie de robuste croissance, alimentée en grande partie par l'extraordinaire cycle des produits de base et l'accès aisé aux capitaux, nous assistons à une réévaluation des conditions de crédit, comme l'a indiqué le président la Banque interaméricaine de développement dans une récente déclaration à propos de la conjoncture en Amérique latine : « Nous avons connu une prospérité et un essor économique grandissants, mais cette conjoncture favorable se dégrade et met au grand jour des faiblesses structurelles conséquentes jadis voilées par la croissance. » L'an dernier, dans le sillage de l'annonce de l'application imminente d'un retrait progressif de l'assouplissement par la Fed, EDC a dressé son propre classement des pays les plus vulnérables à la fuite des liquidités en fonction du compte courant moyen, des flux de portefeuille et de la croissance du crédit bancaire dans chaque pays. Ce classement présente un excellent aperçu des pays les plus exposés à des chocs extérieurs. Dans la présente analyse, nous avons adopté une perspective différente en cherchant à connaître l'intensité des troubles politiques agitant leur pays. Nous avons ainsi repris la même liste de pays les plus vulnérables en l'examinant cette fois à la lumière d'indicateurs de l'activité intérieure.

L'indice de la misère (ou indice d'appauvrissement) compte au nombre des moyens utilisés pour dresser un bilan de la faiblesse d'une économie en évaluant l'humeur de sa population à un moment déterminé. Cet indicateur est obtenu en faisant la somme du taux d'inflation et du taux de chômage. Nous avons relevé les pays dont le résultat dépassait le seuil des 15 %, puis examiné les mouvements de leur devise ainsi que la croissance de leurs taux d'intérêt et de croissance au cours de l'année écoulée. En outre, nous nous sommes intéressés aux piliers structurels et au contexte macroéconomique servant à l'établissement de l'Indice global de la compétitivité (qui évalue la productivité et la prospérité des pays) du Forum économique mondial. Grâce à ces deux indices, il est possible de faire une analyse des marchés déjà soumis à des tensions économiques qui sont susceptibles de susciter du mécontentement social ou politique. En fait, les marchés où s'exercent ces tensions sous la forme d'un chômage élevé ou d'une inflation en progression sont les plus exposés à une montée de la grogne populaire provoquée par un contexte financier difficile. Au regard de ces paramètres, la Turquie et l'Ukraine se retrouvent en tête du classement des pays les plus vulnérables, suivis de l'Inde, de l'Argentine, de la République dominicaine, de l'Indonésie et du Brésil.

La grogne est rarement le seul élément à l'origine des manifestations populaires, qui découlent plutôt d'un ensemble complexe de facteurs extérieurs et personnels incitant les citoyens à descendre dans la rue. Cela étant, la poussée des taux d'intérêt, la baisse du pouvoir d'achat et l'envolée du chômage peuvent aviver les tensions existantes. Dans un contexte de repli de la croissance et de resserrement budgétaire, la recherche par divers acteurs de ressources plus limitées peut être source de conflit au sein de la société.

Cela est particulièrement vrai pour les importants segments de la population au premier échelon de la classe moyenne ayant assisté à une amélioration de leur qualité de vie leur permettant d'acheter des biens de consommation comme des appareils électroménagers et des appareils mobiles. Or, les vannes du crédit commencent à se refermer, un revirement qui vient peser sur le moral des consommateurs et plomber le pouvoir d'achat. Cette évolution, conjuguée à l'aggravation des contraintes structurelles accablant les marchés émergents, notamment les goulots d'étranglement dans le secteur des infrastructures, pourrait accroître l'instabilité politique sur des marchés comme le Brésil.

1.0 SOMMAIRE

Table des matières

1.0 Sommaire

1.1 Descente en eau vive?

1.2 Fin de l'injection des liquidités : les effets du retrait de retrait de l'assouplissement quantitatif sur l'économie mondiale

1.3 Les devises dans la tourmente

1.4 L'accès des marchés émergents aux capitaux – Des changements majeurs en perspective?

1.5 Le retrait de l'assouplissement quantitatif infléchira-t-il l'issue des élections sur les marchés en 2014?

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

Les gouvernements des marchés émergents réagiront de deux façons au retrait progressif des mesures d'assouplissement quantitatif. Certains percevront le resserrement des liquidités – dont l'accès était devenu ô combien familier – comme un appel à engager les réformes structurelles nécessaires à leur économie, puis d'en récolter les fruits : c'est le cas du Mexique. D'autres pourraient bien éprouver plus de difficulté et être tentés d'accuser les marchés ou de riposter par un renforcement du nationalisme ou du protectionnisme. De plus, des gouvernements populistes risquent de subir les pressions découlant d'une marge de manœuvre budgétaire plus étroite en raison de la hausse des coûts d'emprunt.

De manière générale, le retrait progressif de l'assouplissement quantitatif est susceptible d'aggraver le mécontentement populaire ou de le faire naître sur les marchés particulièrement vulnérables. En 2014, il se tiendra 44 élections sur des marchés émergents comme le Nigéria, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil, la Colombie et l'Indonésie. Nombre de ces économies se trouveront cette année à la croisée des chemins. Chose certaine, 2014 promet d'être le théâtre d'événements marquants sur la scène politique mondiale qu'il faudra suivre de près.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Afrique du Sud
2.2 Brésil
2.3 Chine
2.4 États-Unis
2.5 Inde
2.6 Japon
2.7 Mexique
2.8 Russie
2.9 Zone euro
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

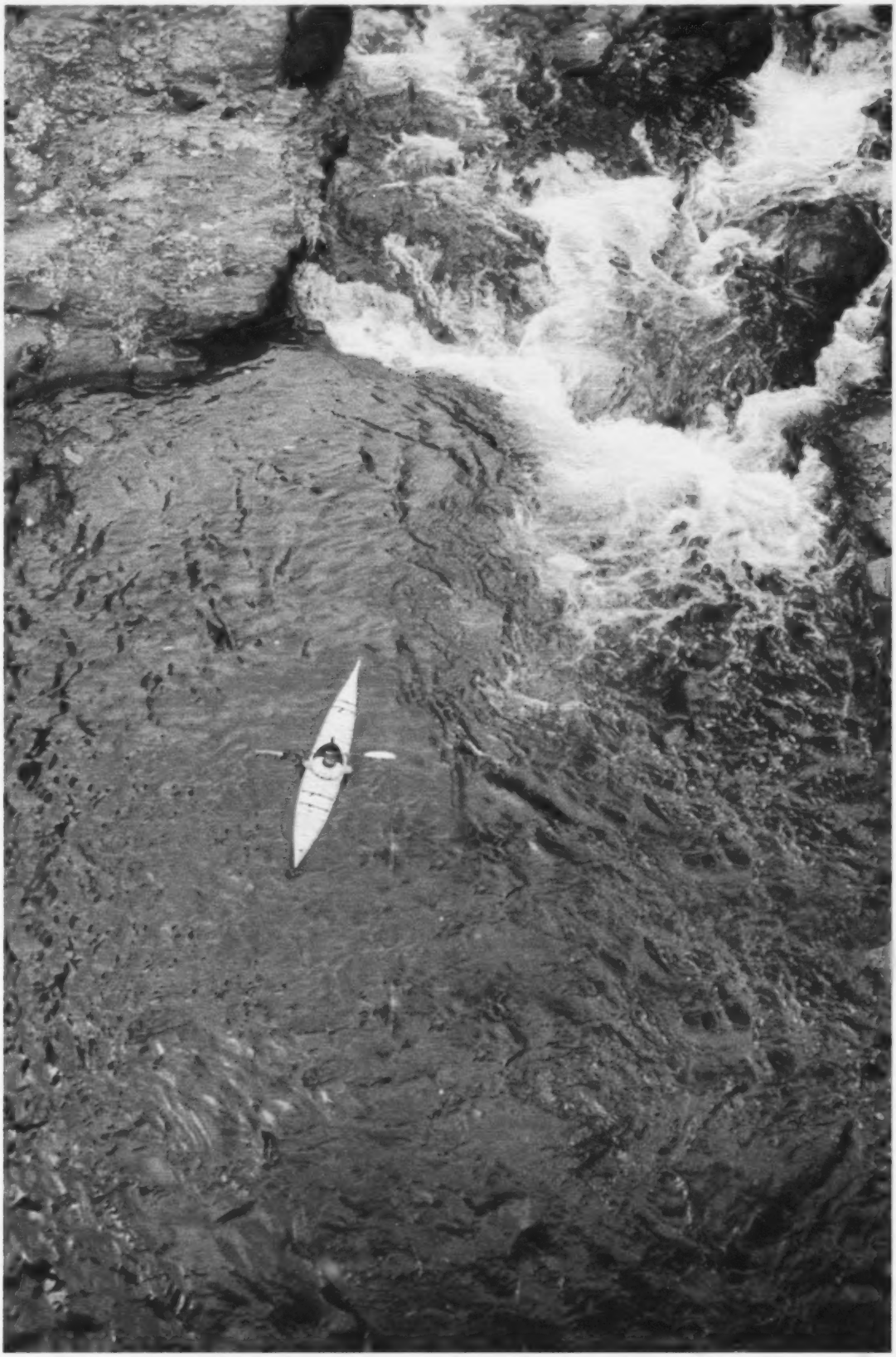


Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

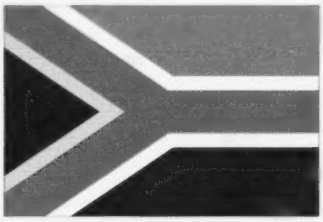
5.0 Annexes

2.1 Afrique du Sud

Aperçu du pays : L'Afrique du Sud est remarquable en raison de sa valeur propre et comme porte d'entrée de la région; son système de ports est essentiel à grand nombre des pays avoisinants sans littoral. Le président Zuma, sera le candidat du Congrès national africain (ANC) aux élections de 2014. Même si la réélection de l'ANC est très probable, plusieurs nouveaux partis ont émergé pour poser un défi, ce qui pourrait affaiblir la position du parti au pouvoir. L'économie sud-africaine est bien diversifiée; elle abrite un important secteur privé et un secteur financier très développé et bien surveillé. Le pays doit cependant surmonter des défis structurels de taille qui sont mis en évidence par un chômage endémique (il avoisine les 25 %), un système d'éducation inefficace et inadéquat et des écarts de revenus qui ne cessent de se creuser. Le gouvernement a fait de ces enjeux une priorité avec des plans à exécuter pour réduire le chômage et améliorer la prestation de services. Sa situation budgétaire est relativement solide et, même si les salaires et les services sociaux subiront les effets des pressions sur les dépenses, il y reste suffisamment de place pour préserver les dépenses d'investissement (dont 3,2 billions de rands sur dix ans alloués au transport, à l'énergie et à l'immobilier).

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Vu l'importance du commerce et de l'investissement pour l'économie, le gouvernement devrait s'assurer que le climat propice aux affaires demeure intact malgré les incertitudes. Depuis 1994, il applique graduellement son processus d'émancipation économique des Noirs ou Black Economic Empowerment (BEE) afin de réparer les injustices commises sous le régime de l'apartheid. Les interventions syndicales sont un autre point à considérer. En 2012, dans les pires cas de violence constatés depuis la fin de l'apartheid, des affrontements entre mineurs en grève et policiers ont fait plus de 30 morts. Des syndicats activistes et l'adoption accrue de politiques populistes risquent d'affaiblir la compétitivité et d'entacher l'image du pays comme destination attractive pour l'investissement direct étranger. Ces deux éléments pourraient entraîner des problèmes économiques étant donné le besoin de fonds étrangers pour couvrir le déficit du compte courant.

Perspectives : En 2013, la croissance s'est repliée (2 %) en raison de grèves continues au sein d'industries clés et d'une demande plus faible que prévu sur les principaux marchés d'exportation (en Asie et en Europe). Le président Zuma représentera l'ANC aux élections de mai et son parti devrait rester au pouvoir malgré l'opposition croissante à son égard. La consommation continuera de stimuler l'activité économique, l'effet combiné des salaires et de la croissance du crédit, d'une part, et des taux d'intérêt stables, d'autre part, inciteront les consommateurs à dépenser. Le vaste programme d'infrastructure gouvernemental compensera le ralentissement des dépenses d'investissement du secteur privé et sera un facteur déterminant de la direction que prendra la croissance au cours des prochaines années.



STATISTIQUES NATIONALES

Président
Jacob Zuma (ANC)

Prochaines élections
législatives : mai 2014
présidentielles : mai 2014

PIB nominal (2013)
353 G USD

Total des échanges/PIB (2013)
71 %

Régime de change
flottement libre

Exportations canadiennes de marchandises vers l'Afrique du Sud
624 M CAD

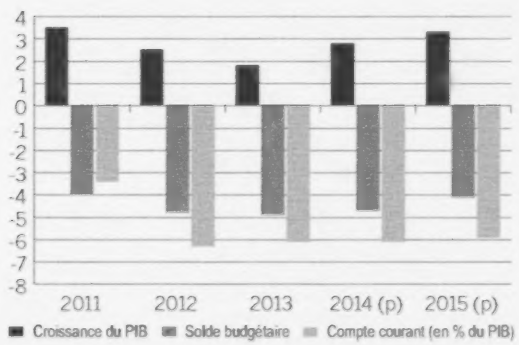
Principaux secteurs
Machinerie et appareils mécaniques, les produits chimiques, véhicules, avions et matériel de transport

Sources : FMI, Statistique Canada

Risques influant sur les perspectives :

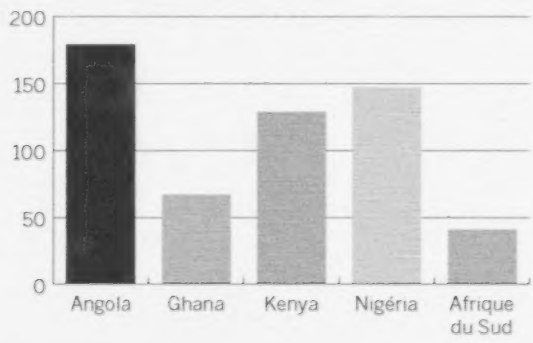
- ▲ Fardeau gérable des dettes extérieure et publique
- ▼ Lourd déficit du compte courant et baisse de confiance des investisseurs

Graphique 2 : Afrique du Sud – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 3 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)

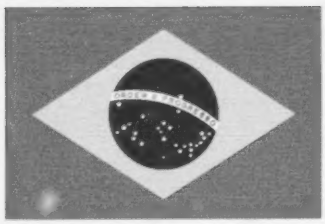


Source : Banque mondiale

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Afrique du Sud
2.2 Brésil
2.3 Chine
2.4 États-Unis
2.5 Inde
2.6 Japon
2.7 Mexique
2.8 Russie
2.9 Zone euro
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.2 Brésil



Aperçu du pays : La présidente Dilma Rousseff a commencé son mandat le 1er janvier 2011, appuyée par une coalition de dix partis qui représente 70 % du Congrès. Pour progresser politiquement, il faut sans cesse négocier âprement, ce qui ralentit l'adoption de réformes fondamentales, comme les politiques fiscales, largement jugées nécessaires au maintien de la viabilité budgétaire et à l'accélération de la croissance. Vu le mécontentement populaire à l'égard du coût de la vie et des affaires, de la corruption et du mauvais état des infrastructures et des services, tels que la santé et l'éducation, le gouvernement tentera de régler les problèmes structurels à l'approche des élections en octobre 2014. En dépit de ces efforts, il est peu probable que ces problèmes soient résolus à court terme. Malgré le ralentissement qui s'est poursuivi en 2013, les Services économiques d'EDC prévoient une accélération modérée de l'économie, attribuable à une hausse de la production industrielle et de la fabrication. Le PIB aurait progressé de 2,3 % en 2013 et devrait augmenter de 3,0 % en 2014.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Grâce à des entrées massives de capitaux et à des interventions sur les marchés de change, les réserves en devises ont dépassé les 350 G USD en 2013, ce qui favorise un excellent ratio de liquidité. Pourtant, le ralentissement de l'investissement et le repli des cours des produits de base ont inversé la direction de certains des importants flux de capitaux. Cette situation, conjuguée à la réduction prochaine de la détente monétaire, devrait avoir des répercussions sur les réserves et l'évolution des taux de change. Le real s'est fortement déprécié au premier semestre de 2013. Bien que nous prévoyions une modération de ce mouvement, le real devrait se maintenir au-dessus des niveaux atteints lors de la crise. Malgré le déficit du compte courant et les entrées d'investissement relativement faibles prévus, les besoins de financement extérieur du Brésil sont largement couverts par l'investissement direct étranger (IDE) net et les entrées de portefeuille. En résumé, la position de créancier net du Brésil et ses importantes liquidités extérieures continueront d'atténuer les risques de chocs extérieurs.

Perspectives : À court terme, les risques comprennent l'érosion de la confiance chez les consommateurs et les entreprises, ainsi que les effets qui en découlent sur la consommation intérieure et les perspectives d'investissement. Le gouvernement doit aussi continuer de renforcer la réglementation bancaire afin de composer avec la hausse de l'endettement des ménages et le coût du service de la dette par rapport aux revenus. À moyen terme, il faudra d'autres réformes structurelles pour assurer une croissance durable et améliorer la souplesse budgétaire. Le gouvernement tente de combler le déficit infrastructurel en augmentant les contrats de concession, mais le potentiel de croissance ne sera libéré qu'au prix d'investissements considérables. La Coupe du Monde de la FIFA et les Jeux olympiques offrent d'excellentes occasions pour les exportateurs et les investisseurs au Brésil au cours des trois prochaines années.

STATISTIQUES NATIONALES

Présidente
Dilma Rousseff

Prochaines élections
octobre 2014

PIB nominal (2013)
2,25 T USD

Total des échanges/PIB (2013)
26 %

Régime de change
flottement libre

Exportations canadiennes de marchandises vers le Brésil (2013)
2,3 G CAD

Principales importations
Machinerie et équipement, autres biens industriels, énergie

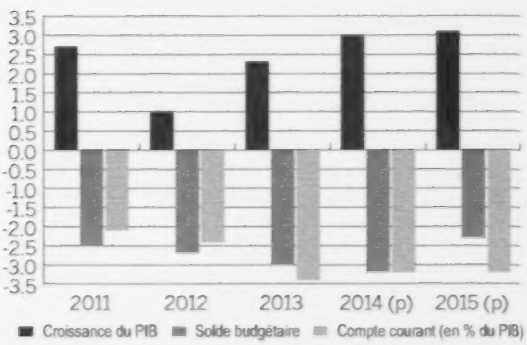
Sources : Haver Analytics, Industrie Canada

Risques influant sur les perspectives :

▲ Nouveaux progrès des réformes microéconomiques

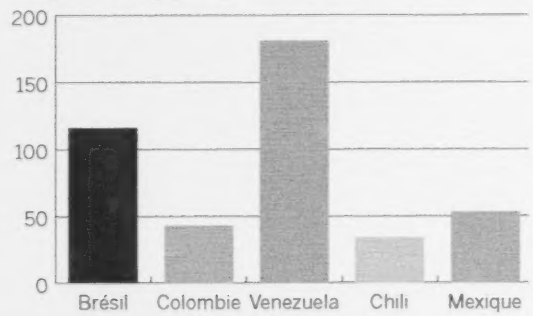
▼ Renversement marqué des entrées de capitaux ou formation d'une bulle des actifs

Graphique 4 : Brésil – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, FEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 5 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Services économiques d'EDC, Banque mondiale, Haver, Statistique Canada, EIU

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
2.1 Afrique du Sud
2.2 Brésil
2.3 Chine
2.4 États-Unis
2.5 Inde
2.6 Japon
2.7 Mexique
2.8 Russie
2.9 Zone euro
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

2.3 Chine

Aperçu du pays : La Chine est le premier exportateur mondial et la deuxième puissance économique de la planète. Son taux de croissance compte parmi les plus élevés des pays du G20. Le Parti communiste chinois (PCC) maintient fermement son emprise sur la société et sur tous les ordres de gouvernement ainsi qu'un contrôle considérable sur l'économie grâce à diverses sociétés d'État et au système bancaire. La nouvelle administration ne devrait sans doute pas relancer la croissance au-delà de 7,5 %, mettant ainsi fin à la période d'investissement incontrôlé dans les immobilisations et du relâchement du crédit. Le PCC prévoit réorienter la croissance intérieure vers les provinces orientales en misant sur l'infrastructure, l'industrie et la liaison entre les nouveaux centres urbains et la région orientale. La zone franche de Shanghaï servira d'incubateur des réformes économiques au gré de l'ouverture de la Chine.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : La Chine demeure une destination de choix de l'IDE mondial malgré des restrictions sur le compte de capital. Pourtant, en raison de sa complexité, l'environnement commercial chinois présente son lot de défis pour les investisseurs étrangers, notamment l'absence de protection juridique des droits de l'investisseur et des droits de propriété intellectuelle, l'application incohérente des règlements, la lourdeur de la bureaucratie et la corruption. Pour y remédier, le gouvernement chinois a indiqué lors de sa séance plénière de novembre 2013 que le pays continuerait de progresser vers la création d'un contexte commercial davantage axé sur le respect des règles, même si la mise en œuvre des nouvelles règles peut être inégale selon les régions et les industries. La direction du PCC reconnaît l'importance de s'attaquer à la corruption pour assurer sa légitimité et continuera de se pencher sur ce problème. L'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers entre le Canada et la Chine, annoncé en février 2012, n'est toujours pas ratifié par les deux pays.

Perspectives : Le modèle de croissance chinois devient de plus en plus axé sur la consommation, et cette évolution, conjugée au vieillissement de la population, se traduira par un profil de croissance plus modéré à l'avenir. Par ailleurs, la Chine continuera de monter dans la chaîne de valeur et insistera davantage sur la R-D chinoise et sur les secteurs à forte valeur ajoutée. Des annonces de réformes particulières en matière de politiques ont été faites lors de la séance plénière de novembre. Ces annonces ciblent la déréglementation de même que l'autorisation de la concurrence privée et des investissements étrangers, la libéralisation financière, la propriété foncière, la sécurité sociale, le prix des ressources, les sociétés d'État, le budget, l'assouplissement de la politique de l'enfant unique ainsi que la création d'un marché obligataire municipal. La stabilité politique reste la principale priorité du PCC, qui considère la croissance économique continue et équilibrée dans les régions comme des éléments essentiels de la prospérité et de sa légitimité. Malgré tout, l'agitation localisée liée à divers enjeux sociaux, comme la corruption, la confiscation de terres, les salaires et les conditions de travail, se poursuivra et s'accentuera si la croissance économique et la redistribution des revenus ne sont pas au rendez-vous.

STATISTIQUES NATIONALES

Président
Xi Jinping

Prochaines élections
Sans objet

PIB nominal (2013)
9,4 T USD

Total des échanges/PIB (2013)
54 %

Régime de change
Parité glissante

Exportations canadiennes de marchandises vers la Chine (2013)
20,2 G CAD

Principaux secteurs
Légumineuses, charbon, pâte de bois, bois d'œuvre, minerai de fer, matières premières énergétiques d'origine minérale

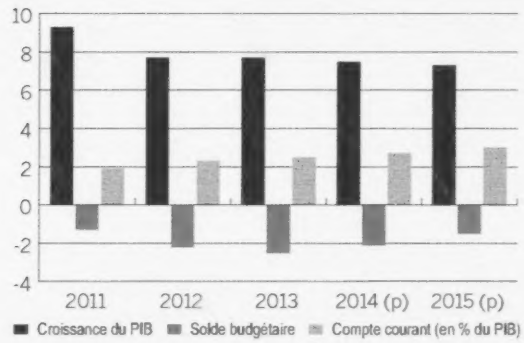
Sources : Haver Analytics, Industrie Canada

Risques influant sur les perspectives :

▲ Réformes réussies dans le secteur financier; politique anticorruption efficace

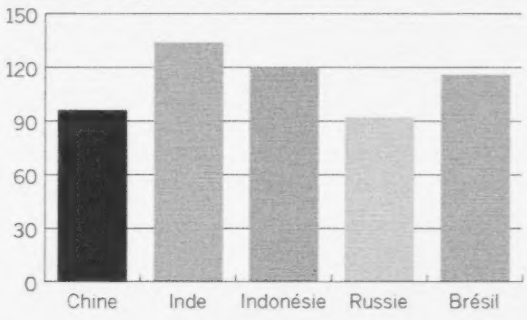
▼ Débâcle du secteur immobilier et incidence sur le secteur bancaire; agitation sociale accrue

Graphique 6 : Chine – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 7 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

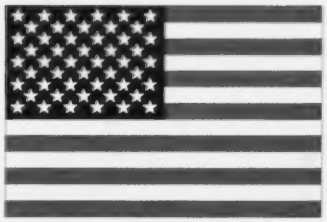
5.0 Annexes

2.4 États-Unis

Aperçu du pays : Les États-Unis, la première puissance économique de la planète, contribuent à hauteur de 20 % au PIB mondial et se classent au 4e rang de l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. Les principales agences de notation du crédit ont toutes accolé une perspective négative à la cote du risque en raison de l'impasse budgétaire, qui demeure une préoccupation.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Les exportations de biens canadiens à destination des États-Unis progresseront de 6 % cette année et l'an prochain. Les États-Unis reçoivent plus de 70 % des exportations canadiennes de biens, 40 % de l'investissement direct à l'étranger et 50 % de toutes les ventes de sociétés affiliées étrangères d'entreprises canadiennes. En ce qui concerne les domaines du commerce transfrontalier, de l'exécution des contrats et du règlement de l'insolvabilité de l'indice de la Banque mondiale, les États-Unis se situent respectivement aux 20e, 7e et 15e rangs.

Perspectives : L'économie américaine devrait croître de 3,0 % cette année et de 3,9 % en 2015. Par ailleurs, le déficit devrait dépasser à peine 3 % du PIB en 2014 grâce à l'augmentation des recettes fiscales générées par l'embellie conjoncturelle. En fait, les entreprises américaines se portent très bien : les bénéfices des sociétés s'élèvent à 1,9 billion de dollars, presque un sommet record, et les coffres des entreprises renferment 6 billions de dollars américains en trésorerie et en équivalents de trésorerie. Les entreprises hésitent toujours à investir en raison du pessimisme que leur inspire le contexte actuel, mais la confiance des consommateurs est en hausse. Le cycle de désendettement des ménages est en grande partie terminé, le ratio du service de la dette au revenu disponible est à son plus bas depuis 1994 et les ventes au détail redécollent. Le marché de l'habitation se redresse, les prix s'étant appréciés pendant 11 mois consécutifs et les ventes de maisons ayant fortement augmenté. Vu la demande comprimée, EDC prévoit cette année et l'an prochain une hausse de 20 % des mises en chantier, autant de nouvelles maisons qui nécessiteront toute une panoplie de dépenses en biens durables. Le renforcement de la confiance et la reprise des dépenses de consommation inciteront les entreprises à investir davantage afin de répondre à la demande.



STATISTIQUES NATIONALES

Président
Barack Obama

Prochaines élections
novembre 2016

PIB nominal (2013)
16,2 T USD

Total des échanges/PIB (2013)
32 %

Régime de change
Flottement libre

Exportations canadiennes de marchandises vers les États-Unis (2013)
317,2 G CAD

Principaux secteurs
Énergie, automobiles, minerais

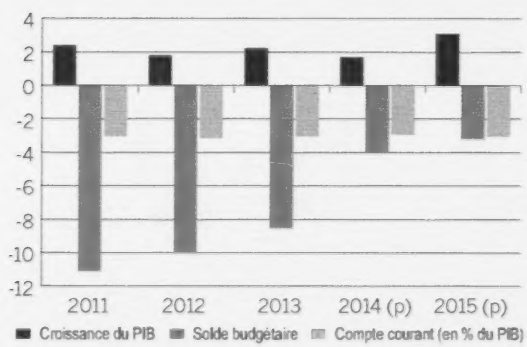
Sources : Haver Analytics, Stratégis

Risques influant sur les perspectives :

▲ Les entreprises américaines puisent dans leurs formidables réserves de liquidités.

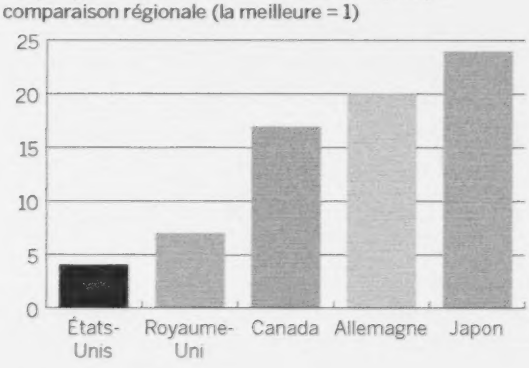
▼ Longue bataille au sujet du « plafond de la dette ».

Graphique 8 : États-Unis – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 9 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud

2.2 Brésil

2.3 Chine

2.4 États-Unis

2.5 Inde

2.6 Japon

2.7 Mexique

2.8 Russie

2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

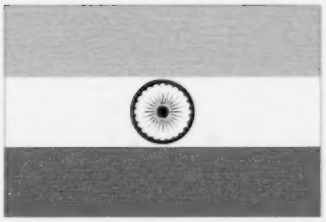
5.0 Annexes

2.5 Inde

Aperçu du pays : L'économie semble avoir atteint le creux de la vague et l'élan reprendra progressivement grâce à la plus forte production agricole et à la modeste reprise mondiale. Malgré une légère baisse des pressions inflationnistes, la croissance des prix sur une base annuelle frôle les deux chiffres, limitant ainsi la marge de manœuvre de la Banque de réserve de l'Inde (RBI). Par ailleurs, le déficit budgétaire important limite les options en matière de politiques et des efforts seront nécessaires pour consolider les dépenses et accroître les recettes. Grâce aux dépenses faites en prévision des élections et à des récoltes satisfaisantes, la croissance s'améliorera en 2014 et 2015. La démocratie, pierre angulaire de la politique indienne, se caractérise par un gouvernement de coalition dirigé par le Parti du Congrès (CP) ou par le Parti Bharatiya Janata (BJP). L'issue des élections parlementaires d'avril 2014 sera probablement une coalition menée par un de ces deux partis principaux. Situation inédite en Inde, près de 40 % des électeurs auront moins de 35 ans.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : La politique indienne sur l'investissement étranger permet la propriété étrangère à part entière dans la plupart des secteurs, mais les entrées d'IDE restent faibles. Les entreprises étrangères hésitent à investir en raison de la corruption, des lourdeurs administratives, de l'incertitude entourant la réglementation et même d'un manque de coordination des politiques entre les gouvernements fédéral et locaux. Le gouvernement fédéral a pris des mesures pour provoquer une recrudescence de l'investissement direct à l'étranger l'an dernier et d'autres mesures sont attendues après les élections. La faiblesse de la roupie en 2013 devrait dynamiser les exportations au cours des 12 à 24 prochains mois même si la dépréciation n'est pas la solution pour accroître les activités d'exportation à long terme. Les banques de l'UE auraient réduit leurs activités en Inde, ce qui pourrait ouvrir la voie à d'autres acteurs.

Perspectives : Malgré la faiblesse économique qui sévit à l'heure actuelle, les perspectives à moyen et à plus long termes demeurent assez robustes, laissant présager une croissance de plus de 6 %. La main-d'œuvre indienne devrait augmenter d'environ 2 % par an au cours des dix prochaines années, et ces jeunes travailleurs produiront un effet de croissance. Par ailleurs, le pays continuera à progresser graduellement vers la libéralisation du commerce et de l'investissement. L'Inde a avancé à grands pas pour conclure des ALE avec le Japon, l'ANASE et, plus récemment, l'UE. Un ALE est en cours de négociation avec le Canada. De nouvelles mesures de libéralisation sont prévues, mais les jeux politiques de la coalition rendront le parcours cahoteux.



STATISTIQUES NATIONALES

Premier ministre
Manmohan Singh

Prochaines élections
avril/mai 2014

PIB nominal (2013)
1 900 G USD

Total des échanges/PIB (2013)
56 %

Régime de change
Flottement dirigé

Exportations canadiennes de marchandises vers l'Inde (2013)
2 800 M CAD

Principaux secteurs
légumineuses, aéronautique, papier journal, charbon

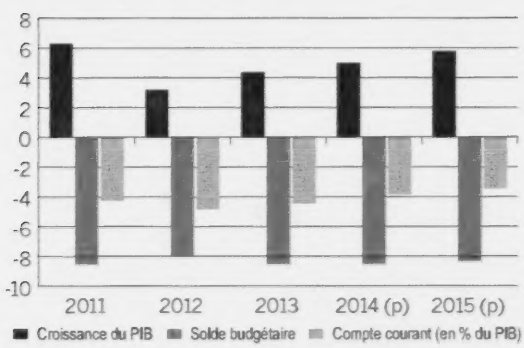
Sources : Haver Analytics, Industrie Canada

Risques influant sur les perspectives :

▲ Hausse des entrées d'IDE, réduction de l'inflation (aliments)

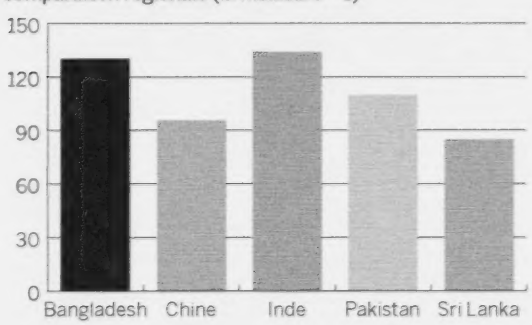
▼ Impasse législative, incapacité de maîtriser les dépenses budgétaires

Graphique 10 : Inde – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 11 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud
2.2 Brésil
2.3 Chine
2.4 États-Unis
2.5 Inde
2.6 Japon
2.7 Mexique
2.8 Russie
2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

2.6 Japon

Aperçu du pays : Malgré deux décennies de croissance atone et de déflation persistante, le Japon demeure la troisième économie et un géant de la fabrication (produits industriels lourds et technologie). Il dispose d'institutions démocratiques solides, mais des défis structurels clés freinent son potentiel de croissance et le dynamisme des réformes, dont la présence d'une culture politique conservatrice et de puissants intérêts particuliers. Le gouvernement, fort d'une belle performance électorale et d'une majorité au parlement, devrait assurer la continuité des politiques et la stabilité politique tant attendues. Depuis son arrivée au pouvoir, le premier ministre Abe a lancé un programme ambitieux et peu orthodoxe (« l'Abénomie ») assorti de trois volets (relance budgétaire, détente monétaire et réformes structurelles) pour raviver l'économie. Le plan semble porter ses fruits, du moins à court terme. Pourtant, il ne s'est pas traduit par une montée des salaires et de l'investissement dans les usines et la machinerie de manière durable. La balance commerciale demeure déficitaire, pénalisée par la faiblesse du yen et la dépendance vis-à-vis les importations de combustible pour la production d'électricité. Ce déficit est atténué par des réserves en devises parmi les plus abondantes au monde.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Au Japon, le commerce et l'investissement sont bien établis avec très peu de restrictions formelles. Globalement, les entrées d'IDE y sont plus faibles que dans les autres pays de l'OCDE, sans doute en raison des barrières non tarifaires et de la singularité des entreprises japonaises. Le Japon est moins concurrentiel que les autres pays du G7, voire d'autres marchés moins développés. Les entreprises nippones demeurent à l'avant-garde de la fabrication des technologies de pointe et de la robotique de pointe. Le Japon est un gros importateur de ressources naturelles canadiennes (dont de métaux, de charbon, de céréales et de fruits de mer). Le Japon et le Canada ont amorcé la négociation d'un accord de partenariat économique.

Perspectives : Grâce à une victoire convaincante aux élections de la chambre haute (en 2013), le premier ministre Abe dispose de la marge de manœuvre politique pour mener des réformes structurelles difficiles. Leur réussite et les perspectives de croissance du Japon dépendent de la capacité du premier ministre à s'attaquer à de puissants intérêts au sein et en dehors du parti. Les accords d'investissement et commerciaux en cours de négociation, dont le Partenariat transpacifique (PTP), ont un potentiel de revitalisation de l'économie. La relance budgétaire renforce la confiance des consommateurs, mais on ignore si les attentes liées à l'inflation et à une croissance durable se réaliseront. Les investissements en capital et les hausses salariales sont deux éléments clés à surveiller. Des mesures de relance devraient atténuer l'impact du relèvement de la taxe de consommation; si les répercussions étaient plus sensibles que prévues, la Banque du Japon devrait encore abaisser les taux.

STATISTIQUES NATIONALES

Premier ministre
Shinzo Abe

Prochaines élections
parlementaires : 2016

PIB nominal (2013)
4 905 T USD

Total des échanges/PIB (2013)
54 %

Régime de change
Flottement libre

Exportations canadiennes de marchandises vers le Japon (2013)
10,7 G CAD

Principaux secteurs
Combustibles minéraux, métaux non ferreux, huiles végétales, bois d'œuvre, croissance des salaires

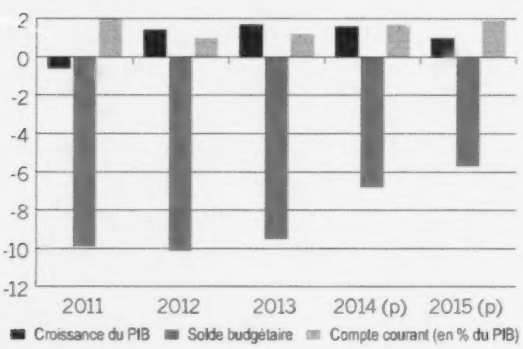
Sources : Haver Analytics, Industrie Canada

Risques influant sur les perspectives :

▲ Augmentations des salaires et des investissements en capital, redémarrage des centrales nucléaires

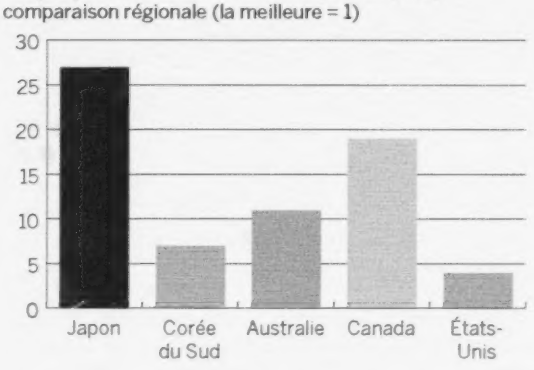
▼ Escalade des tensions maritimes, non-mise en œuvre des réformes structurelles

Graphique 12 : Japon – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 13 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud
2.2 Brésil
2.3 Chine
2.4 États-Unis
2.5 Inde
2.6 Japon
2.7 Mexique
2.8 Russie
2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

2.7 Mexique

Aperçu du pays : Les grandes priorités du gouvernement du président Enrique Peña Nieto du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) sont la lutte à la violence liée au narcotrafic, l'amélioration de la compétitivité du Mexique et la stimulation de la croissance économique en faisant une plus grande place à l'IDE.

Avec le Pacte pour le Mexique, un accord intervenu entre le gouvernement et les deux principaux partis d'opposition, son administration a pu rapidement mener à bien un certain nombre de réformes dans les domaines du travail, de l'éducation, des télécommunications, et, surtout, des finances publiques et de l'énergie. Des mesures législatives subordonnées visant la réforme énergétique qui seront mises en route cette année ouvriront le secteur énergétique à l'investissement privé, un élément indispensable pour accroître la capacité de production et de raffinage de PEMEX. Il devrait en résulter de nouvelles occasions d'affaires pour les investisseurs étrangers.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Le Mexique est une grande économie ouverte qui est devenue un maillon important de la chaîne d'approvisionnement mondiale grâce à sa panoplie d'accords de libre-échange. De nombreuses entreprises étrangères, du secteur automobile par exemple, rapatrient leurs activités de fabrication de la Chine au Mexique afin d'améliorer l'accès au marché américain et abaisser les coûts. Des mesures ont été prises pour améliorer le climat des affaires au Mexique et l'accès à l'arbitrage international est garanti par le droit et par l'ALENA. De récentes réformes budgétaires viendront accroître les redevances destinées aux sociétés minières.

La montée de la violence criminelle, qui se manifeste notamment par la multiplication des affaires d'extorsion par des groupes criminels, pèse sur la conjoncture des affaires et augmente le coût des activités commerciales. Vu les réformes structurelles essentielles en cours, le gouvernement fait désormais porter ses efforts sur la réduction de violence perpétrée par ces groupes. D'autres défis liés à l'amélioration de la compétitivité à long terme du pays comprennent l'insuffisance du crédit à la disposition des PME, le coût relativement élevé de la main-d'œuvre, la faible qualité de l'éducation et les niveaux élevés de corruption (le Mexique occupe le 106e rang parmi les 177 pays de l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International).

Perspectives : Les liens étroits avec l'économie américaine et la reprise qui y est prévue appuient des perspectives positives pour le Mexique dans les années à venir, vu que la plupart des indicateurs de vulnérabilité extérieure montrent que son économie se porte bien. Le déficit du compte courant est faible et facilement financé par l'IDE. Le ratio du service de la dette extérieure est faible et les réserves en devises sont vastes et soutenues par une ligne de crédit de précaution modulable auprès du FMI. La vague récente de réformes, surtout dans l'énergie, a suscité l'intérêt des investisseurs pour le marché mexicain et incité des agences de notation à relever la note attribuée au Mexique. Malgré la mise en œuvre d'un programme ambitieux par le gouvernement, les réformes devraient progresser lentement à l'approche des élections de mi-mandat en 2015.

STATISTIQUES NATIONALES

Président
Enrique Peña Nieto

Prochaines élections
présidentielles (juillet 2018); législatives (juillet 2015)

PIB nominal (2013)
1.2 T USD

Total des échanges/PIB (2013)
62 %

Régime de change
Flottement libre

Exportations canadiennes de marchandises vers le Mexique (2013)
4.9 G USD

Principaux secteurs
Biens intermédiaires, biens d'équipement, biens de consommation

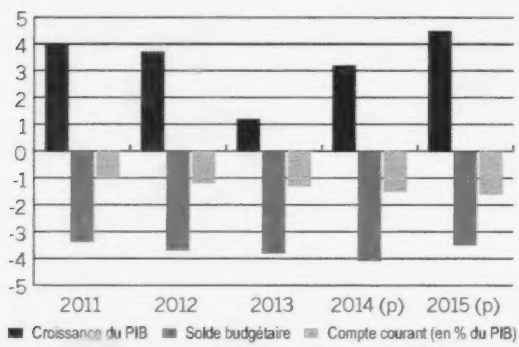
Sources : Haver Analytics, Stratégis

Risques influant sur les perspectives :

^ Économie nationale plus forte que prévu

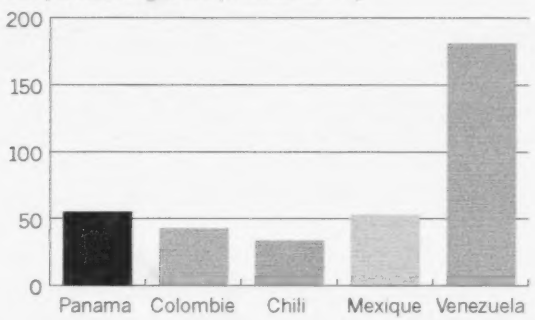
v Morosité persistante de l'économie mondiale

Graphique 14 : Mexique – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 15 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud
2.2 Brésil
2.3 Chine
2.4 États-Unis
2.5 Inde
2.6 Japon
2.7 Mexique
2.8 Russie
2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

2.8 Russie

Aperçu du pays : Malgré une croissance modérée, en particulier par rapport à celle des autres pays BRICM (Brésil, Russie, Chine, Inde et Mexique), l'économie russe fonctionne à la quasi-limite de sa capacité, le chômage se maintenant à un creux sans précédent de moins de 6 %, les salaires étant en forte hausse, l'utilisation de la capacité atteignant les sommets d'avant la crise et la production pétrolière culminant aux pics de la période postsoviétique. La persistance de la fuite des capitaux (les sorties nettes de capitaux du secteur privé ont atteint 62 milliards de dollars en 2013) traduit la présence de difficultés structurelles, dont des épisodes de croissance instable et d'inflation de même que la faiblesse des institutions. La banque centrale commence à se tourner vers une politique monétaire basée sur l'atteinte d'une cible d'inflation et sur le « flottement » plus libre du rouble, ce qui aidera à amortir les chocs macroéconomiques.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Au cours des prochaines années, la Russie aura besoin d'investissements se chiffrant dans les milliards de dollars pour accroître et revitaliser la capacité de production de son économie. L'amélioration de la conjoncture d'investissement demeura donc une priorité du gouvernement pendant un moment. Certains progrès ont été réalisés, mais le pays occupe maintenant le 112e rang (parmi les 185 économies) de l'indice Facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, encore bien loin du 20e rang visé par l'État d'ici 2018. L'accession de la Russie à l'OMC l'été dernier est une première étape positive vers une plus grande intégration au sein de la communauté internationale et la réduction des barrières commerciales qui en résultera devrait contribuer à un environnement plus propice à l'investissement. D'autres possibilités d'investissement étranger fondées sur les projets de privatisation de l'État ont été modifiées l'été dernier après l'annonce de la réduction du nombre et de la valeur des actifs qui seront vendus au secteur privé. L'annonce la plus notable est liée à la réduction de la participation de l'État dans Rosneft et VTB, qui sera moins importante qu'initialement prévu.

Perspectives : Les toutes dernières données publiées révèlent que la croissance de l'économie russe a accéléré au dernier trimestre de 2013, surtout à la faveur du dynamisme du commerce extérieur. Cependant, nous avons révisé à la baisse les données des trimestres antérieurs (soit du premier au troisième trimestre de 2013) si bien que la croissance annuelle s'établit à seulement 1,3 %. Selon les principaux indicateurs pour le premier trimestre de cette année, les importations accusent un net recul – ce qui a un impact positif sur le PIB –, mais l'essor des exportations est léthargique et les dépenses d'investissement en berne. Au cours des prochains mois, l'augmentation des risques politiques pèsera sur la confiance des investisseurs et viendra par le fait même réduire les dépenses d'investissement. Même si nous nous attendons à un ralentissement de la fuite des capitaux au cours du second semestre, les sorties de capitaux en 2014 dépasseront considérablement les niveaux récemment constatés (la fuite de capitaux d'une valeur de 70 milliards de dollars entre janvier et mars éclipse déjà la valeur globale pour 2013) et elles auront des répercussions sur les soldes extérieurs de la Russie.

STATISTIQUES NATIONALES

Président
Vladimir Poutine

Prochaines élections
parlementaires : décembre 2017
présidentielles : mars 2018

PIB nominal (2013)
2,0 T USD

Total des échanges/PIB (2013)
51 %

Régime de change
Flottement dirigé

Exportations canadiennes de marchandises vers la Russie (2013)
1,6 G CAD

Principaux secteurs
Produits d'animaux, M-É agricoles, M-É pétroliers et gaziers

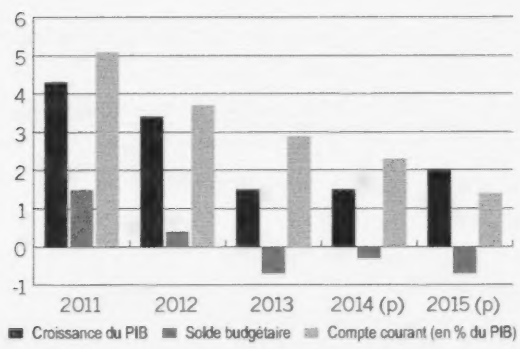
Sources : Haver Analytics, Industrie Canada

Risques influant sur les perspectives :

▲ Augmentation des cours pétroliers

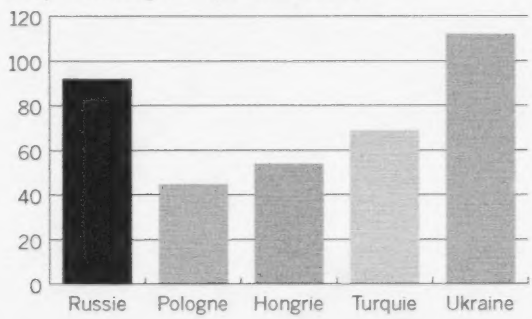
▼ Fuite des capitaux

Graphique 16 : Russie – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 17 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

2.1 Afrique du Sud
2.2 Brésil
2.3 Chine
2.4 États-Unis
2.5 Inde
2.6 Japon
2.7 Mexique
2.8 Russie
2.9 Zone euro

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

2.9 Zone euro

Aperçu du pays : La zone euro est sortie de la récession au deuxième trimestre de 2013. Les craintes d'un éclatement de la zone euro se sont en partie dissipées dans la foulée de l'annonce d'un programme illimité de rachat d'obligations publiques par la Banque centrale européenne (BCE). Les investisseurs nerveux effectuent un retour sur les marchés financiers européens, mais la croissance demeure timide et le taux de chômage très élevé à plus de 11 %. L'Union européenne, de concert avec le FMI, a déployé de vastes ressources pour prévenir un défaut désorganisé parmi les pays plus petits de la périphérie, mais il reste beaucoup à faire.

Conjoncture de l'investissement et du commerce : Collectivement, la zone euro est la plus grande économie du monde, contribuant à près de 20 % du PIB mondial. Le strict respect des contrats, un environnement favorable à l'investissement et un cadre juridique rigoureux caractérisent la plupart des pays de la zone euro. On s'attaque à la réglementation excessive et aux rigidités du marché du travail au moyen d'un vaste éventail de réformes à l'échelle nationale. Le Canada et l'UE ont mené à bien les négociations relatives à l'établissement d'un Accord économique et commercial global (AECG). L'AECG fournirait aux entreprises canadiennes un accès amélioré au marché européen, stimulant ainsi le commerce bilatéral et les investissements.

Perspectives : Le PIB de la zone euro devrait progresser de 1 % en 2014 et de 1,7 % en 2015. Malgré une amélioration, les conditions du marché resteront fragilisées par la faiblesse du système financier. L'engagement pris par la BCE dans le cadre de son programme de rachat d'obligations publiques est salutaire, mais il faudra peut-être des centaines de milliards d'euros pour soutenir les marchés obligataires (surtout si l'Italie et l'Espagne sont touchées par la contagion), et on ne sait avec certitude jusqu'à quel point la BCE est disposée à alourdir son bilan. À moyen terme, les dirigeants européens examineront les moyens de consolider l'union politique, comme la mutualisation de la dette (obligations européennes), les transferts budgétaires et le contrôle des banques à l'échelle de l'UE. Il faudra des années pour négocier ces types de solutions et les mettre en œuvre.

STATISTIQUES NATIONALES

Président
Président de la Commission européenne : José Manuel Barroso

PIB nominal (2013)
12,4 T USD

Total des échanges/PIB (2013)
86 %

Régime de change
Union monétaire – euro

Exportations canadiennes vers la zone euro (2013)
38,7 G CAD

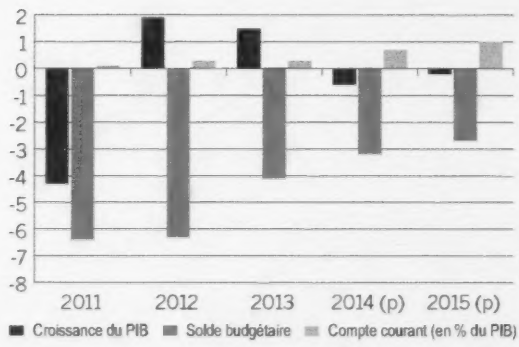
Principaux secteurs
Métaux, produits aéronautiques, produits automobiles

Sources : Haver Analytics, Industrie Canada

Risques influant sur les perspectives :

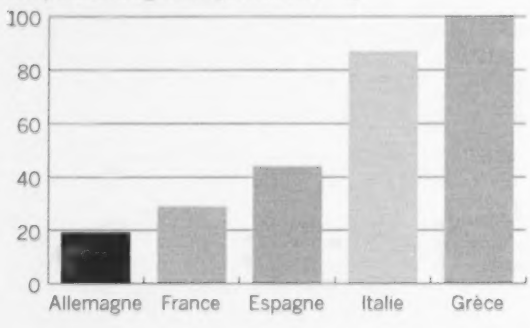
- ▲ Union politique raffermie, dette mutualiséenucléaires
- ▼ Sortie de pays de la zone euro

Graphique 18 : Zone euro – Indicateurs économiques



Sources : Haver Analytics, PEM du FMI, Services économiques d'EDC

Graphique 19 : Facilité de faire des affaires (WDI) – comparaison régionale (la meilleure = 1)



Source : Banque mondiale

Table des matières

1.0 Sommaire

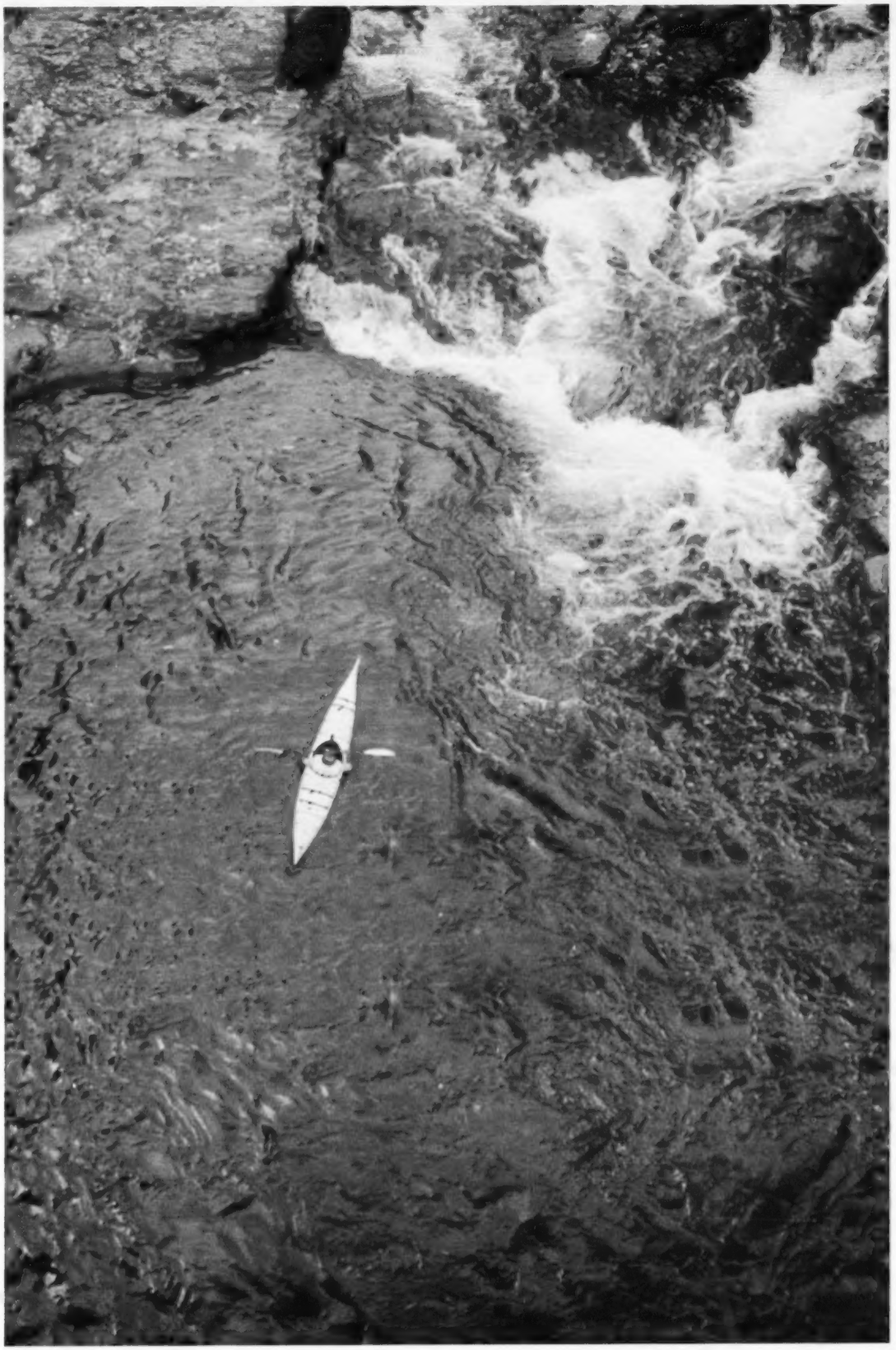
2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

- 3.1 Énergie
- 3.2 Minerais et métaux
- 3.3 Produits agroalimentaires
- 3.4 Engrais
- 3.5 Produits forestiers
- 3.6 Produits de l'automobile
- 3.7 Machinerie et équipement industriels
- 3.8 Technologies de pointe
- 3.9 Aéronautique
- 3.10 Produits chimiques et plastiques
- 3.11 Biens de consommation
- 3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes



3.0 PRÉVISIONS SECTORIELLES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

Les exportations canadiennes de biens et de services devraient avancer au rythme de 6 % en 2014 et en 2015. Ces prévisions tablent sur le fort dynamisme imprimé par un dollar canadien moins robuste qui naviguera autour des 93 cents au cours des deux prochaines années, mais aussi sur le renforcement marqué de l'économie américaine, moteur de la croissance l'an prochain. Cette embellie devrait soulager les tensions provenant de l'atonie du cours des produits de base puisque les hydrocarbures, les métaux et les produits agricoles s'orienteront à la baisse ces prochaines années. Au terme de cette évolution, les volumes à l'export augmenteront de 2 % cette année et de 6 % en 2013, à la faveur de l'intensification de la reprise économique aux États-Unis et de la sortie de récession du continent européen. En 2014, les exportations de biens retrouveront enfin leurs niveaux d'avant la crise, un exploit que le secteur des services est parvenu à réaliser en 2011.

Certains secteurs à l'exportation continueront d'avoir le vent en poupe, mais leur élan sera freiné par le fléchissement des cours, tout particulièrement dans les industries des métaux et de l'énergie. La foresterie offrira la performance la plus éclatante grâce à des gains dans les deux chiffres réalisés cette année et l'an prochain. Cette performance sera attribuable à la forte ascension de 27 % des mises en chantier aux États-Unis – elles avoisineront respectivement 1,2 million et 1,4 million d'unités en 2014 et 2015 –, qui fera exploser la croissance des exportations de bois d'œuvre. Les exportations agricoles canadiennes auront aussi le vent dans les voiles puisqu'elles dégageront des gains de 11 % cette année. Les très abondantes récoltes mettront à rude épreuve les infrastructures de transport au pays. La croissance reculera de 3 % l'an prochain, la production retournant à des niveaux habituels.

Les exportations énergétiques du Canada bondiront de 7 % en 2014, portées par la hausse des volumes de pétrole brut et des cours du gaz naturel, mais elles glisseront à 4 % l'an prochain sous l'effet du repli des cours pétroliers et des volumes de gaz naturel. Le secteur de la machinerie et de l'équipement industriels gagneront 7 % cette année, puis s'accélérera à 13 % en 2014 grâce au redressement de l'investissement commercial faisant suite à la décision des sociétés américaines d'enfin puiser dans leurs niveaux sans précédent de liquidités dans un contexte de relance économique. Dans le secteur du transport, la croissance des exportations aéronautiques décollera pour s'établir à 4 % en 2014 et à 8 % l'an prochain. L'industrie de l'automobile pour sa part verra son dynamisme s'amplifier de seulement 3 % en 2014 et de 4 % l'an prochain, car elle sera pénalisée par les contraintes de capacité pesant sur la croissance des exportations de cette filière.

Enfin, les exportations de marchandises à destination des États-Unis grimperont de 6 % en 2014 et 2015, tandis que les exportations vers l'Europe occidentale, deuxième marché du Canada, avanceront de 4 % après avoir subi un repli prononcé en 2013. La plus forte demande proviendra des marchés émergents : elle progressera de 10 % cette année et se ralentira à 6 % l'an prochain, surtout plombée par la faiblesse des produits de base. Les marchés émergents d'Asie accueilleront la poussée la plus spectaculaire de la demande, soit 11 % cette année et 7 % l'an prochain. Ils seront suivis de près par les économies d'Afrique et du Moyen-Orient, où les gains s'élèveront respectivement à 10 % et 9 % en 2014 et l'an prochain.

Tableau 4 : Prévisions des exportations canadiennes, par secteur

PRÉVISIONS SECTORIELLES	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2013	2013	2013	2014 (p)	2015 (p)
Agroalimentaire	50,3	9,5	5,7	11	3
Énergie	123,3	23,3	6,0	7	4
Foresterie	29,9	5,6	12,6	12	11
Produits chimiques et plastiques	36,9	7,0	7,2	2	6
Engrais	7,7	1,5	-4,9	4	2
Métaux, minerais et autres produits industriels	61,9	11,7	0,0	6	8
Machinerie et équipement industriels	28,1	5,3	-1,9	7	13
Avions et pièces	11,2	2,1	4,1	4	8
Technologies de pointe	13,9	2,6	-0,4	5	3
Véhicules automobiles et pièces	62,5	11,8	-0,8	3	4
Biens de consommation	8,0	1,5	11,2	3	7
Transactions particulières*	3,6	0,7	10,2	8	8
Total – Secteur des biens	**443,1**	**83,6**	**3,6**	**6**	**6**
Total – Secteur des services	**86,8**	**16,4**	**3,2**	**3**	**4**
Total des exportations	**529,9**	**100,0**	**3,5**	**6**	**6**
Pour mémoire					
Volume total des exportations		**100,0**	**1,8**	**2**	**6**
Export. de biens nominales (énergie exclue)	**319,8**	**60,3**	**2,7**	**6**	**7**
Export. de biens nominales (autos et énergie exclues)	**257,3**	**48,6**	**3,6**	**7**	**7**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2013 sont réelles, celles de 2014 et de 2015 sont des prévisions
Les transactions particulières* désignent surtout les transactions de faible valeur, la valeur des réparations à l'équipement et les biens retournés au pays.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriels
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.1 Énergie

En 2014, les exportations canadiennes d'énergie gagneront 7 % surtout grâce à l'ascension des volumes à l'export de pétrole brut et des cours plus élevés du gaz naturel. Toutefois, la progression des exportations énergétiques en 2015 se fixera à 4 %, et ce, malgré des volumes à l'export accrus en raison du repli des cours pétroliers et de la diminution du volume des exportations de gaz naturel. Le tassement des expéditions de charbon plombera les exportations cette année, mais cette tendance s'inversera en 2015.

L'écart entre le cours du Western Canada Select Crude, le cours auquel s'échange la plupart du pétrole canadien, et le West Texas Intermediate, le cours standard en Amérique du Nord, devrait en moyenne s'établir à 23 USD/baril cette année en raison de la persistance des déficits de capacité, puis fléchir à 15 USD/baril d'ici 2017 à la faveur de l'entrée en service de nouveaux pipelines. La reconfiguration des raffineries dans les États du Nord du Midwest américain atténuera une partie des tensions exercées sur les expéditions de brut vers le Sud à Cushing d'ici la fin 2014, et l'ajout d'ici 2017 d'une nouvelle capacité pipelinière d'un million de barils par jour et le recours à d'autres modes de transport réduira nettement la congestion et résorbera considérablement les écarts. Les Services économiques d'EDC prévoient en 2014 une appréciation de 7 % des exportations de pétrole brut, puis de 4 % en 2015 sous l'effet de cours moins élevés. Les producteurs canadiens devraient dès 2017 et au-delà réaliser des gains substantiels dans leurs activités d'exportation à la faveur de l'élimination de la plupart des déficits de capacité.

Les projections liées aux exportations de gaz naturel indiquent une croissance de 17 % en 2014, puis une hausse d'à peine 0,5 % en 2015. Ces projections tablent sur les gains issus des cours et une hausse des recettes attribuable à un huard moins vigoureux. Les gains seront moins marqués en 2015. Les volumes devraient décliner cette année et l'an prochain. Le cours du Henry Hub devrait se maintenir à 4,25 USD/Mbtu en 2014 et atteindre 4,35 USD/Mbtu en 2015. Les volumes à l'export continueront de baisser vu l'abondance du gaz de schiste américain, une situation qui exclura certains producteurs devant assumer des coûts plus élevés.

Les exportations de charbon céderont 4 %, les cours moins élevés compensant nettement la montée des expéditions. Les cours devraient se redresser en 2015. L'effet de ce facteur et de l'augmentation des volumes dynamisera la croissance des exportations de charbon qui atteindra 12 % en 2015. L'offre mondiale excédentaire a pénalisé les cours du charbon métallurgique et du charbon thermique. L'industrie s'affaire à fermer les sites plus coûteux et à renforcer la capacité des sites où les coûts d'exploitation sont moindres. Dans l'ensemble, l'offre et la demande seront mieux équilibrées en 2015.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 123 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 3 %
2013 : 2 %

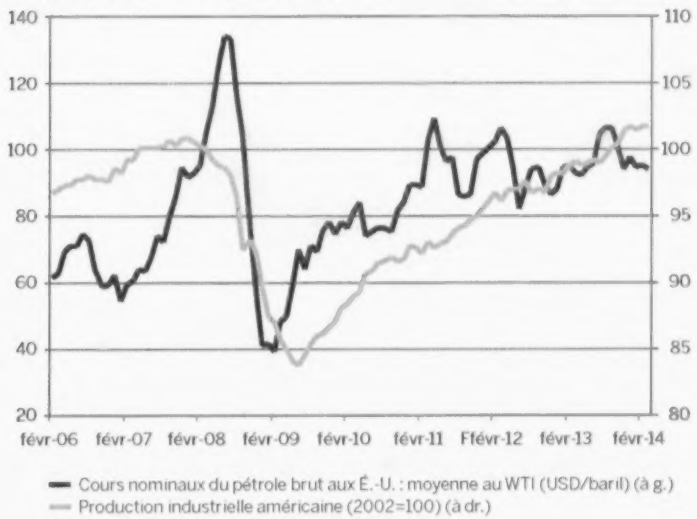
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 28 %

Répartition du secteur par province :
NL 6,3 %
NB 9,1 %
NS 0,1 %
PE 0,0 %
QC 3,3 %
ON 3,0 %
MN 0,8%
SK 10,2 %
AB 59,8 %
BC 7,3 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 101,1 G CAD

Sources : Statistique Canada

Graphique 20 : L'activité industrielle américaine dicte les cours du brut



Sources : Haver Analytics, EIA

Tableau 5 : Prévisions des exportations canadiennes d'énergie, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	115,2	93,4	8,7	7	3
Europe occidentale	2,3	1,9	-24,1	2	1
Japon, Océanie et Asie développée	2,9	2,4	-12,7	-4	10
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	0,6	-39,2	2	7
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,1	-30,3	-3	10
Afrique et Moyen-Orient	0,1	0,0	-60,3	9	4
Asie émergente	2,0	1,6	-16,7	2	14
Total - Marchés développés	**120,4**	**97,7**	**7,1**	**7**	**4**
Total - Marchés émergents	**2,9**	**2,3**	**-26,0**	**2**	**12**
Total mondial	**123,3**	**100,0**	**6,0**	**7**	**4**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriels
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.2 Minerais et métaux

Après avoir stagné l'an dernier, une évolution pour le moins décevante, les exportations du secteur des minerais métalliques et de biens industriels se dresseront. La croissance sera toutefois modeste en 2014 et l'an prochain puisque la conjoncture des prix défavorable agira comme un puissant frein contrepoids à la relance de la demande mondiale et l'intensification de la production. Dans ce contexte, l'appréciation des gains sera en partie annulée par le glissement des cours. L'essor global des exportations du secteur se fixera à 6 % cette année et à 8 % l'an prochain.

Le déclin généralisé des cours constaté en 2013 sera suivi au cours des prochaines années par des perspectives plus nuancées, car des facteurs fondamentaux infléchiront l'orientation de chaque métal. Les cours affaiblis du cuivre présenteront les fluctuations les plus marquées, l'industrie mondiale intensifiant sa production et par le fait même créant un excédent substantiel dans le marché du cuivre cette année et l'an prochain. Les cours de l'or, après leur vertigineux plongeon de 2013, continueront très progressivement de s'affaiblir. Quant au secteur du minerai de fer, il devrait connaître une offre excédentaire en 2016 qui sera accompagnée d'une chute prononcée des cours. Toutefois, ces prochaines années, la fermeté de la demande et les coûts industriels maintiendront les cours à leurs niveaux actuels. Pour ce qui est des cours de l'aluminium et du nickel, ils iront à contre-courant de la tendance et s'apprécieront en 2014 avant de se stabiliser en 2015. Pour ces deux métaux, le coût des intrants et les ruptures de l'approvisionnement mondial contribueront à la formation d'un déficit au cours de l'horizon prévisionnel.

Malgré la morosité de la conjoncture des prix, les producteurs canadiens récolteront les fruits d'un huard moins vigoureux et de la montée de la demande mondiale à l'égard des biens industriels. Pratiquement tous les sous-secteurs afficheront une augmentation de leur volume de ventes cette année, à l'exception de la filière aluminium dont la production sera pénalisée par la fermeture de la fonderie à Shawinigan cette année et avant que la fonderie de Kitimat atteigne sa pleine capacité de production l'an prochain. Cependant, le tableau de la performance sera varié en 2015, les ventes de minerai de fer et d'aluminium réalisant des gains alors que la plupart des autres métaux accuseront de légers reculs.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 6,8 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 13 %
2013 : 13 %

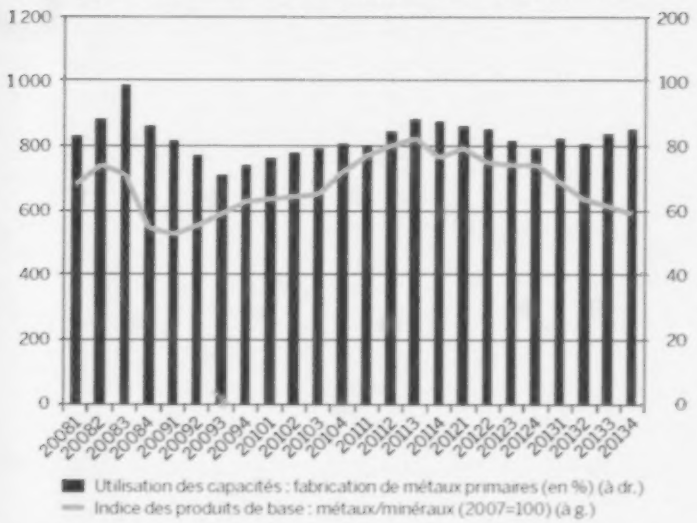
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 15 %

Répartition du secteur par province :
NL 2,5 %
NB 0,9 %
NS 0,5 %
PE 0,1 %
QC 21,3 %
ON 49,7 %
MN 2,5 %
SK 6,5 %
AB 8,6 %
BC 5,7 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 58,6 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 21 : Métaux et mines - Évolution des cours et de l'activité



Source : Haver Analytics

Tableau 6 : Prévisions des exportations canadiennes de minerais et de métaux industriels, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	31,3	50,6	1,9	3	10
Europe occidentale	15,8	25,6	-19,1	8	9
Japon, Océanie et Asie développée	6,7	10,8	61,4	8	5
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,3	2,0	-17,7	8	6
Europe émergente et Asie centrale	0,5	0,8	-1,2	3	3
Afrique et Moyen-Orient	1,0	1,6	52,7	6	13
Asie émergente	5,3	8,6	10,6	9	1
Total - Marchés développés	**53,8**	**86,9**	**-1,1**	**5**	**9**
Total - Marchés émergents	**8,1**	**13,1**	**7,8**	**8**	**3**
Total mondial	**61,9**	**100,0**	**0,0**	**6**	**8**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.3 Produits agroalimentaires

Les exportations agroalimentaires canadiennes vont croître de 11 % en 2014, car des récoltes exceptionnelles ont porté la production à des sommets. Cet essor se modérera à 3% l'an prochain en raison du retour à la normale de la production et du repli des cours. L'effervescence du secteur en 2013-2014 a provoqué la surprise quasi générale. Ainsi, pour cette campagne agricole, les agriculteurs canadiens ont accru de 27 % leur production de céréales et d'oléagineux pour la porter à un incroyable 90,1 millions tonnes. Cette performance s'explique surtout par des conditions météo idéales qui ont dopé les rendements malgré un ensemencement tardif. Le principal défi qui se pose aux exportateurs de produits agricoles sera le transport. En effet, en février 2014, les stocks canadiens de céréales fracassaient tous les records, dépassant de 40 % les stocks de l'an dernier. L'arriéré de marchandises à expédier dans le réseau ferroviaire devrait être supprimé d'ici la fin de 2014.

Les marchés mondiaux des céréales se rééquilibrent. L'offre ayant finalement rattrapé la demande, les cours céréaliers redescendront de leurs sommets et pousseront les recettes agricoles à la baisse. Le maintien des prix élevés pendant des années a stimulé la production et l'investissement à l'échelle mondiale, et ce, malgré des conditions climatiques extrêmes dans certaines régions. Les perspectives liées à la demande demeurent aussi positives grâce à la forte consommation sur les marchés émergents et à une progression modérée de l'utilisation des céréales dans la fabrication des biocarburants. Les exportations de viande devraient par ailleurs inscrire des gains modestes cette année et l'an prochain à la faveur d'un relèvement des prix et de la baisse du coût des aliments.

L'amélioration des perspectives de la consommation aux États-Unis, où la confiance du consommateur américain s'accroît et les ventes au détail se consolident, a été perçu comme une excellente nouvelle par l'industrie alimentaire canadienne. Les consommateurs américains achèteront davantage d'articles dans la marge est plus élevée dans les épiceries et les restaurants. Quant aux exportations canadiennes d'aliments transformés et de boissons, elles devraient grimper de 5 % cette année et de nouveau de 6 % en 2015, ce qui est impressionnant pour une industrie de 11 milliards de dollars habitués à des variations annuelles se situant dans la fourchette des 2 à 3 %. Les exportations des produits de la mer devraient pour leur part progresser de 5 % cette année, à la faveur d'un dollar canadien moins gaillard et d'une demande accrue en provenance de la Chine.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 50,2 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 30 %
2013 : 31 %

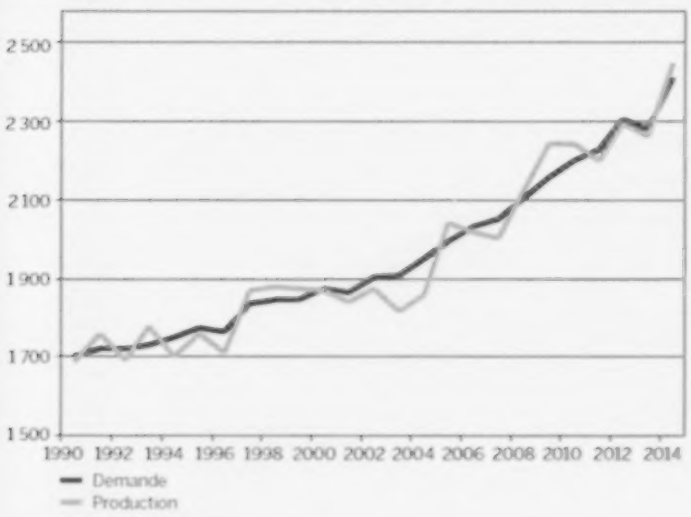
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 11 %

Répartition du secteur par province :
NL 1,7 %
NB 3,0 %
NS 2,5 %
PE 1,1 %
QC 12,8 %
ON 22,5 %
MN 8,3 %
SK 23,4 %
AB 19,2 %
BC 5,7 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 15,6 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 22 : La production céréalière mondiale rattrape la demande



Source : Estimations de l'offre et de la demande agricoles mondiales établies par l'USDA

Tableau 7 : Prévisions des exportations agroalimentaires, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	25,9	51,6	10,4	9	4
Europe occidentale	2,7	5,4	-1,5	8	-2
Japon, Océanie et Asie développée	6,1	12,1	-1,2	11	2
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	3,8	7,6	6,9	12	-3
Europe émergente et Asie centrale	1,0	1,9	-5,5	15	5
Afrique et Moyen-Orient	2,4	4,7	-14,0	11	4
Asie émergente	8,4	16,6	7,0	19	6
Total - Marchés développés	**34,7**	**69,1**	**7,2**	**9**	**3**
Total - Marchés émergents	**15,5**	**30,9**	**2,3**	**16**	**3**
Total mondial	**50,3**	**100,0**	**5,7**	**11**	**3**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.4 Engrais

La croissance des exportations canadiennes d'engrais se hissera à 4 % cette année, puis elle se stabilisera à 2 % en 2015 à la suite du redressement des exportations de potasse vers les marchés émergents clés en 2013. Les cours de la potasse, pénalisés l'an dernier par la résiliation de l'accord de partenariat entre la Russie et le Bélarus pour la commercialisation de la potasse, stagneront encore en raison de l'offre excédentaire et de la faiblesse des cours des cultures. Le rétablissement de ce partenariat pourrait aussi contribuer à l'amélioration de la conjoncture des prix à moyen terme.

Les recettes agricoles et la superficie des cultures demeurent élevés aux États-Unis par rapport aux niveaux historiques, mais ils diminueront en 2014 et en 2015 sous l'effet du recul des cours des cultures. Cette évolution viendra brider les exportations canadiennes d'engrais à destination des États-Unis. La demande recèle toutefois un potentiel de croissance à la faveur de cours moins élevés de potasse vu que les marchands reconstituent leurs stocks dont le faible niveau est attribuable aux systèmes juste-à-temps. Cette année, les goulets d'étranglement logistiques risquent de pénaliser les exportations d'engrais azotés à destination du marché américain. La belle performance des exportations de potasse vers le Brésil devrait se maintenir à des niveaux sans précédent, mais il est peu probable qu'elle inscrive des gains exceptionnels en glissement annuel.

Les exportations totales de potasse vers l'Asie du Sud-Est, notamment en Indonésie et en Malaisie, seront de nouveau supérieures aux exportations réunies à destination de la Chine et de l'Inde. À moyen et à long termes, la demande en potasse continue de profiter de perspectives éblouissantes, en particulier en Asie émergente et en Inde en raison de la sous-application chronique de nutriments culturaux. Le développement de l'agriculture industrielle sur ces marchés annonce un raffermissement de la demande de nutriments pour les cultures, dont la potasse. Cependant, les tensions sur les finances publiques, la faiblesse de la roupie indienne et les projets de réductions des subventions pour la potasse contribueront à l'atonie des exportations vers l'Inde en 2014 et 2015. Malgré une récente diminution des exportations en Chine, la demande chinoise devrait se redresser à moyen et à long termes compte tenu des capacités limitées sur le marché intérieur.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 7.7 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 25 %
2013 : 33 %

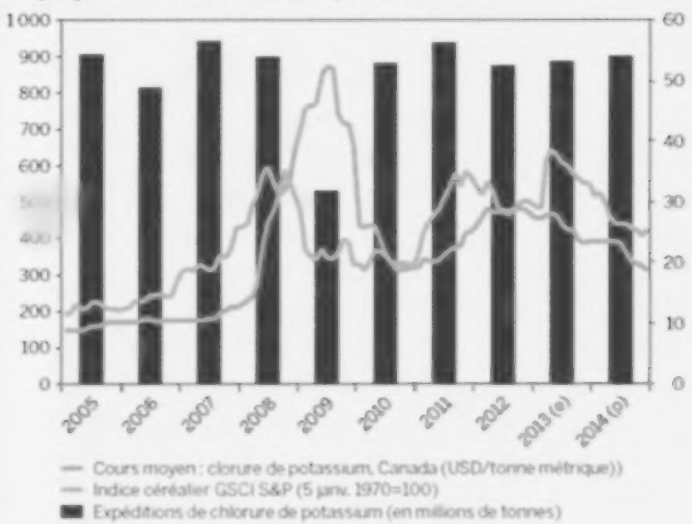
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 2 %

Répartition du secteur par province :
NL 0,0 %
NB 3,9 %
NS 0,0 %
PE 0,0 %
QC 0,2 %
ON 4,7 %
MN 1,8 %
SK 72,6 %
AB 15,9 %
BC 0,8 %

Investissement direct canadien à l'étranger : s. o.

Source : Statistique Canada

Graphique 23 : Retour à la stabilité après la tourmente



Sources : Haver Analytics, Bloomberg, Green Markets, Services économiques d'EDC

Tableau 8 : Prévisions des exportations de produits d'engrais, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	5,1	65,5	-4,7	4	2
Europe occidentale	0,0	0,5	-43,5	5	1
Japon, Océanie et Asie développée	0,0	0,6	-55,2	5	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,9	11,6	-6,1	3	0
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,0	-14,2	5	1
Afrique et Moyen-Orient	0,0	0,1	-8,7	6	2
Asie émergente	1,7	16,6	0,3	2	5
Total - Marchés développés	**5,1**	**66,6**	**-6,1**	**4**	**2**
Total - Marchés émergents	**2,6**	**33,4**	**-2,4**	**4**	**3**
Total mondial	**7,7**	**100,0**	**-4,9**	**4**	**2**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.5 Produits forestiers

La poursuite de la reprise du secteur américain du logement et la montée de la demande de bois d'œuvre provenant du marché chinois devraient fortement concourir à la bonne tenue des exportations canadiennes de bois d'œuvre. Dans l'intervalle, les expéditions et pâtes et papiers décolleront surtout en raison de la faiblesse du dollar canadien. Les exportations totales de produits forestiers devraient grimper de 12 % en 2014, puis de 11 % en 2015.

Pour la première fois depuis 2008, le nombre de chantiers aux États-Unis devrait passer la barre du million d'unités, soit respectivement près de 1,2 et 1,4 million d'unités cette année et l'an prochain. Cette performance, conjuguée à un bond de 6 % de la demande chinoise constatée en 2013 relativement aux produits ligneux dans le bâtiment, permet d'entrevoir des perspectives optimistes pour le secteur canadien des produits forestiers. Ce contexte a incité certains producteurs à remettre en service des installations et à faire de nouveaux investissements, dont l'augmentation des capacités aux usines de Résolu en Ontario et au Québec en 2014 et le démarrage des ventes de son usine d'Athabasca près du lac des Esclaves, en Alberta.

La demande de produits ligneux devrait être robuste, mais les effets de la limitation de l'offre attribuable aux dommages causés par le dendroctone du pin ponderosa commencent à se faire sentir dans le secteur forestier de la Colombie-Britannique. D'ailleurs, les usines de Houston et de Quesnel de la province devraient cesser leurs activités à la mi-2014 en raison d'un approvisionnement insuffisant en bois. La fermeture d'autres installations à moyen terme réduira le volume des exportations de bois d'œuvre de la Colombie-Britannique, mais elle se traduira par un raffermissement des cours, au gré de la montée de la demande.

Les exportations de pâtes et papier devraient profiter d'un dollar moins robuste en 2014. La croissance sera néanmoins mitigée même à la faveur du raffermissement de la demande chinoise, car il existe d'immenses capacités excédentaires sur les marchés mondiaux, et ce, pour plusieurs formats.

Le recours aux plateformes numériques entraîne un déclin de la demande de papier puisque bon nombre de producteurs investissent dans de nouvelles technologies afin d'accroître l'efficacité de leurs installations actuelles. Par exemple, la papetière Temlbec a lancé pour 2014-2015 un programme d'investissement de 235 millions de dollars à son usine de pâte à Témiscamingue, dans la belle province.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 29,9 C CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 15 %
2013 : 23 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 28 %

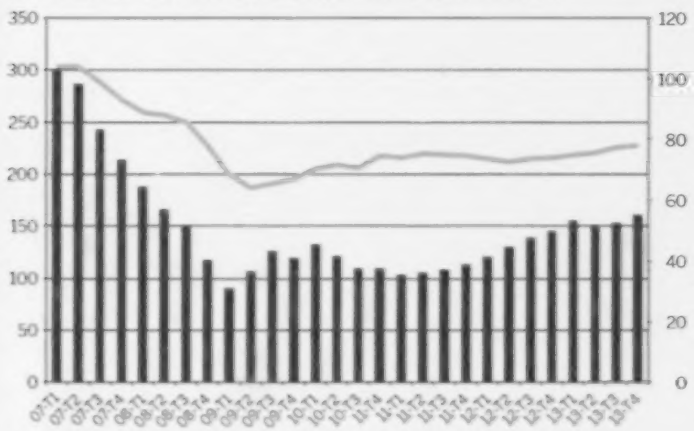
Répartition du secteur par province :

NL	0,5 %
NB	5,5 %
NS	1,5 %
PE	0,0 %
QC	27,0 %
ON	16,3 %
MN	1,6 %
SK	1,4 %
AB	8,1 %
BC	38,2 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 9,0 C CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 24 : L'intensification de la relance du marché du logement américain au cœur de l'essor des exportations de bois d'œuvre



Source : Haver Analytics

Tableau 9 : Prévisions des exportations de produits forestiers, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	19,2	64,3	13,3	14	11
Europe occidentale	1,1	3,6	-2,2	-8	0
Japon, Océanie et Asie développée	2,6	8,6	9,7	7	10
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,8	2,6	0,3	1	3
Europe émergente et Asie centrale	0,3	0,9	31,9	6	8
Afrique et Moyen-Orient	0,3	1,0	21,5	22	18
Asie émergente	5,7	18,9	15,7	12	12
Total - Marchés développés	**22,8**	**7,7**	**12,0**	**12**	**10**
Total - Marchés émergents	**7,0**	**23,5**	**14,6**	**11**	**11**
Total mondial	**29,9**	**100,0**	**12,6**	**12**	**11**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.6 Produits automobiles

Les exportations canadiennes du secteur de l'automobile connaîtront une modeste croissance de 3 % en 2014, puis gagneront 4 % en 2015. Un redémarrage spectaculaire du secteur se confirme aux États-Unis où les ventes de voiture de promenade devraient largement dépasser les 16 millions d'unités en 2014 et pourraient même atteindre les 18 millions d'ici 2018 dans un contexte d'accès accru au crédit à la consommation, de réduction de l'endettement des ménages et du replacement d'un nombre grandissant de véhicules automobiles. Jusqu'ici, ces facteurs ont dynamisé les activités des usines au Mexique et dans le Sud des États-Unis, mais cette amélioration est à peine visible dans les chiffres des exportations de la filière automobile canadienne.

Malgré les éblouissantes perspectives de la demande américaine, les contraintes de capacité limiteront la croissance des exportations canadiennes pendant l'horizon prévisionnel, alors même que le Canada perd des parts du marché nord-américain de la fabrication. Au chapitre de l'investissement, l'industrie automobile canadienne accuse du retard par rapport au reste de l'Amérique du Nord, bon nombre de constructeurs citant les coûts élevés de production au Canada. La baisse du dollar canadien devrait offrir un certain répit. Or, le huard se maintiendra autour des 93 cents en 2014 et en 2015, soit à un niveau insuffisant pour modifier les perspectives à court terme.

L'industrie automobile se modernise et accroît son efficience plutôt que de miser sur un renforcement de ses capacités. Le constructeur Ford investit 800 millions de dollars en vue de réoutiller son usine d'assemblage à Oakville et ainsi augmenter ses capacités de fabrication et permettre la production de nouveaux modèles. L'investissement de 250 millions de dollars de GM dans son usine CAMI d'Ingersoll augmentera la souplesse et les capacités d'outillage permettant à l'usine de construire une plus vaste gamme de modèles. Par ailleurs, Toyota investit 100 millions de dollars pour accroître de 30 000 unités la production du modèle Lexus.

Les fournisseurs de pièces profitent de la relance de la production aux États-Unis, mais comme l'industrie tourne au maximum de sa capacité, les taux de croissance se ralentiront cette année, en phase avec l'activité des équipementiers. Bon nombre des nouveaux investissements dans le sous-secteur de la fabrication des pièces étant destinée au Mexique et dans la région du Sud des États-Unis afin d'être à proximité des équipementiers. Si, à moyen terme, la tendance à la colocation avec les grands équipementiers freine les exportations, elle procurera cependant des occasions d'investissement direct canadien à l'étranger.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 62,5 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 2,8 %
2013 : 2,8 %

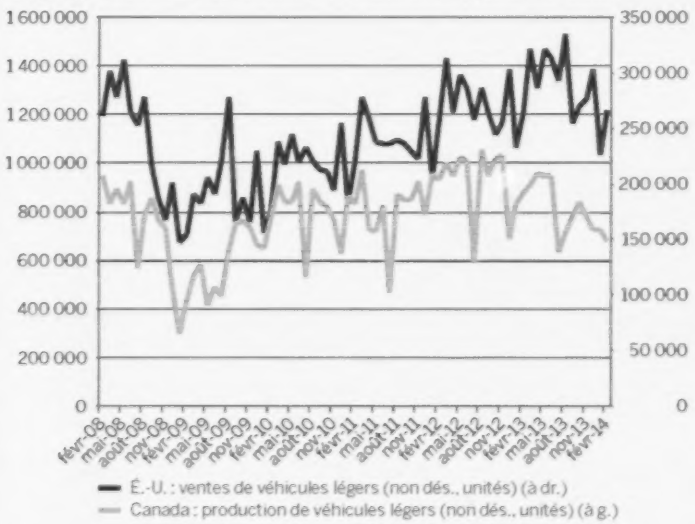
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 14 %

Répartition du secteur par province :
NL 0,0 %
NB 0,0 %
NS 1,7 %
PE 0,0 %
QC 3,6 %
ON 92,8 %
MN 0,9 %
SK 0,1 %
AB 0,5 %
BC 0,5 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 26,0 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 25 : Vente de véhicules aux États-Unis et offre canadienne



Sources : Haver Analytics, Association du transport aérien international, FMI

Tableau 10 : Prévisions des exportations d'automobiles, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS,	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	60,4	96,6	-1,2	2	2
Europe occidentale	0,2	0,4	-9,4	3	8
Japon, Océanie et Asie développée	0,1	0,2	-15,7	5	4
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,9	1,4	4,7	12	8
Europe émergente et Asie centrale	0,1	0,1	6,3	6	8
Afrique et Moyen-Orient	0,5	0,9	31,7	12	9
Asie émergente	0,2	0,4	107,6	28	9
Total - Marchés développés	**60,8**	**97,2**	**-1,3**	**2**	**4**
Total - Marchés émergents	**1,7**	**2,8**	**20,3**	**14**	**8**
Total mondial	**62,5**	**100,0**	**-0,8**	**3**	**4**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.7 Machinerie et équipement industriels

Les exportations de machinerie et d'équipement (M-É) industriels se sont légèrement contractées l'an dernier. Le secteur est sur le point de gagner en dynamisme en affichant un essor de 7 % cette année, puis de 13 % en 2015 grâce au renforcement de l'économie mondiale et de la hausse de l'investissement. On note d'importantes fluctuations de la demande en fonction des divers sous-secteurs, mais ces derniers profiteront tous d'une croissance positive au cours des deux prochaines années. La M-É des secteurs de l'agriculture et de la construction présentera à nouveau la performance la plus éclatante, tandis que la M-É du secteur des mines et des hydrocarbures affichera une performance léthargique.

L'essor des exportations de M-É dans les secteurs de l'agriculture et de la construction s'accéléra de 6 % cette année et de 8 % en 2015. Les cours des produits de base agricoles descendront des sommets atteints, mais ils demeureront supérieurs aux moyennes historiques. Cette conjoncture des prix incitera fortement les producteurs à continuer d'investir.

Quant à la machinerie destinée au travail des métaux et du bois, elle dégagera encore une fois la performance la plus solide du secteur grâce à des gains soutenus de 16 % cette année qui se modéreront à 10 % en 2015. À la faveur de la dynamique relance du marché du logement américain, les mises en chantier devraient bondir de 27 % cette année, puis encore de 19 % l'an prochain. La principale destination des exportations demeurera les marchés développés, notamment les États-Unis et le Mexique où la demande se maintiendra et compensera la demande poussive du continent européen

Dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, les ventes de M-É devraient opérer un timide redressement en 2014, puis monter en cadence au rythme de 12 % en 2015. L'investissement dans le secteur américain du gaz naturel s'est stabilisé tandis que les industries des mines et de la fabrication de métaux sont aux prises avec une capacité excédentaire et des cours en berne. En pareil contexte, les perspectives d'investissement seront limitées cette année, mais plus prometteuses en 2015. De façon générale, la progression de l'investissement dans la M-É miniers, pétroliers et gaziers sera la plus marquée sur les marchés émergents. Enfin, les expéditions de M-É des industries du caoutchouc et des plastiques maintiendront une croissance modérée en 2014 en enregistrant des gains de 8 % cette année et de 10 % en 2015 sur fond d'envolée de la demande en matière d'investissement, surtout sur le marché américain.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 28,1 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 19 %
2013 : 17 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 6 %

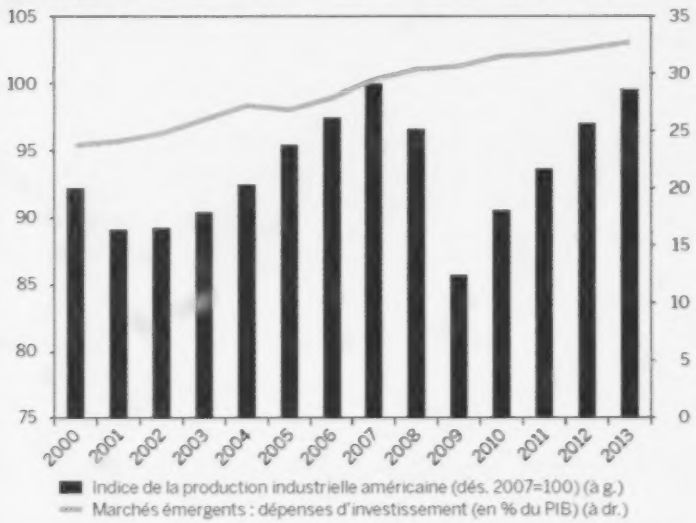
Répartition du secteur par province :

NL	0,1 %
NB	0,7 %
NS	0,8 %
PE	0,2 %
QC	22,2 %
ON	52,7 %
MN	3,7 %
SK	2,0 %
AB	11,1 %
BC	6,5 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 4,5 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 26 : Indicateurs de la demande dans le secteur de la M-É



Source : Haver Analytics

Tableau 11 : Prévisions des exportations de machinerie et équipement industriels, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	19,8	70,4	1,4	8	14
Europe occidentale	2,2	7,9	1,0	3	8
Japon, Océanie et Asie développée	1,3	4,7	-3,7	3	6
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,5	5,3	-12,8	8	10
Europe émergente et Asie centrale	0,8	2,9	-16,4	-3	10
Afrique et Moyen-Orient	1,2	4,1	-23,3	8	12
Asie émergente	1,3	4,7	-3,9	8	10
Total - Marchés développés	**23,3**	**83,0**	**1,0**	**8**	**13**
Total - Marchés émergents	**4,8**	**17,0**	**-14,1**	**6**	**11**
Total mondial	**28,1**	**100,0**	**-1,9**	**7**	**13**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.8 Technologies de pointe

Les exportations du secteur des technologies de pointe devraient gagner 5 % cette année, puis fléchir de 3 % l'an prochain. Les volumes à l'export vers les marchés émergents connaissent dans l'ensemble une ascension modérée malgré une montée de la concurrence et la tendance affirmée à déplacer la fabrication dans les économies où les coûts sont moindres. Le secteur s'oriente désormais vers des segments non traditionnels comme les instruments de mesure tout en réduisant l'impact de la filière des communications sans fil aux prises avec des difficultés. Plusieurs sous-secteurs tels que le matériel électrique, les instruments de mesure et les dispositifs d'essai augmentent leurs parts de marché et présentent de considérables débouchés pour les sociétés canadiennes.

Malgré la hausse des dépenses de consommation et des investissements des entreprises dans les mises à niveau des réseaux, les exportations vers les États-Unis ont été inégales pour tous les sous-secteurs des technologies. De façon générale, les exportations récolteront des gains surtout à la faveur de l'affaiblissement du huard. Les ventes à destination de l'Europe, deuxième marché du Canada, resteront modérées en raison de la morosité persistante de l'activité dans la région. Par contre, les expéditions vers l'Asie, où le nombre d'abonnés de services sans fil augmente à un rythme exponentiel, sont bien placées pour rapidement gagner des parts de marché à moyen terme. D'ailleurs, on estime que la Chine et l'Inde réunies ajouteraient chaque trimestre 75 millions de nouveaux abonnés du sans-fil. Les exportations canadiennes du secteur des télécommunications devraient connaître leur essor le plus rapide sur les marchés émergents. Cependant, les États-Unis demeureront leur principale destination de ces exportations au cours des années à venir, surpassant les gains réalisés sur les marchés émergents.

En 2014, les exportations de produits de consommation électroniques devraient profiter des perspectives positives touchant les mises en chantier (hausse de 27 %) et du secteur de la rénovation aux États-Unis. Toutefois, dans un contexte de saturation du marché américain, les entreprises commenceront à se tourner vers des régions où la demande des consommateurs est en plein essor et où le taux de pénétration du marché est moindre, notamment l'Amérique latine et l'Asie. Les exportations du sous-secteur des instruments de navigation et de mesure gagnent constamment du terrain, représentant près de 25 % de l'ensemble des exportations canadiennes de l'industrie des technologies de pointe. Les instruments médicaux et de mesure présenteront l'essor le plus vigoureux du secteur, dont la plupart des exportations prendront la direction des États-Unis. Le marché asiatique continuera d'être porteur.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 14 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 14
2013 : 16

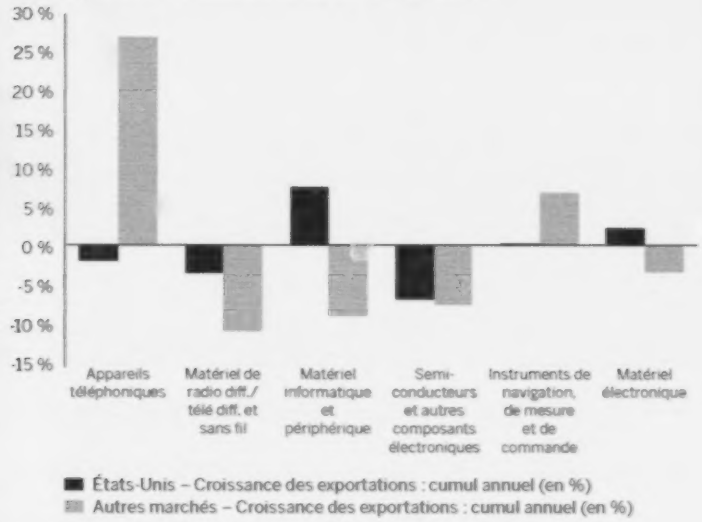
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 3 %

Répartition du secteur par province :
NL 0,1 %
NB 0,3 %
NS 1,1 %
PE 0,1 %
QC 25,8 %
ON 55,6 %
MN 2,0 %
SK 1,0 %
AB 6,1 %
BC 7,8 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 22,1 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 27 : Débouchés à l'extérieur des États-Unis



Source : Statistique Canada

Tableau 12 : Prévisions des exportations de technologies de pointe, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	9,3	67,1	0,1	4	3
Europe occidentale	1,5	10,7	-10,3	0	-1
Japon, Océanie et Asie développée	0,9	6,5	-2,1	11	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,7	4,8	8,0	9	8
Europe émergente et Asie centrale	0,3	1,9	-6,7	11	9
Afrique et Moyen-Orient	0,4	3,2	12,6	12	9
Asie émergente	0,8	5,7	5,4	7	4
Total - Marchés développés	**11,7**	**84,3**	**-1,5**	**4**	**3**
Total - Marchés émergents	**2,2**	**15,7**	**5,9**	**9**	**7**
Total mondial	**13,9**	**100,0**	**-0,4**	**5**	**3**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.9 Aéronautique

Les exportations aéronautiques devraient avancer de 4 % en 2014 et de 8 % l'an prochain à la faveur de l'accélération de la croissance mondiale. La capacité des transporteurs diminuera considérablement sous l'effet du raffermissement de la demande de voyages en avion. En outre, l'investissement dans les aéronefs est toujours à la traîne après des années d'activité au ralenti dans le sillage de la crise financière mondiale.

Les ventes vers les marchés émergents devraient décoller en 2014, étayées par le renforcement de la croissance économique et la hausse des salaires, qui rend le transport aérien plus abordable. Dans les économies développées, la croissance prendra du mieux, l'économie américaine gagnant en dynamisme et la zone euro renouant avec la croissance. On note une très nette amélioration des conditions de financement privé, tandis que les cours élevés du carburéacteur incitent les transporteurs à investir dans des flottes moins énergivores. Tous ces facteurs contribueront à résolument stimuler la demande du secteur aéronautique au cours des prochaines années.

La capacité de production d'aéronefs est très limitée, les grands avionneurs ayant des carnets de commandes atteignant des sommets. Ainsi, Bombardier a un carnet de commandes dont la valeur avoisine les 38 milliards de dollars. Parallèlement, la société poursuit les essais du nouvel appareil de la CSeries, dont l'entrée en service est prévue en 2015. La demande suscitée par ce nouvel avion, les prix élevés du carburéacteur et le fort coefficient de chargement dans l'industrie sont autant de facteurs contribuant à l'augmentation du nombre des commandes en 2014 et 2015.

Le secteur des avions d'affaires poursuit son redressement, mais ses activités demeurent inférieures aux niveaux d'avant la récession, les sociétés cherchant à réduire leurs charges administratives. Toutefois, l'achat au premier semestre de 2014 de 20 avions Challenger 350 par le transporteur VistaJet et une commande ferme de 85 avions commerciaux auprès de Flexjet donneront une impulsion attendue aux ventes de Bombardier à l'étranger. Nos perspectives positives tablent aussi sur le développement et l'entrée en service de l'appareil Learjet 85 au début de 2015.

La demande de pièces d'avion et de simulateurs devrait afficher une croissance impressionnante grâce à l'intensification du trafic aérien sur les marchés émergents de même que la livraison de nouveaux aéronefs dotés de technologies de pointe.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 11,2 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 11 %
2013 : 17 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 3 %

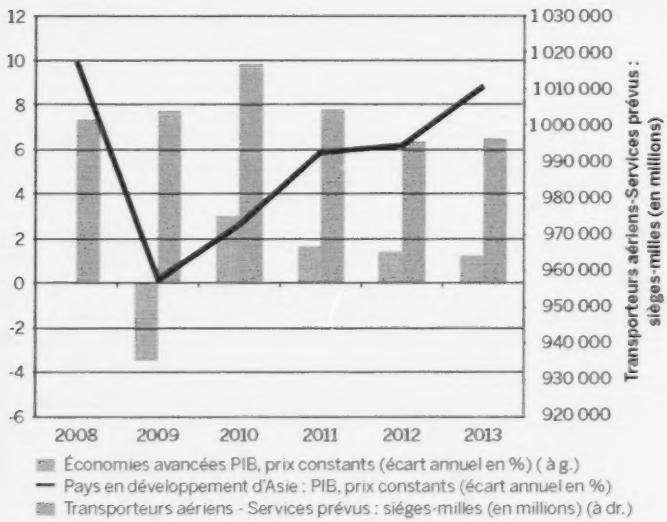
Répartition du secteur par province :

NL	2,4 %
NB	0,1 %
NS	0,5 %
PE	0,6 %
QC	59,0 %
ON	29,6 %
MN	4,3 %
SK	0,0 %
AB	1,3 %
BC	2,2 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 26,0 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 28 : L'essor des services aux passagers et de la demande aéronautique suit la reprise



Sources : Haver Analytics, International Air Transport Association, FMI

Tableau 13 : Prévisions des exportations de produits aéronautiques, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	6,8	61,1	11,5	6	9
Europe occidentale	1,9	16,9	-12,0	-12	-4
Japon, Océanie et Asie développée	0,5	4,7	55,7	-23	-16
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,3	3,1	52,7	17	7
Europe émergente et Asie centrale	0,5	4,1	33,2	17	8
Afrique et Moyen-Orient	0,3	2,7	-59,6	26	13
Asie émergente	0,8	7,5	2,1	-16	-11
Total - Marchés développés	**9,3**	**82,7**	**7,4**	**1**	**7**
Total - Marchés émergents	**1,9**	**17,3**	**-9,2**	**18**	**10**
Total mondial	**11,2**	**100,0**	**4,1**	**4**	**8**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.10 Produits chimiques et plastiques

Les exportations canadiennes de produits chimiques et de plastiques se modéreront pour afficher une croissance de 2 % cette année qui atteindra 6 % en 2015. Au cours des deux prochaines années, la capacité canadienne restera relativement stable. Nos prévisions tablent sur l'évolution des cours des produits de base et les perspectives de la demande mondiale, en particulier aux États-Unis, destination de 80 % de l'ensemble des expéditions. De façon générale, les volumes à l'export du secteur demeureront relativement stationnaires à court terme, les entreprises s'efforçant de réduire leurs coûts.

Par ailleurs, les exportations de produits pétrochimiques ont engagé un virage étonnamment positif puisque les expéditions vers les États-Unis et la Chine ont retrouvé les niveaux d'avant la crise. Dans un contexte de fléchissement relatif des prix durant la période de référence, en phase avec l'évolution des cours du pétrole brut, la plus forte impulsion sera provoquée par l'augmentation des volumes vers le marché américain à mesure que l'activité de fabrication s'intensifie. Le principal défi pour l'industrie vient de la vive concurrence aux États-Unis, où la montée en flèche de la production de gaz de schiste bon marché rehausse considérablement le profil des produits pétrochimiques, et où l'offre croissante pousse les cours à la baisse. Les entreprises canadiennes devraient continuer à se tourner vers le gaz naturel et à diversifier leur gamme de produits pétrochimiques. Pour autant, l'utilisation de la capacité et les pénuries de main-d'œuvre continueront d'entraver la croissance de l'industrie. Malgré tout, des augmentations possibles à moyen et à long termes pourraient stimuler la production de produits pétrochimiques. Dans l'ensemble, les exportations canadiennes de produits chimiques progresseront à peine de 1 % cette année, mais elles feront un bond de 9 % en 2015.

Les exportations de produits plastiques gagneront 3 % cette année, mais présenteront une croissance nulle l'an prochain. Les volumes s'orienteront dans le sens de nos perspectives favorables à propos de l'évolution de l'économie et de la consommation aux États-Unis, dont le dynamisme est en partie alimenté par une envolée de 27 % des mises en marché cette année et un bond de 19 % escompté en 2015. L'industrie de l'emballage devrait être bien orientée et continuera de profiter de la trajectoire ascendante des exportations à destination du marché américain où la demande vigoureuse catapulte les ventes au détail. L'investissement dans la R-D, en vue de mettre au point des méthodes de production écologiques, constitue un débouché particulièrement porteur pour le secteur.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 37 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 8 %
2013 : 10 %

Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 8 %

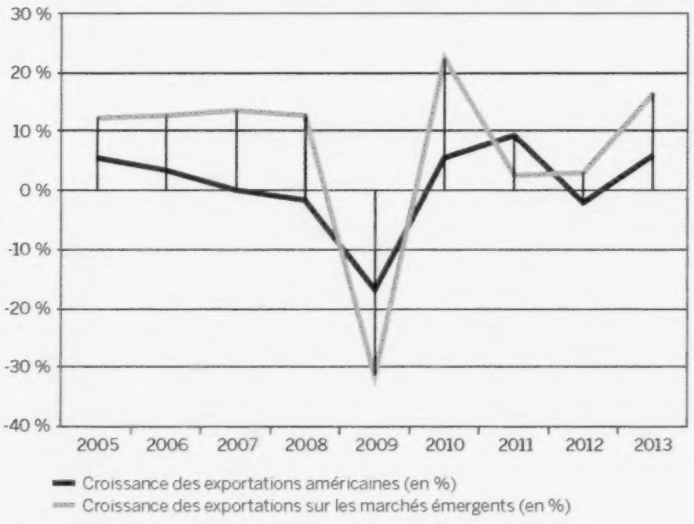
Répartition du secteur par province :

NL	0,0 %
NB	0,3 %
NS	0,9 %
PE	0,1 %
QC	18,7 %
ON	54,7 %
MN	2,8 %
SK	2,0 %
AB	17,0 %
BC	3,4 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 17,87 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 29 : La croissance des marchés émergents éclipse celle des États-Unis



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 14 : Prévisions des exportations de produits chimiques et de plastiques, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	29,0	78,6	6,0	1	7
Europe occidentale	3,1	8,4	14,5	10	2
Japon, Océanie et Asie développée	1,0	2,8	-6,8	0	3
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	1,3	3,6	9,7	-1	3
Europe émergente et Asie centrale	0,2	0,6	22,3	1	3
Afrique et Moyen-Orient	0,3	0,9	-8,6	1	3
Asie émergente	1,9	5,1	27,8	0	4
Total - Marchés développés	**33,2**	**89,8**	**6,3**	**2**	**7**
Total - Marchés émergents	**3,8**	**10,2**	**16,5**	**0**	**3**
Total mondial	**36,9**	**100,0**	**7,2**	**2**	**6**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
3.1 Énergie
3.2 Minerais et métaux
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriels
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes

3.11 Biens de consommation

La croissance des exportations de biens de consommation grimpera de 3 % cette année, puis s'accélérera pour s'établir à 7 % en 2015. Ce secteur se compose de nombre de catégories de produits, mais comme plus de 80 % des expéditions du secteur seront destinées aux États-Unis, où la reprise économique est résolument en marche, nous formulons des perspectives positives pour les biens de consommation.

Malgré le recul des cours des métaux précieux, les exportations de bijoux et de pièces d'argenterie ont bondi de 35 % l'an dernier. Puisque cette envolée s'explique surtout par le gonflement inédit des pièces et des lingots vendus par la Monnaie royale, nous nous attendons à une baisse de la demande cette année et l'an prochain.

Le nombre des mises en chantier aux États-Unis devrait s'accroître de plus 27 % cette année. Pourtant, les retombées de ce regain de dynamisme sur les biens de consommation connexes au logement se font encore attendre si bien qu'il y a aura une progression modeste des exportations du secteur. L'évolution de ces biens, notamment les meubles et les armoires, suit généralement de près celle des mises en chantier. Cette corrélation n'a toutefois pas été aussi étroite ces dernières années. Comme plus de 90 % des exportations connexes à l'industrie du logement sont destinées aux États-Unis, la reprise du marché immobilier se répercutera sur la performance de ce sous-secteur.

Les exportations du secteur du vêtement continueront d'accuser un modeste ralentissement attribuable au long virage amorcé par l'industrie, qui se tourne vers les volets de mode et de conception tout en réalisant ses activités de fabrication à l'étranger. Enfin, la catégorie des autres biens de consommation, englobant les fournitures et le matériel médicaux, fait montre d'un robuste dynamisme.

Les marchés américain et européen continueront d'être les destinations de la plupart de ces exportations. Malgré tout, à long terme, l'essor le plus fulgurant du secteur des biens de consommation devrait se produire en Asie émergente et en Amérique latine.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 8,0 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : 5 %
2013 : 4 %

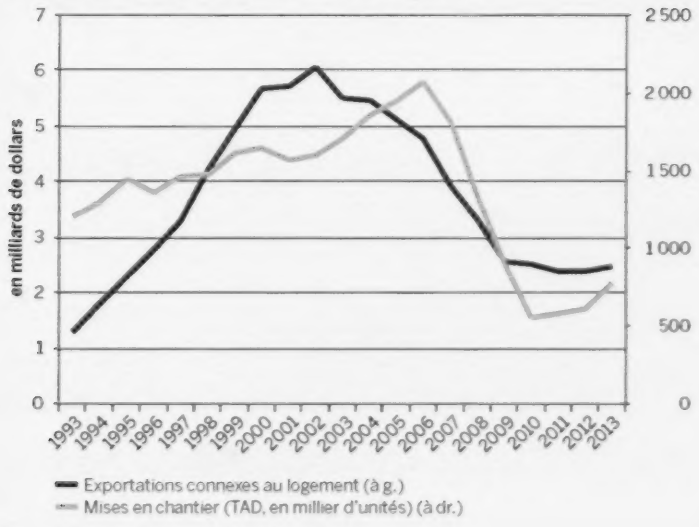
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 2 %

Répartition du secteur par province :
NL 0,1 %
NB 0,2 %
NS 0,9 %
PE 0,0 %
QC 31,9 %
ON 54,2 %
MN 2,4 %
SK 0,2 %
AB 1,9 %
BC 8,1 %

Investissement direct canadien à l'étranger : 9,7 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 30 : Exportations connexes au logement



Sources : Statistique Canada, Industrie Canada

Tableau 15 : Prévisions des exportations de biens de consommation, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Marchés développés					
États-Unis	6,1	76,8	10,4	7	6
Europe occidentale	1,2	15,1	21,7	-16	-7
Japon, Océanie et Asie développée	0,3	4,2	13,1	2	2
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	0,1	1,0	-9,8	2	2
Europe émergente et Asie centrale	0,0	0,6	0,4	-9	2
Afrique et Moyen-Orient	0,1	1,2	0,7	2	2
Asie émergente	0,1	1,1	-16,2	5	3
Total - Marchés développés	**7,7**	**96,1**	**12,2**	**3**	**7**
Total - Marchés émergents	**0,3**	**3,9**	**-7,5**	**1**	**2**
Total mondial	**8,0**	**100,0**	**11,2**	**3**	**7**

Sources : Statistiques Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

3.1 Énergie

3.2 Minerais et métaux

3.3 Produits agroalimentaires

3.4 Engrais

3.5 Produits forestiers

3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement industriels

3.8 Technologies de pointe

3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques et plastiques

3.11 Biens de consommation

3.12 Services

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

3.12 Services

Un dollar canadien moins vigoureux gravitant autour de 93 cents cette année et l'an prochain donnera un vif coup d'accélérateur aux exportations de services. Le huard volant à basse altitude aura des effets directs, notamment le relèvement des recettes en dollars canadiens provenant de services tarifés en dollars américains et l'attractivité grandissante du Canada comme destination touristique, et des effets indirects, surtout sur les contrats de services connexes au commerce extérieur de marchandises et une meilleure compétitivité. L'ensemble des exportations du secteur inscrira une croissance de 3 % en 2014, puis de 4 % en 2015.

Le segment des services de voyage devrait enregistrer de solides gains au cours des deux prochaines années. Il comprend les voyages d'affaires, dont la croissance atteindra environ 3 % en 2014 et en 2015, ainsi que les déplacements personnels, dont la progression s'établira à 4 % cette année et à 5 % l'an prochain. Le dynamisme insufflé au secteur des voyages proviendra surtout de la faiblesse du huard qui fait du Canada une destination touristique plus économique, et la robuste reprise s'opérant aux États-Unis. Par ailleurs, les exportations de services de transport progresseront en phase avec le raffermissement des exportations de produits de base lesquels engorgent le réseau ferroviaire canadien. Or, la demande gagnant dorénavant d'autres modes de transport, les sociétés de camionnage s'évertueront à trouver les ressources nécessaires pour répondre à la demande.

La croissance des exportations de services commerciaux marquera légèrement le pas cette année (elle était de 3 % en 2013), avant de se redresser en 2015. Quant aux exportations de services financiers, elles continueront de dominer le tableau du secteur. De fait, les importants investissements à l'étranger réalisés par des acteurs de l'industrie canadienne depuis cinq ans se traduiront par une augmentation des ventes de services de soutien. Les exportations de biens de propriété intellectuelle récolteront encore des gains très substantiels avec une croissance de 5 % en 2014 et en 2015. L'effervescence du marché américain de la construction participera à la poussée des exportations de services commerciaux et immobiliers, tandis que la montée prévue de l'investissement des entreprises aux États-Unis profitera à la quasi-totalité des sous-secteurs des services commerciaux.

STATISTIQUES SECTORELLES

Exportations internationales (2013) : 86,8 G CAD

Part des exportations sectorielles vers les marchés émergents
2009 : s. o.
2013 : s. o.

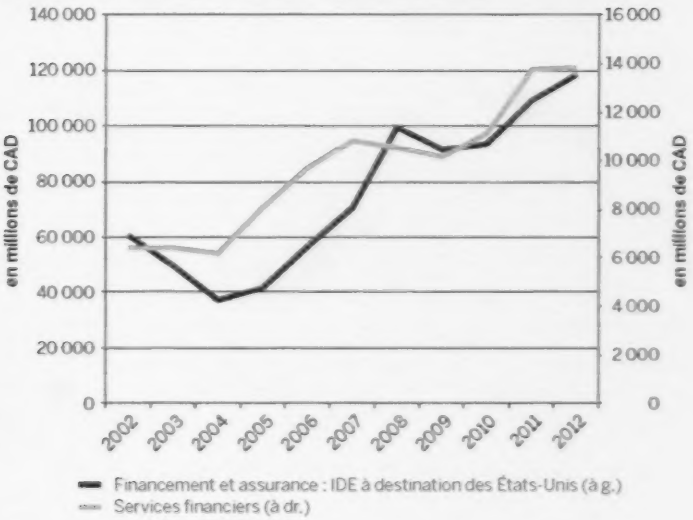
Part du total des exportations canadiennes de marchandises (2013) : 2 %

Répartition du secteur par province :
NL s. o.
NB s. o.
NS s. o.
PE s. o.
QC s. o.
ON s. o.
MN s. o.
SK s. o.
AB s. o.
BC s. o.

Investissement direct canadien à l'étranger : 75 G CAD

Source : Statistique Canada

Graphique 31 : Essor des exportations de services financiers en phase avec l'IDE dans le secteur financier américain



Source : Haver Analytics

Tableau 16 : Prévisions des exportations canadiennes de services

	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
Total des exportations de services (M$)	**83 850**	**84 086**	**86 761**	**89 214**	**93 147**
Variation annuelle en %	**5,8**	**0,3**	**3,2**	**2,8**	**4,4**
Commercial Services (en M$)	52 072	51 597	53 264	54 596	57 178
Variation annuelle en %	7,4	-0,9	3,2	2,5	4,7
Services de transport (en M$)	13 587	13 508	13 885	14 288	14 788
Variation annuelle en %	6,5	-0,6	2,8	2,9	3,5
Service des voyages (en M$)	16 624	17 387	18, 200	18 964	19 781
Variation annuelle en %	1,9	4,6	4,7	4,2	4,3
Services gouvernementaux (en M$)	1 567	1 593	1 409	1 367	1 401
Variation annuelle en %	-6,7	1,7	-11,6	-3,0	2,5

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

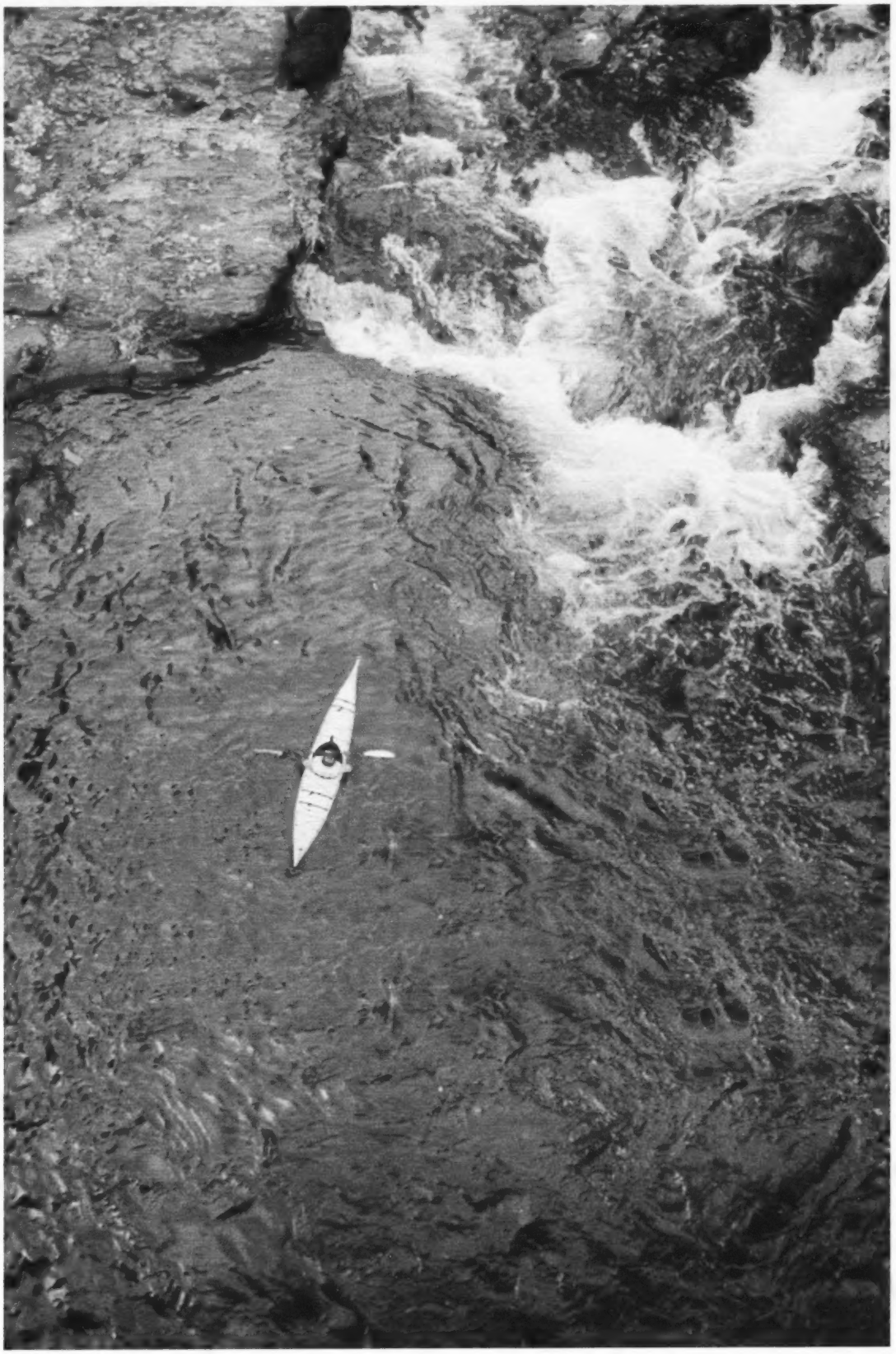
2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- 4.5 Québec
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes



4.0 PRÉVISIONS PROVINCIALES

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

Les exportations canadiennes atteindront leur vitesse de croisière en 2014, la croissance des ventes internationales devant globalement gagner 6 %, contre 4 % l'an dernier. En 2015, les exportations de marchandises devraient s'accroître de nouveau de 6 %. La plupart des provinces réaliseront des gains considérables en 2014 à la faveur de la robuste demande provenant du marché américain et d'un huard moins gaillard, lequel dopera les recettes des producteurs de matières premières dont les prix sont libellés en dollars américains. L'Ontario et le Québec devraient être à la traîne de la moyenne nationale en 2014 pour ensuite se hisser en tête du peloton l'an prochain.

La province de **Terre-Neuve-et-Labrador** prendra une longueur d'avance cette année, sa croissance s'accélérant de 8 % avant de se modérer à 3 % l'an prochain. La vigueur de l'activité en 2014 sera impulsée par l'essor soutenu du secteur de l'énergie et des mines, mais la croissance marquera le pas en 2015 à mesure que le tassement des cours des produits de base éclipsera les gains sur le front de la production. La performance des exportations de **l'Île-du-Prince-Édouard** s'améliorera également en 2014 pour s'établir à 9 % avant de glisser à 6 % l'an prochain. Ces gains découleront de la fermeté de la demande américaine et européenne adressée aux secteurs des pièces aéronautiques et des produits de la mer de la province. En **Nouvelle-Écosse**, l'essor des exportations atteindra 8 % cette année, mais il se comprimera pour se fixer à 3 % en 2015. La croissance de la province sera soutenue par l'embellie attendue dans les exportations d'énergie, des produits de la mer et de bois d'œuvre cette année, mais elle sera affaiblie en 2015 par une production en berne dans les secteurs des produits de la mer et des pneus. Au **Nouveau-Brunswick**, les exportations accuseront un net repli puisque leur croissance se limitera à 3 % cette année et l'an prochain sous l'effet du tassement des cours énergétiques et de la production.

En 2014, le **Québec** devrait aussi faire les frais des contraintes de capacité dans le secteur minier et de la faiblesse des cours de l'aluminium. La belle province devrait ainsi inscrire une croissance de 4 % cette année pour ensuite dominer le classement en 2015 à la faveur d'une croissance à l'exportation de 7 % impulsée par les industries de la foresterie et de l'aéronautique. Pour sa part, l'**Ontario** enregistrera cette année une croissance de 6 %, soit supérieure à la moyenne nationale, puis verra son dynamisme porté à 7 % en 2015 grâce à la bonne tenue des secteurs des minerais et de la machinerie industrielle. Au **Manitoba**, la province canadienne la plus diversifiée, les exportations bondiront de 10 % en 2014, étayées par des récoltes exceptionnelles et la poussée de la demande escomptée provenant des États-Unis à l'égard de ses produits manufacturés. En 2015, le fléchissement des cours des produits de base, en particulier des cours de l'énergie et des céréales, viendra freiner la croissance des exportations à 4 %. Par ailleurs, les exportations de la **Saskatchewan** progresseront de 8 %, grâce à des récoltes sans précédent, puis se modéreront à 2 % l'an prochain, le rendement des récoltes revenant à des niveaux habituels. La croissance des exportations de l'**Alberta** avancera de 8 % en 2014 grâce à des gains réalisés dans tous les grands secteurs, mais elle se modérera à 5 % en 2015 en raison de la chute des ventes dans les secteurs énergétique et agricole. Enfin, en **Colombie-Britannique**, la croissance des exportations s'élèvera également à 8 % en 2014, puis descendra à 7 % en 2015. L'essor dans les deux chiffres du secteur de la foresterie de la province, attribuable à la reprise en cours du marché américain du logement, est le principal facteur à l'origine de l'augmentation de ces ventes.

Tableau 17 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par province

PROVINCES	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la province 2013	2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2014 (p)	2015 (p)
Terre-Neuve-et-Labrador*	11,8	2,7	4,8	8	3
Île-du-Prince-Édouard	0,9	0,2	6,9	9	6
Nouvelle-Écosse	4,2	0,9	10,1	8	3
Nouveau-Brunswick	14,5	3,3	-2,3	3	3
Québec	64,4	14,5	3,6	4	7
Ontario	164,2	37,1	1,0	6	7
Manitoba	12,6	2,8	10,7	10	4
Saskatchewan	32,3	7,3	2,8	8	2
Alberta	103,3	23,3	7,7	8	5
Colombie-Britannique	33,3	7,5	5,9	8	7
Territoires	1,7	0,4	-19,4	5	8
Total des exportations de biens	**443,1**	**100,0**	**3,6**	**7**	**6**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

T-N-et-L comprend les prévisions d'EDC pour les exportations de pétrole brut

*(*données exclues du total national de Statistique Canada)*

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

Selon les Services économiques d'EDC, les exportations de Terre-Neuve-et-Labrador afficheront un essor dynamique de 8 % en 2014 avant de se modérer à 3 % en 2015. La croissance des expéditions sera surtout portée par les gains soutenus des industries de l'énergie et des mines en 2014. L'activité marquera nettement le pas en 2015 sous l'effet du tassement des cours de produits de base.

Dans le secteur de l'énergie, les travaux d'entretien réalisés en 2013 ont grevé la production de pétrole brut et l'activité des raffineries. Les exportations pétrolières se redresseront en 2014 et inscriront une hausse de 6 % puis de 4 % en 2015. L'année 2014 sera marquée par la remise en service d'installations de production mises à l'arrêt en 2013, mais les gains réalisés seront annulés par la glissade des cours qui passeront de 96 USD le baril en 2014 à 90 USD le baril en 2015 ainsi que la chute de la production des puits arrivés à maturité. À long terme, cependant, les nouvelles initiatives de prospection et de mise en valeur lancées en 2012 devraient sans doute compenser les baisses de la production attribuables à l'arrivée à maturité de certains puits. Par exemple, le gisement Hebron commencera à contribuer aux volumes de production en 2018.

Les prévisions pour les exportations de minerais étaient positives, ce secteur devrait enregistrer une croissance de 14 % en 2014. La production accrue aux nouveaux sites expliquera en grande partie cette augmentation. Malgré la descente continue des cours des minerais destinés à l'exportation, les investissements de Tata Steel dans la prospection de minerais métalliques devraient augmenter la production cette année et l'an prochain. Les nouvelles capacités compenseront le recul de la production aux sites miniers de la baie de Voisey et de Wabush. Le tassement du cours des minerais se traduira par une croissance nulle en 2015.

Le secteur agroalimentaire de Terre-Neuve-et-Labrador, dominé par les produits de la mer, fait les frais du déclin des volumes, mais un redressement modéré devrait se produire en 2014 et 2015 à la faveur d'une légère augmentation des exportations de morue. Une fois ratifié, l'Accord de libre-échange Canada-Corée du Sud stimulera les exportations, en particulier du segment des fruits de mer, et infléchira la croissance à moyen terme de plusieurs espèces comme la crevette et le crabe. Cet accord ne devant toutefois pas entrer en vigueur avant la fin de 2015, ses effets ne seront ressentis qu'à moyen terme.

Parmi les autres secteurs à l'exportation de la province, on compte un vaste panier de marchandises, notamment dans les industries de la foresterie, des pièces automobiles et de l'aéronautique. Les exportations de cette catégorie très diversifiée devraient profiter d'une modeste impulsion par rapport au net recul observé en 2013.

STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 34 G CAD

Exportations/PIB : 36 %

Nombre d'exportateurs : 240

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
7 G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 55 %
Chine 13 %
Royaume-Uni 8 %
Pays-Bas 7 %
France 4 %

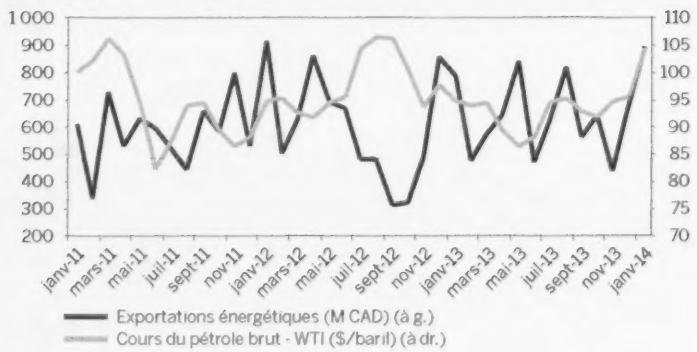
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 19 %
2009 : 18 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 48 %

Diversification régionale : 34 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 32 : Stabilisation des exportations au gré de l'augmentation des volumes



Source : Haver Analytics

Tableau 18 : Prévisions des exportations de marchandises de Terre-Neuve-et-Labrador

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Énergie	7 268	64,3	4,3	6	4
Minerais	2 733	26,9	15,9	14	0
Agroalimentaire	793	7,2	6,7	5	-1
Foresterie	120	0,9	-14,8	4	3
Autres	880	7,5	-72,9	6	8
Total	**11 793**	**100,0**	**4,8**	**8**	**3**
Total des exportations non énergétiques	**3 988**	**33,8**	**5,5**	**12**	**0**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.2 Île-du-Prince-Édouard

Le rythme de croissance des exportations de l'Île-du-Prince-Édouard s'accélérera de 9 % en 2014 avant de glisser à 6 % l'an prochain. Au nombre des facteurs contribuant à l'augmentation des ventes figurent la faiblesse du dollar canadien et le raffermissement de la demande américaine adressée aux secteurs de la fabrication de pièces d'avions et à la machinerie industrielle de l'Île. En 2015, les économies du Nord de l'Europe assisteront à une accélération de leur activité, ce qui donnera une nouvelle impulsion aux exportations de produits de la mer et de produits manufacturés de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les exportations aéronautiques et celles connexes à la machinerie industrielle de l'Île ont pâti en 2013, car la crise budgétaire à Washington a semé l'inquiétude auprès des entreprises américaines. La crise étant résolue dans un avenir prévisible, les fabricants du secteur aéronautique devraient assister à un bond de 11 % de leurs exportations sous l'effet de la demande comprimée. La dépréciation du huard insufflera un dynamisme supplémentaire aux ventes à destination du marché américain tout comme l'entrée en activité cette année d'installations d'entretien d'aéronefs sans pilote. En 2015, l'embellie dans la zone euro devrait se traduire par des carnets de commandes mieux garnis, lesquels feront de nouveau grimper la croissance de 15 %.

Le redémarrage de la demande imprimera un nouvel élan, quoique de façon indirecte, aux exportations de frites de l'Île en 2014. Les exportateurs américains de frites devraient pour leur part effacer la piètre performance de l'an dernier attribuable à une alerte alimentaire en Chine et à la dépréciation marquée du yen japonais. Cette éclaircie dans le secteur américain devrait profiter aux exportateurs de l'Île qui combleront le vide laissé par les producteurs de frites aux États-Unis approvisionnant les marchés étrangers. Les exportations devraient progresser de 8 % cette année. Les prévisions de 2015 tablent cependant sur un essor plus modeste de 2 % puisque le lancement prévu des nouvelles installations de production de frites aux États-Unis entraînera une contraction des prix. Lorsque l'Accord de libre-échange Canada-Corée du Sud récemment conclu sera officiellement ratifié, ce qui ne surviendra sans doute pas avant la fin de 2015, il présidera à la création de nouveaux débouchés pour l'industrie des frites qui doit à l'heure actuelle payer d'importants tarifs douaniers.

Les exportateurs de homard en conserve et transformé bénéficieront de la faiblesse du dollar canadien et du relèvement des prix attribuable au niveau peu élevé des stocks qui contribueront à un bond de 11 % de la croissance des exportations. En 2015, l'accélération de la croissance dans les marchés clés de la région du Nord de l'Europe enverra une impulsion supplémentaire de 4 % aux ventes de chair de homard. Comme l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Europe ne sera sans doute pas ratifié avant la fin 2015, les entreprises de transformation du homard ne profiteront d'aucune exemption avant 2016.

STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 6 G CAD

Exportations/PIB : 18 %

Nombre d'exportateurs : 180

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
1 G CAD

Principales destinations des exportations (hors OCDE)
États-Unis 71 %
France 2 %
Japon 2 %
Indonésie 2 %
Kenya 2 %

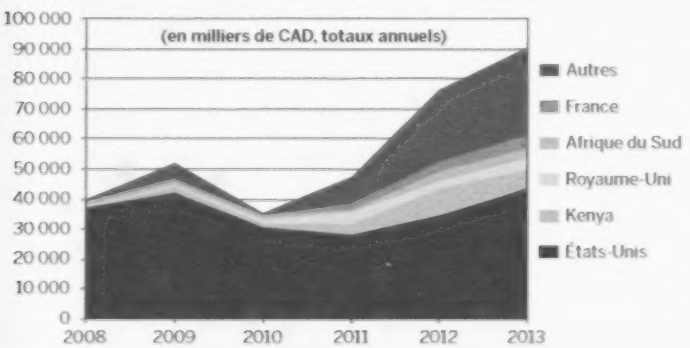
Part des exportations vers les marchés émergents
2013 : 16 %
2009 : 10 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 30 %

Diversification régionale : 53 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 33 : Poursuite de la diversification des exportations aéronautiques de l'Î.-P.-É.



Source : Industrie Canada

Tableau 19 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Î.-P.-É.

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Agroalimentaire	502,3	59,2	5,9	9	3
Transactions particulières	89,4	10,8	8,9	8	8
Machinerie industrielle	87,9	10,7	9,6	8	9
Avions et pièces	63,4	7,2	2,7	11	15
Autres	155,0	17,3	10,3	8	8
Total	**898,1**	**100,0**	**6,9**	**9**	**6**
Total des exportations non énergétiques	**840,2**	**93,6**	**6,9**	**9**	**6**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.3 Nouvelle-Écosse

Les Services économiques d'EDC escomptent une croissance de 8 % des exportations de la Nouvelle-Écosse en 2014 à la faveur d'un dollar canadien moins gaillard ainsi que la poussée des exportations d'énergie, de produits de la mer, de bois d'œuvre ainsi que de machinerie et d'équipement (M-É) industriels. En 2015, le renforcement de l'économie mondiale étayera une progression soutenue de l'activité. Toutefois, vu l'absence d'une nouvelle dépréciation du huard et le faible dynamisme de la production dans les secteurs des produits de la mer et des pneus, l'augmentation générale des recettes à l'exportation se limitera à 3 %.

Les exportations énergétiques de la province devraient passer, de 2013 à 2015, à respectivement 100 et 300 millions de dollars. La résolution des problèmes de production au projet énergétique extracôtier de l'île de Sable favorisera un bond de la production de gaz naturel, mais les gains les plus substantiels proviendront d'une année complète de production gazière à Deep Panuke. Même si aucun autre projet d'envergure n'est prévu et à moyen et à long termes, BP et Shell Canada ont tous deux engagé un milliard de dollars dans des activités de prospection extracôtière.

Dans l'agroalimentaire, les exportations devraient augmenter de 8 % cette année grâce à un dollar canadien moins vigoureux et à l'appréciation des prix du homard vivant. Même si leur évolution est difficile à prédire, les prix ont amorcé une embellie en janvier et en février dans un contexte de fermeté de la demande asiatique et américaine. Ces mêmes conditions de l'offre se maintiendront en 2015, mais les exportations grimperont d'à peine 1 %, pénalisées par les fluctuations du huard et la chute des prix du pétoncle. Au-delà de l'horizon prévisionnel, les exportations devraient profiter de la ratification prochaine d'accords de libre-échange avec l'Europe et la Corée du Sud.

La croissance annuelle moyenne des exportations de la foresterie se chiffrera à 6 % durant la période de référence. La quasi-totalité de cette croissance devrait provenir du sous-secteur de bois d'œuvre, car les mises en chantier aux États-Unis enregistreront une hausse de 50 % en 2015. En raison de la vitesse de la reprise, les contraintes de capacités dans le marché américain du logement pourraient limiter l'essor de l'industrie dans la province. Ailleurs, la production aux usines de Port Hawkesbury (papier surcalandré) et d'Abercrombie (pâte) devrait demeurer stable.

Pour ce qui est du secteur des pièces automobiles, dominé par Michelin, il se ralentira cette année et l'an prochain dans le sillage de la baisse de la production à l'usine de Pictou avant de redémarrer en 2016. Enfin, le redressement général des dépenses d'investissement aux États-Unis impulsera cette année et l'an prochain une hausse de 6 % à 8 % dans la machinerie et l'équipement (M-É). Les Services économiques s'attendent à une progression des ventes même si au moment de la rédaction de ces prévisions aucun nouveau contrat important n'avait été annoncé.

STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 38 G CAD

Exportations/PIB : 19 %

Nombre d'exportateurs : 765

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
(2) G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 72 %
Chine 5 %
Japon 2 %
Royaume-Uni 2 %
France 2 %

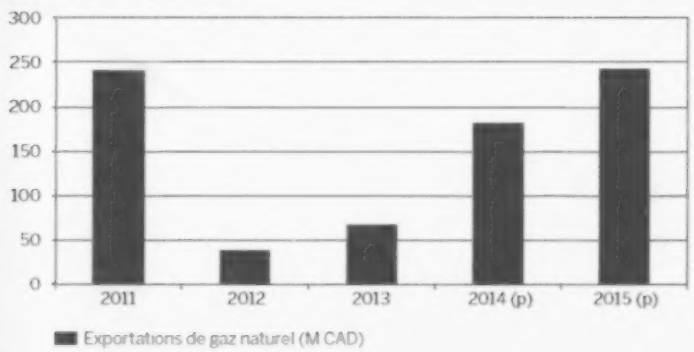
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 13 %
2009 : 7 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 17%

Diversification régionale : 54 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 34 : Progression des exportations de gaz naturel de la Nouvelle-Écosse



Source : Statistique Canada

Tableau 20 : Prévisions des exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse

PRINCIPAUX MARCHÉS	C CAD bn 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Agroalimentaire	1 175	32	14	8	1
Véhicules automobiles et pièces	1 055	24,7	-2,3	-3	-6
Foresterie	387	15	65	6	6
Produits chimiques/ plastiques	313	8	9	2	2
Autres	1 245	29,8	-4,8	26	12
Total	**4 175**	**100,0**	**10,1**	**8**	**3**
Total des exportations non énergétiques	**3 669**	**87,9**	**11,1**	**4**	**2**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.4 Nouveau-Brunswick

Après un léger recul en 2013, les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations du Nouveau-Brunswick se redresseront de 3 % cette année et en 2015. Cette évolution s'expliquera par les fluctuations des cours et des extrants du secteur de l'énergie.

Le tassement des cours du pétrole raffiné et la baisse des niveaux de production sont les deux facteurs à l'origine de la chute des exportations l'an prochain. Des projets à venir, comme le pipeline Est-Ouest ou le projet de conversion du terminal GNL de Canaport dans des installations d'exportation, censés être menés à bien à moyen et à long termes, changeraient la donne. Après l'impressionnante production de la centrale de Point Lepreau lors de sa première année de mise en service, les exportations d'électricité se modéreront au cours des prochaines années.

L'essor du secteur de la foresterie profitera de la montée en flèche des exportations de bois d'œuvre à la suite de la récente annonce que la province relèverait de 20 % la récolte de bois d'œuvre. Cette évolution, conjuguée à l'ascension des cours du bois d'œuvre destiné à l'exportation portée par l'augmentation du nombre de mises en chantier aux États-Unis et l'approvisionnement limité résultant de l'infestation de dendroctone du pin partout en Colombie-Britannique, propulsera la croissance à 14 % en 2014 et à 8 % en 2015. Le net repli de la croissance de l'industrie des pâtes et papiers est le seul facteur pesant sur la progression du secteur. Par ailleurs, les investissements substantiels réalisés en vue de moderniser les usines de pâtes rendront l'industrie de la province plus efficiente à long terme.

Dans l'industrie agroalimentaire, dont l'évolution est façonnée par l'orientation des cours, les sous-secteurs des poissons et des fruits de mer progresseront de 7 % cette année et en 2015. Les récents accords de libre-échange conclus avec la Corée du Sud et l'Europe auront un impact positif sur la performance de ce sous-secteur à moyen et à long termes.

La production de potasse restera en berne cette année du fait du recul des cours mondiaux. La diminution de la production aux installations de Picadilly sera compensée par le raffermissement de la demande indienne et la mise en service de nouvelles installations de production moins coûteuses à moyen terme.

L'industrie minière en général fait les frais de l'atonie des cours des produits de base et de l'accès limité au financement. Les effets de la fermeture de la mine Brunswick l'an dernier continueront de se faire sentir et se traduiront par une chute de 20 % de la production de zinc. Cette baisse sera en partie annulée par l'exploitation des mines Caribou et Half Mile laquelle soutiendra une croissance de 7 % des exportations de métaux et de minerais en 2015.

STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 32 G CAD

Exportations/PIB : 50 %

Nombre d'exportateurs : 608

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
(1) G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 90 %
Brésil 1 %
Chine 1 %
Turquie 1 %
Japon 1 %

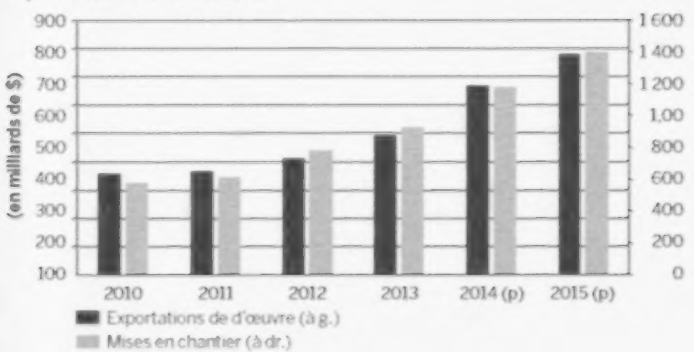
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 6 %
2009 : 7 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 27 %

Diversification régionale : 81 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 35 : Impact des mises en chantier sur les exportations de bois d'œuvre



Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 21 : Prévisions des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Énergie	10 586	70,9	-3,3	3	2
Foresterie	1 450	10,6	6,0	14	8
Agroalimentaire	1 411	9,8	0,4	3	3
Minerais	421	2,9	-1,3	-1	7
Autres	584	4,0	-8,8	-11	9
Total	**14 452**	**100,0**	**-2,3**	**3**	**3**
Total des exportations non énergétiques	**4 211**	**29,1**	**0,1**	**4**	**6**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
- 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
- 4.2 Île-du-Prince-Édouard
- 4.3 Nouvelle-Écosse
- 4.4 Nouveau-Brunswick
- **4.5 Québec**
- 4.6 Ontario
- 4.7 Manitoba
- 4.8 Saskatchewan
- 4.9 Alberta
- 4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.5 Québec

Les exportations du Québec devraient enregistrer des gains de 4 % en 2014 et de 7 % l'an prochain, portées par un dollar canadien moins gaillard et le raffermissement de la demande américaine. Le tableau des exportations québécoises est très diversifié, car à peine deux secteurs contribuent à plus de 10 % du volume total des exportations : les métaux et la fabrication métallurgique (20 %) de même que l'aéronautique et les pièces (12 %). L'essor des exportations sera le plus marqué dans le secteur du bois d'œuvre, dont les activités feront un respectivement un bond de 24 % et 29 % en 2014 et 2015.

Par ailleurs, la croissance des exportations de minerais et de métaux sera nulle cette année, mais elle progressera de 6 % en 2015, la performance de la filière aluminium contribuant largement au déclin initial. De fait, les producteurs d'aluminium ont mis en veilleuse leurs projets d'agrandissement et de modernisation de leurs installations en 2013 vu l'atonie des cours. La montée de la demande en aluminium provenant de l'industrie automobile devrait cependant donner une impulsion à cette filière. Par exemple, la carrosserie du modèle 2015 du camion F-150 de Ford sera constituée à 97 % d'aluminium. Quant aux exportations aurifères, elles seront soutenues en 2015 par l'exploitation de la mine Éléonore de la société Goldcorp, même si l'exploitation du site n'atteindra qu'un dixième de la capacité maximale.

Le secteur québécois de l'aéronautique poursuit son envolée grâce à une demande soutenue auprès des segments des avions commerciaux et d'affaires tant dans les économies développées qu'émergentes. Les exportations du secteur avanceront de 3 % en 2014, propulsées par les ventes américaines et la vigueur de la demande des pays émergents d'Asie, notamment la Chine et l'Indonésie, destinations de plus de 10 % de l'ensemble des exportations aéronautiques. L'entrée en service des avions de la CSeries de Bombardier en 2015 se traduira par une poussée de 8 % des exportations aéronautiques.

Le secteur québécois de la foresterie, regroupant les sous-secteurs du papier journal, des pâtes et du bois d'œuvre, offrira un tableau contrasté. Les exportations de papier journal et de pâte se contracteront durant l'horizon prévisionnel en raison de la tendance continue du passage aux plates-formes numériques. Cette performance léthargique sera néanmoins éclipsée par le remarquable essor des exportations de bois d'œuvre qui atteindra 24 % en 2014 et 29 % en 2015 grâce à l'activité florissante du secteur américain du logement. En outre, des contraintes d'approvisionnement en Colombie-Britannique pourraient stimuler les exportations de la belle province.

STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 358 G CAD

Exportations/PIB : 26 %

Nombre d'exportateurs : 8 759

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
(12) G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 72 %
Chine 4 %
France 2 %
Pays-Bas 2 %
Allemagne 2 %

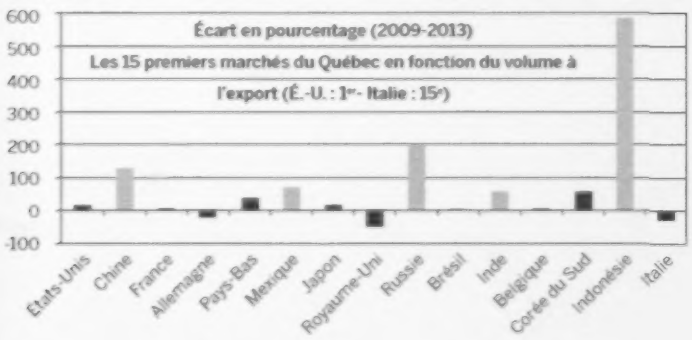
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 13 %
2009 : 10 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 13 %

Diversification régionale : 54 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 36 : Envolée des exportations vers les marchés émergents



Source : Statistique Canada

Tableau 22 : Prévisions des exportations de marchandises du Québec

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Minerais	16 088	24,5	-1,9	0	6
Foresterie	7 156	12,9	15,8	9	11
Avions et pièces	6 356	11,6	17,1	3	8
Produits chimiques/ plastiques	6 447	10,4	3,7	2	6
Autres	28 374	44,0	0,3	6	7
Total	**64 422**	**100,0**	**3,6**	**4**	**7**
Total des exportations non énergétiques	**58 274**	**90,5**	**4,1**	**4**	**8**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
5.0 Annexes

4.6 Ontario

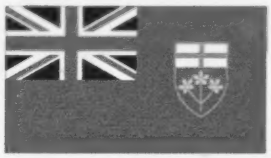
Le secteur des exportations de l'Ontario devrait éclipser sa performance léthargique de l'an dernier grâce au raffermissement de la demande américaine et à un huard moins vigoureux. Les chiffres publiés seront légèrement inférieurs à la moyenne nationale en 2014, la croissance des exportations devant se fixer à 6 %. Toutefois, les ventes internationales de la province augmenteront de 7 % l'an prochain, soit au-dessus de la moyenne nationale. Les secteurs des minerais et de la machinerie industrielle seront les principaux moteurs de la croissance. La croissance comparativement faible de la filière automobile viendra assombrir les perspectives.

La robuste reprise en cours aux États-Unis devrait sans doute permettre aux ventes du secteur automobile américain d'atteindre le niveau sans précédent de 18 millions de véhicules au cours des prochaines années. Cependant, l'Ontario a peu profité de la fermeté de cette demande vu que les contraintes de capacité continuent de freiner les exportations ontariennes de véhicules de promenade. Même si les exportations afficheront uniquement une modeste hausse de 2 % en 2014, la présence d'un dollar canadien nettement moins vigoureux et l'annonce d'investissements par les constructeurs Ford et GM amélioreront les perspectives de croissance et permettront aux exportations automobiles de progresser de 4 % 2015.

Les prévisions pour les métaux sont pour l'essentiel positives, le secteur devant gagner 8 % en 2014. Contrairement aux attentes, les producteurs d'or profiteront encore d'un contexte favorable durant l'horizon prévisionnel. L'ère des cours de l'or culminant à des sommets est bien révolue, mais le huard nettement moins gaillard atténuera le contrecoup sur les recettes sur le marché intérieur et, conjugué à l'intensification de la production, il soutiendra la trajectoire ascendante des ventes en 2014. L'an prochain, la production accrue du secteur de métaux dynamisera la croissance des exportations pour la porter à 12 % en 2015.

Les exportations d'acier continueront de présenter des taux de croissance très modestes malgré l'essor remarquable des secteurs de la construction et de l'automobile aux États-Unis, deux utilisateurs finaux des produits de l'acier. L'annonce récente de réduction des effectifs à l'usine de la société U.S. Steel à Hamilton illustre bien l'omniprésence des défis en matière de compétitivité avec lesquels doivent composer les acteurs du marché nord-américain.

Enfin, les exportations de machinerie industrielle de l'Ontario devraient récolter les fruits du raffermissement marqué de la demande au cours des deux prochaines années lequel sera encore une fois soutenu par le dynamisme du secteur privé aux États-Unis. En outre, un dollar canadien volant à plus basse altitude contribuera à l'inflexion positive des ventes dont la croissance s'élèvera à 7 % en 2014 et à 13 % l'an prochain.



STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 674 G CAD

Exportations/PIB : 33 %

Nombre d'exportateurs : 18 681

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
(78) G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 78 %
Royaume-Uni 6 %
Hong Kong 2 %
Chine 1 %
Mexique 1 %

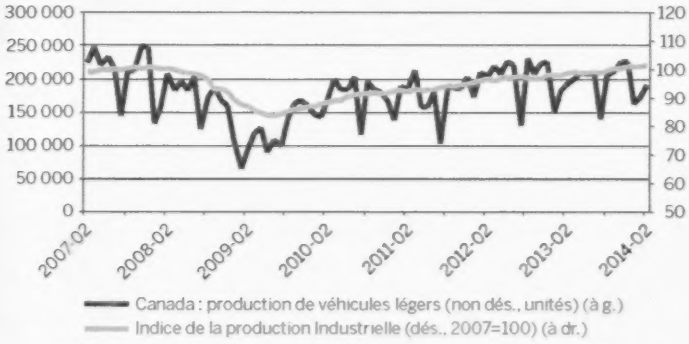
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 7 %
2009 : 5 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 20 %

Diversification régionale : 62 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 37 : Freinage de la production de véhicules, mais meilleure performance des exportations induite par l'augmentation de la production industrielle américaine



Sources : Haver Analytics, Wards Automotive

Tableau 23 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Ontario

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Véhicules automobiles et pièces	58 461,2	35,2	-1,1	2	4
Minerais	33 223,9	20,4	0,8	8	12
Produits chimiques/ plastiques	18 875,8	12,2	6,6	2	6
Machinerie industrielle	14 637,9	8,8	-1,6	7	13
Autres	39 018,4	23,8	2,7	11	6
Total	**164 217**	**100,0**	**1,0**	**6**	**7**
Total des exportations non énergétiques	**159 330**	**97,0**	**1,2**	**6**	**8**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.7 Manitoba

Après avoir assisté à une poussée spectaculaire de ses exportations l'an dernier, le Manitoba devrait poursuivre sur sa lancée en affichant une croissance à l'exportation de 10 % en 2014, les exportations des secteurs de l'agroalimentaire, de la machinerie industrielle et de l'énergie figurant en tête du classement. Même si les deux tiers de l'ensemble des exportations de la province prennent toujours la direction du marché américain, les ventes vers la Chine ont près presque doublé au cours de la dernière décennie, passant de 4 % à 8 %. En 2015, le fléchissement des cours, en particulier de l'énergie et des céréales, et les attentes d'une production réduite diminueront les recettes à l'exportation de l'industrie agricole. Dans ce contexte, la croissance des exportations devrait se ralentir à 4 % l'an prochain.

En 2013, les exportations agricoles du Manitoba ont connu une année exceptionnelle. En 2014, il s'agira d'acheminer ces récoltes jusqu'au marché. Les problèmes éprouvés par le réseau de transport ferroviaire ont retardé les expéditions de céréales, mais des efforts sont déployés pour trouver une solution sans compter que les limites de poids pour le transport terrestre ont été assouplies. En tenant compte des perspectives optimistes pour l'industrie des aliments transformés, les exportations de produits agroalimentaires devraient gagner 16 % en 2014, puis se modérer à 2 % en 2015.

Les exportations d'électricité vers le marché américain ont avancé d'un peu plus de 21 % en 2013 en raison de niveaux d'eau favorables. Les perspectives sont aussi positives cette année puisque Hydro Manitoba investit pour renforce ses capacités de transmission et a signé de nouveaux contrats d'exportation. La valeur totale des contrats d'exportation conclus depuis 2010 est d'un peu plus de neuf milliards de dollars. Nos prévisions pour le secteur de l'énergie en général tablent sur une croissance de 7 % en 2014 et de 6 % en 2015.

En ce qui a trait à l'industrie minière, la mine de cuivre de Reed ainsi que la mine d'or, de zinc et de cuivre de Lalor devraient atteindre l'étape de la production commerciale au début ou au milieu de 2014. Ces nouvelles capacités renforceront la croissance des exportations minières d'ici 2015, mais l'effet négatif de l'atonie des cours des produits de base sur les recettes à l'exportation entraînera une contraction de 2 % de la croissance.

Un dollar canadien moins vigoureux et la poursuite de la reprise américaine devraient dynamiser les exportations manufacturières. Ainsi, les exportations de machinerie industrielle devraient progresser de 9 % en 2014 et de 10 % en 2015. Pour ce qui est du secteur des transports, la société New Flyer Industries continuera de profiter de la forte montée de la demande comprimée aux États-Unis à l'égard des véhicules pour les transports publics. La filière aéronautique jouit de perspectives encourageantes en raison de l'achèvement des travaux d'agrandissement des installations de Boeing à Winnipeg qui serviront à la production de nouvelles pièces en matière composite d'ici la fin de l'année.

STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 58 G CAD

Exportations/PIB : 26 %

Nombre d'exportateurs : 1 395

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
(6,3) G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 67 %
France 8 %
Japon 5 %
Indonésie 2 %
Kenya 1 %

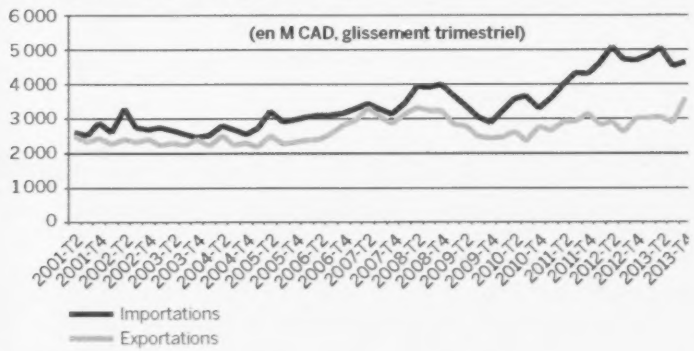
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 19 %
2009 : 20 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 16 %

Diversification régionale : 48 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 38 : Poussée des exportations du Manitoba de nouveau supérieures aux niveaux d'avant la crise



Source : Haver Analytics

Tableau 24 : Prévisions des exportations de marchandises du Manitoba

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Agroalimentaire	3 922	40,9	31,0	16	2
Énergie	1 211	11	9,9	7	6
Minerais et minéraux	1 590	10,3	-18,3	1	-2
Machinerie industrielle	1 247	10,1	1,4	9	10
Autres	4 608	36,6	4,5	4	6
Total	**12 579**	**100,0**	**10,7**	**10**	**4**
Total des exportations non énergétiques	**10 151**	**80,7**	**10,8**	**10**	**4**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 *Sommaire*

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.8 Saskatchewan

Les exportations de la Saskatchewan gagneront 8 % en 2014, puis se modéreront à 2 % en 2015. Les récoltes exceptionnelles de l'an dernier seront le moteur de la robuste croissance cette année. Toutefois, ce dynamisme perdra de la vigueur puisque les exportations agricoles reviendront à leurs niveaux habituels. Par ailleurs, les secteurs de l'énergie et des engrais accueilleront de modestes hausses de volumes à l'export durant les deux prochaines années, mais comme les cours seront orientés à la baisse, les recettes à l'exportation diminueront légèrement en 2015.

L'agroalimentaire dominera le classement des secteurs. Ce secteur devrait connaître cette année une croissance de 15 % impulsée par une production accrue, des conditions météo idéales contribuant à porter les rendements à des sommets inédits, et ce, malgré un ensemencement tardif. Les récentes récoltes de la province se chiffrent à l'incroyable nombre de 38,4 millions tonnes, soit de 41 % supérieur aux récoltes de l'an dernier; la quasi-totalité de la hausse de production sera exportée en 2014 alors même que le réseau ferroviaire canadien très éprouvé tente de rattraper le retard accumulé dans les expéditions. Même si le transport de ces produits représentera l'incontournable défi à relever pour la Saskatchewan, on s'attend à ce qu'une bonne partie des arriérés d'expédition soient résorbés d'ici la fin de 2014. L'an prochain, la réduction des terres ensemencées et le retour à des rendements habituels infléchiront à la baisse les cours des denrées agricoles et, du coup, limiteront à 1 % à la hausse des exportations du secteur.

Le secteur des engrais connaîtra une évolution semblable vu que les exportations, poussées par les cours de la potasse, devraient s'accroître de 6 % cette année avant de se stabiliser à 1 % en 2015. Les exportations de potasse engrangeront des gains malgré de faibles réductions des capacités opérationnelles et des effectifs motivées par les importants stocks du secteur. Cependant, les prévisions à court terme sont assombries par une offre excédentaire et la chute des cours à l'échelle mondiale, en partie attribuable à la rupture de l'accord de partenariat pour la commercialisation de la potasse auparavant conclu entre la Russie et le Bélarus.

Par ailleurs, les exportations énergétiques de la province grimperont de 2 % cette année et l'an prochain. La croissance potentielle provenant de faibles augmentations des volumes de pétrole brut sera restreinte par le tassement des cours. La vive ascension des investissements et des activités de forage se maintiendra tout au long de la période de référence. Toutefois, il est à noter que la mise en service d'installations s'ajoutant aux capacités de production ne surviendra qu'après 2015. Les exportations de métaux de la Saskatchewan souffriront du recul des cours de l'or, mais elles recevront un magnifique élan grâce à l'immense complexe minier du lac Cigar, dont la production commencera en mars et atteindra sa capacité de production maximale annuelle de 18 millions de livres d'uranium en 2018.

STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 78 G CAD

Exportations/PIB : 42 %

Nombre d'exportateurs : 1 036

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
21,9 G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 66 %
Chine 8 %
Japon 3 %
Inde 3 %
Indonésie 2 %

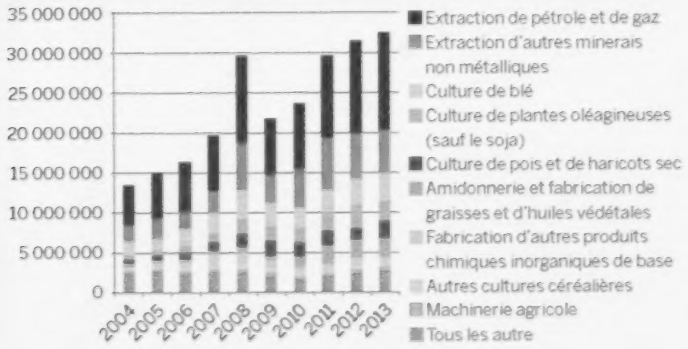
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 25 %
2009 : 27 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 27 %

Diversification régionale : 45 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 39 : Les exportations de la Saskatchewan à des niveaux inédits



Source : Industrie Canada

Tableau 25 : Prévisions des exportations de marchandises de la Saskatchewan

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Énergie	11 880	39	5	2	2
Agroalimentaire	11 139	36,1	4,7	15	1
Engrais	5 905	17,7	-2,9	6	1
Machinerie industrielle	660	2,1	0,8	6	14
Autres	2 734	8,5	-6,5	5	9
Total	**32 318**	**100,0**	**2,8**	**8**	**2**
Total des exportations non énergétiques	**19 568**	**60,5**	**1,2**	**12**	**2**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.9 Alberta

Les exportations de l'Alberta progresseront de 8 % en 2014, portées par les gains réalisés à l'ensemble des grands secteurs. Cet élan devrait s'essouffler un peu, la croissance devant glisser à 5 % en 2015 sous l'effet du repli des ventes d'énergie et de produits agricoles, lequel éclipsera les hausses dans d'autres secteurs. Un dollar canadien plus faible contribuera à une augmentation des produits cette année, mais les cours du brut glisseront en 2015, ce qui entraînera une légère contraction de l'ensemble des produits tirés du pétrole brut.

Les exportations de pétrole brut devraient bondir de 8 % en 2014, sous l'effet d'un dollar canadien moins robuste, avant de fléchir en 2015 en raison du recul des cours du pétrole brut. Par ailleurs, les volumes devraient s'apprécier cette année et l'an prochain à la faveur du règlement des problèmes relatifs aux goulots d'étranglement dans les raffineries et les réseaux de transport. Les besoins grandissants d'acheminement pourront être en partie comblés par l'ajout de nouvelles capacités au transport par rail, par bateau et par camion. La véritable solution réside dans l'achèvement des projets en cours de reconfiguration des raffineries et de l'ajout de capacités pipelinières, notamment l'augmentation de la capacité du pipeline Alberta Clipper à 120 000 barils par jour. Ce faisant, on pourra réduire l'escompte de 23 USD le baril sur le Western Canada Select Crude (WCSC), par rapport au West Texas Intermediate (WTI), à environ 15 USD le baril d'ici quatre ans et ainsi contribuer à bonifier les résultats commerciaux.

Le froid extrême qui a sévi à l'ensemble de l'Amérique du Nord a provoqué une envolée des cours du gaz naturel durant les premiers mois de 2014. Le retour de conditions météo habituelles signifiera aussi le retour à des cours moins élevés. Ainsi, le cours du Henry Hub s'établira en moyenne à 4,25 USD/Mmbt cette année. Cette évolution, conjuguée à un dollar canadien moins vigoureux, portera la croissance des exportations de gaz naturel à 15 %. Toutefois, en raison de ces niveaux de prix, les producteurs canadiens devront à nouveau réduire leur production, ce qui se traduira par une contraction des volumes à l'export. Dans l'ensemble, les exportations d'énergie de la province grimperont de 9 % en 2014, puis de 4 % en 2015.

Les exportations du secteur agroalimentaire afficheront une solide croissance de 13 % en 2014, la hausse étant marquée dans les ventes de bétail, de bœuf, de blé et de canola à destination du marché américain. Les exportations du secteur de produits industriels, dominé par la machinerie et l'équipement, réaliseront de solides gains cette année et l'an prochain. Il n'en demeure pas moins que l'activité minière mondiale en berne a assombri la performance générale du secteur. L'atonie de la demande mondiale adressée à d'autres sous-secteurs industriels comme les métaux, les minerais et les minéraux bride le dynamisme des exportations.

STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 312 G CAD

Exportations/PIB : 32 %

Nombre d'exportateurs : 4 226

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
73,2 G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 88 %
Chine 3 %
Japon 2 %
Mexique 1 %
Corée du Sud 0,5 %

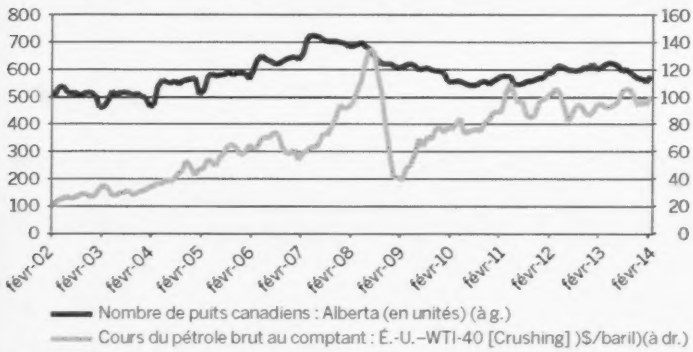
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 7 %
2013 : 9 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 55 %

Diversification régionale : 78 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 40 : Nombre de puits en Alberta par rapport aux cours du WTI



Source : Haver Analytics

Tableau 26 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Alberta

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Énergie	76 837	74,4	10,2	9	4
Agroalimentaire	8 665	8,4	-5,0	13	2
Produits chimiques/ plastiques	6 925	6,7	18,7	1	8
Machinerie industrielle	3 353	3,2	-8,2	6	13
Autres	7 492	7,3	-0,2	6	13
Total	**103 273**	**100,0**	**7,7**	**8**	**5**
Total des exportations non énergétiques	**26 436**	**25,6**	**1,2**	**7**	**7**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

5.0 Annexes

4.10 Colombie-Britannique

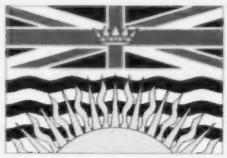
Selon les Services économiques d'EDC, les exportations de la Colombie-Britannique afficheront une solide croissance de 8 % en 2014, qui se modérera à 7 % en 2015. La grève d'un mois déclaré en mars par les chauffeurs de camion travaillant aux installations portuaires de la région de Vancouver devrait se répercuter sur les résultats du premier trimestre de l'année. Toutefois, cette performance moins solide à court terme sera largement compensée par la croissance dans les deux chiffres de l'industrie de la foresterie, laquelle sera portée par la reprise en cours du secteur américain du logement et l'effet positif d'un dollar canadien moins robuste sur les cours des produits de base.

Aux États-Unis, les mises en chantier devraient dépasser la barre du million d'unités en 2014, une première depuis la crise financière. Les exportations forestières de la Colombie-Britannique devraient donc faire un impressionnant bond de 15 %. Malgré le ralentissement modéré de la croissance en Chine, la demande en provenance de ce marché – destination du quart des exportations forestières de la province – devrait continuer de s'améliorer.

Le principal défi que doit relever le secteur du bois d'œuvre de la province se trouve sur le front de l'offre. Selon le ministère des Forêts de la province, l'infestation du dendroctone du pin ponderosa a tué plus de la moitié du volume total des pins ayant une valeur commerciale dans la province. D'ici le milieu de 2014, les usines de Houston et de Quesnel devant cesser leurs activités en raison du manque de bois d'œuvre. La croissance des volumes du secteur marquera résolument le pas en 2015, une conjoncture qui limitera à 10 % l'essor des exportations forestières de la province.

Le maintien d'un dollar canadien moins vigoureux contribuera au relèvement des cours du gaz naturel et du charbon. Les exportations d'énergie devraient donc s'accroître de 3 % en 2014. Malgré les discussions entourant le renforcement des capacités du terminal charbonnier de Vancouver, aucune annonce n'avait été faite et aucune autorisation n'avait été délivrée à ce sujet. En conséquence, les Services économiques d'EDC n'ont pas tenu compte de ce dossier dans la formulation des prévisions. La filière électrique, le plus petit sous-secteur de l'énergie, devrait également inscrire des gains notables puisque la sécheresse a grevé la capacité de génération d'hydroélectricité dans la partie Ouest des États-Unis.

Des capacités supplémentaires et l'ouverture de nouvelles mines devraient insuffler au secteur des minerais une croissance de plus de 2 % en 2014, mais le recul des cours se traduira par une croissance nulle en 2015. La production à la mine de cuivre et d'or du mont Milligan continuera de s'intensifier. En outre, la mine de Red Chris devrait amorcer sa production en 2014. Le secteur de l'agroalimentaire gagnera 9 % en 2014, à la faveur d'un huard volant à plus basse altitude et de la sécheresse sévissant en Californie qui plombe la production agricole.



STATISTIQUES PROVINCIALES

PIB : 220 G CAD

Exportations/PIB : 22 %

Nombre d'exportateurs : 6 309

Total des exportateurs canadiens : 42 199

Balance commerciale
(10,8) G CAD

Principales destinations des exportations
États-Unis 47 %
Chine 20 %
Japon 12 %
Corée du Sud 5 %
Taiwan 2 %

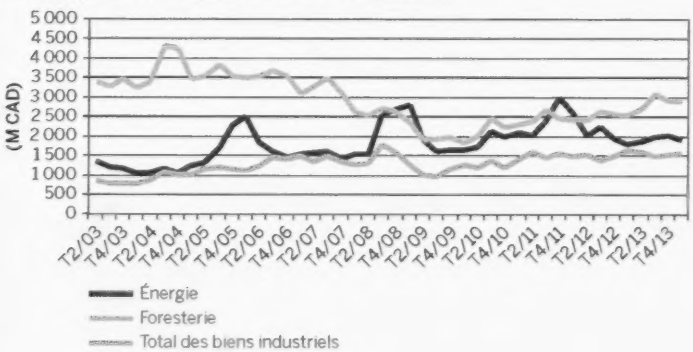
Part des exportations vers les marchés émergents (hors OCDE)
2013 : 29 %
2009 : 19 %

Indice de diversification du commerce (100=concentration totale dans un seul secteur ou une seule région; 0=diversification totale)
Diversification sectorielle : 20 %

Diversification régionale : 28 %

Sources : Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC

Graphique 41 : Principaux secteurs à l'exportation



Sources : Haver Analytics, Statistique Canada

Tableau 27 : Prévisions des exportations de marchandises de la Colombie-Britannique

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD 2013	Part (en %) des exportations totales de la 2013	Prévisions des exportations (croissance en %) 2013	2014 (p)	2015 (p)
Foresterie	10 116	34,6	14,1	15	10
Énergie	8 297	23,9	-4,0	3	8
Minerais et minéraux	4 710	15,0	6,1	2	0
Agroalimentaire	2 729	8,9	8,4	9	3
Autres	7 479	22,4	8,4	9	3
Total	**33 330**	**100,0**	**5,9**	**8**	**7**
Total des exportations non énergétiques	**23 187**	**69,6**	**9,4**	**10**	**7**

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○

Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

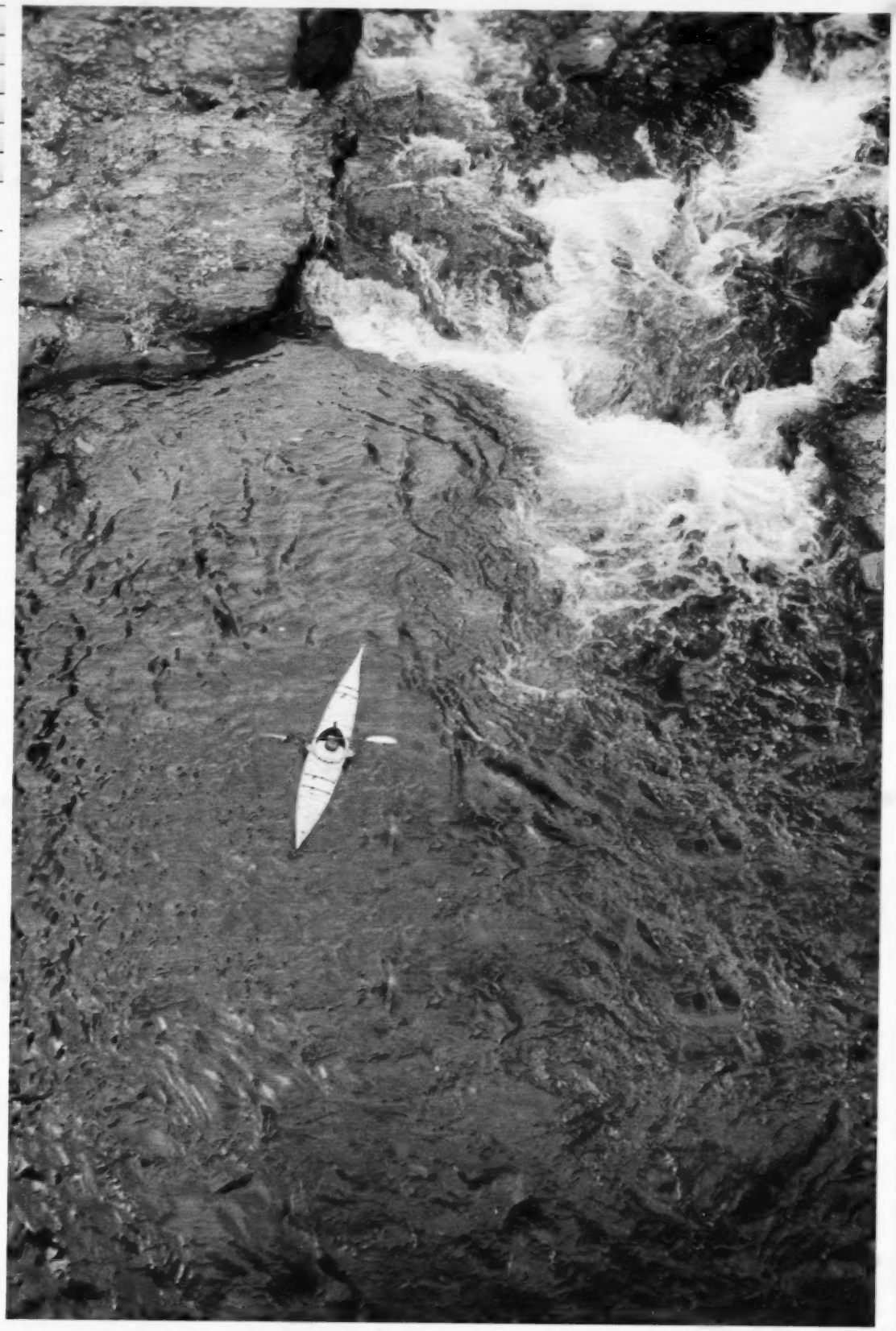


Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

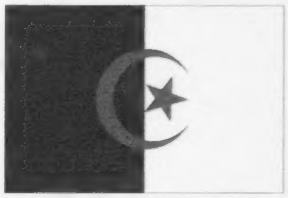
✚
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

▬
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z



ALGÉRIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : ▬

Commentaires
L'économie inscrira une croissance d'environ 3 % en 2014, portée par les modestes hausses prévues dans la production de pétrole et de gaz naturel. Le secteur hors pétrole progressera à la faveur de la poursuite des investissements publics dans les projets d'infrastructure. Les réserves en devises restent très abondantes (elles sont estimées à 36 mois de couverture des importations). Parmi les facteurs de dégradation de la conjoncture, on note une inflation galopante et des retards de paiement par les organismes publics qui se sont multipliés en raison des manœuvres auxquelles se livrent les acteurs politiques en vue de l'élection présidentielle d'avril 2014 et de l'état de santé incertain du président actuel.

ANGOLA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : ✚

Commentaires
L'économie étant fortement tributaire du secteur pétrolier (dont l'apport s'élève à 50 % du PIB et à 90 % des recettes en devises), elle est exposée aux mouvements des cours pétroliers – dont la chute s'est souvent traduite en Angola par une pénurie de devises et des difficultés de paiement. Pourtant, le pays connaît une croissance économique impressionnante (qui devrait se maintenir à plus de 6 % à moyen terme) qui est alimentée par sa production pétrolière accrue et la vigueur des cours pétroliers. Le compte courant demeure excédentaire en raison de la production pétrolière et des réserves de change équivalant à huit mois de couverture des importations. La corruption massive et les lenteurs bureaucratiques constituent des défis à la poursuite d'activités commerciales.

ARGENTINE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : ✚

Commentaires
En Argentine, les mesures de contrôle des importations et de conversion des devises exigent que les importateurs s'adressent à l'agence fiscale nationale (AFIP) pour importer des biens ou accéder aux dollars américains nécessaires pour payer les exportateurs. Ce processus accroît l'incertitude relative aux biens pouvant entrer au pays et les risques de retard ou de défaut de paiement à l'égard des exportateurs. La monnaie nationale pourrait subir une nouvelle dévaluation au cours des 12 prochains mois.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

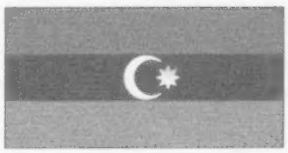
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

AUSTRALIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Malgré l'annonce de mesures d'austérité visant les grands projets du secteur des ressources, l'économie et le contexte opérationnel demeurent solides. Les sociétés participant à ces vastes projets pourraient connaître des retards ou devoir limiter la portée des projets. La vigueur du dollar australien et les salaires élevés restent problématiques pour les autres industries que le secteur minier, en particulier les secteurs manufacturier, touristique et du détail. Les antécédents de paiement restent excellents sur ce marché.



AZERBAÏDJAN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le risque géopolitique et un contexte opérationnel difficile constituent les principaux risques pour le secteur commercial. Une légère hausse de la production énergétique ainsi que de généreux investissements dans les infrastructures favoriseront une croissance économique de 4 % en 2014. La monnaie nationale est plutôt à l'abri de la volatilité observée dans d'autres pays de la région, mais la banque centrale pourrait autoriser une légère dépréciation cette année en vue de freiner la croissance des importations

BAHAMAS

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La croissance économique s'accélérera légèrement en 2014, mais elle demeura léthargique à un plus de 2 % en 2013 en raison de l'atonie de l'activité touristique. Le contexte du crédit demeure difficile, le taux élevé de prêts non productifs bridant la croissance du crédit.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

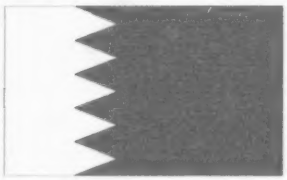
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

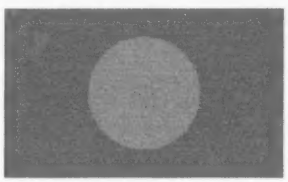


BAHREÏN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le royaume continue d'être le théâtre de fréquentes manifestations par la communauté chiite lésée. Il est peu probable que ces manifestations perturbent les activités commerciales à court terme, mais elles se sont multipliées après s'être produites surtout dans les villages chiites à l'extérieur de la capitale. Le gouvernement a peu progressé dans les dossiers de la réconciliation politique et de l'apaisement des tensions entre les communautés. Cela dit, une grave détérioration de l'économie du royaume et de la solvabilité de ses acheteurs n'est pas envisagée. Le régime d'arrimage de la monnaie locale devrait persister. Les réserves en devises demeureront suffisantes à 4,5 mois de couverture des importations.



BANGLADESH

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
De retards de paiement sont probables. La couverture des importations s'est améliorée. Malgré l'effet protecteur du programme du FMI, les marchés pourraient réagir négativement à des chocs imprévus, ce qui pourrait provoquer un arrêt soudain des entrées de capitaux. La fermeté des cours pétroliers, l'incapacité de gouvernement à réduire les subventions pétrolières et une croissance mondiale déprimée (UE) comptent parmi les principaux risques pour le pays.

BARBADE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le profil économique du pays est assombri par un chômage élevé, une croissance en berne et un endettement croissant. Malgré la mise en œuvre de politiques d'assainissement des finances publiques, le rythme des réformes soulève des préoccupations. Les réserves de change continuent de s'épuiser et représentent désormais à peine deux mois de couverture des importations.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

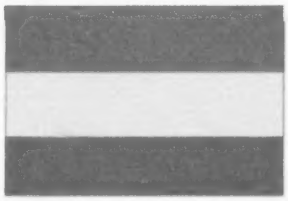
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

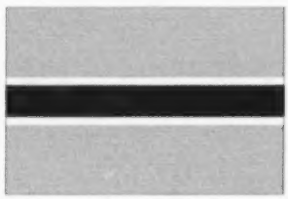


BOLIVIE, ÉTAT PLURINATIONAL DE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le niveau élevé de dollarisation limite les effets de la politique monétaire et fragilise le système bancaire. Le pays profite cependant d'abondantes réserves de devise totalisant 13 mois de couverture des importations. Les divisions politiques et la possibilité de troubles sociaux entravent les activités du secteur privé. Selon les indicateurs de la qualité de la réglementation, de la règle de droit et de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, le climat des affaires est particulièrement difficile sur ce marché.



BOTSWANA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'atonie de la demande de diamants pèse depuis quelques années sur la croissance, l'exploitation des diamants comptant pour plus de 80 % des exportations et 30 % des recettes publiques. Toutefois, l'économie s'est redressée en 2013 et devrait continuer de progresser à un rythme modéré (croissance annuelle de 4 %) au cours des prochaines années. Le pays jouit de réserves en devises suffisantes (équivalant à plus de 10 mois de couverture des importations) et tout porte à croire que la monnaie locale (le pula) demeurera stable. Le Botswana se démarque par la qualité de son contexte opérationnel, et le pays figure parmi les pays africains où la corruption est la moins marquée. Le secteur bancaire profite d'une relative stabilité.

BRÉSIL

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les abondantes réserves de change assureront des conditions de liquidité favorables au secteur commercial. Le nombre de prêts productifs est stable, mais il demeure relativement élevé et nécessite une attention et une surveillance continues. La dépréciation du real sera suivie de près, mais cette situation est largement perçue comme en voie de normalisation.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

BULGARIE

Niveau de risque

Risques commerc
Antécédents de p

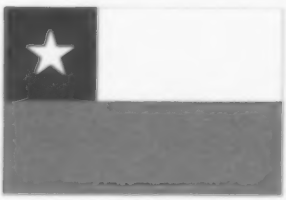
Commentaires
Les manifestations an
politique. Malgré tou
ancrage pour les poli
ces dernières années
la conjoncture en Eu
suffisants et l'arrimag

CAMEROUN

Niveau de risque

Risques commerc
Antécédents de p

Commentaires
Le pays multiplie les
(pétrole, bois et cacao
réglementaire et le sy
camerounais jouit de
publique en difficulté
positive, les perspectiv
à la zone franc CFA
et de l'accès aux devis
2014, mais l'évolution



CHILI

Niveau de risque

Risques commerc
Antécédents de p

Commentaires
Le secteur commercia
à cinq mois d'importa
L'économie dépend l
cadre favorisant les p
devrait contribuer à a
dynamisme chinois su

RIE

isque

ommerciaux à court terme : Modérés
nts de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : ✚

aires

ations antigouvernementales qui se multiplient portent atteinte à la stabilité
algré tout, l'adhésion du pays à l'Union européenne (UE) offrira un solide
r les politiques publiques. La croissance économique est légèrement positive
années et elle devrait s'accélérer un peu à la faveur de l'amélioration de
e en Europe occidentale. Les réserves en devises demeurent à des niveaux
'arrimage de la monnaie à l'euro est stable.

OUN

isque

ommerciaux à court terme : Modérés à élevés
nts de paiement d'EDC en 2013 : Données insuffisantes

aires

ique les déficits du compte courant, et ses principales exportations
et cacao) sont exposées aux fluctuations des cours mondiaux. Le régime
e et le système juridique peuvent manquer de fiabilité. Le secteur financier
jouit de liquidités, mais il est exposé de façon excessive à la raffinerie
fficulté qui accumule des arriérés auprès des banques. Sur une note
erspectives de la croissance (près de 5 % en 2014) et l'appartenance du pays
e CFA offrent une certaine stabilité au chapitre des fluctuations de change
ux devises. La continuité des politiques publiques devrait être assurée en
'évolution du contexte politique n'est pas aussi certaine.

sque

mmerciaux à court terme : Faibles à modérés
nts de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : ✚

ires

mmercial profite d'abondantes liquidités (les réserves en devises équivalent
importations), d'un système bancaire développé et d'une monnaie stable.
épend beaucoup des exportations de cuivre. Cependant, la présence d'un
nt les politiques anticycliques conjuguée à celle d'un fonds de stabilisation
ider à atténuer les chocs extérieurs, dont l'effet du ralentissement du
hinois sur les cours du cuivre.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

CHINE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

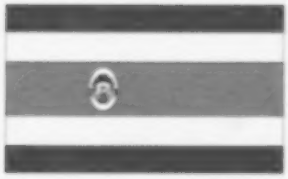
Commentaires
La croissance économique s'établit à environ 7,5 % cette année. Certains secteurs comme l'immobilier résidentiel, les PME et les banques publiques subissent encore des tensions en raison d'une croissance moins vive. Le pays pourrait être à nouveau le théâtre de manifestations localisées visant la corruption, l'environnement et le droit de propriété.

COLOMBIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le pays profite d'excellents niveaux de liquidités et d'un accès facile aux dollars américains. La croissance économique continuera d'osciller autour de la croissance potentielle (de 4 à 4,5 %). Le peso colombien amorce enfin un repli après avoir fait partie des devises s'étant le plus appréciées ces dix dernières années. Le recul donnera une impulsion bien nécessaire aux secteurs de la fabrication.



COSTA RICA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le pays profite d'excellents niveaux de liquidité et d'un accès facile aux devises dollars américains (elles représentent six mois de couverture des importations). L'intervention de la banque centrale assurera la stabilité du taux de change. En 2014, la croissance devrait s'accélérer et dépasser les 4 %, surtout grâce à la présence de zones de libre-échange qui ont peu d'effet direct sur l'économie locale. Le second tour des élections présidentielles en avril se traduira par l'absence de réformes majeures à court terme et le report de projets d'envergure.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+

Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○

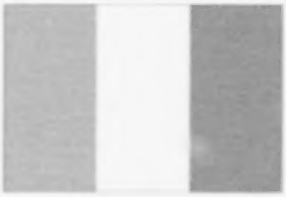
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–

Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

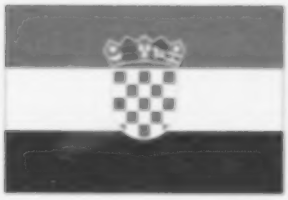


CÔTE D'IVOIRE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La Côte d'Ivoire occupe un rang peu enviable du classement des indicateurs de la gouvernance (lutte contre la corruption et respect de la règle de droit) de la Banque mondiale. Malgré des améliorations notables au chapitre du climat des affaires, le pays occupe le bas du classement de l'Indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. Les retards de paiement et les arriérés du gouvernement envers les fournisseurs externes sont encore problématiques, mais dans une moindre mesure en 2014. Le pays maintient la forte progression de son PIB (9 % en 2014) dans un contexte de redressement de l'économie après la crise politique de 2011. Le niveau des réserves est adéquat (trois mois de couverture des importations).

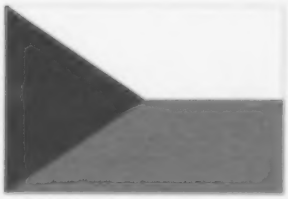


CROATIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Plongée dans la récession depuis cinq ans, la Croatie devrait toutefois renouer avec une croissance positive en 2014. Le robuste secteur financier est dominé par les banques étrangères; l'augmentation des prêts non productifs préoccupe bien nombre d'entreprises fortement exposées au risque de change. Malgré l'adhésion de la Croatie à l'UE en juillet 2013, son contexte des affaires continue de poser des défis de taille.



RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
L'économie tchèque s'est contractée de 1,1 % l'an dernier, mais elle devrait croître de 1,6 % en 2014. La faiblesse de la couronne a favorisé le secteur des exportations. Malgré la présence possible de risques de dégradation en 2014, les ménages et les entreprises portent une dette minimale libellée en devises ce qui devrait limiter l'impact de tels risques sur l'économie intérieure.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

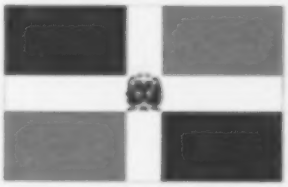
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z



DOMINICAINE, RÉPUBLIQUE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les problèmes de liquidité de la République dominicaine sont une source de préoccupation, la couverture des importations du pays étant inférieure à trois mois, même si l'accès aux marchés financiers empêche l'éclatement d'une crise. L'augmentation des dépenses publiques en 2014 (suivant la contraction de l'an dernier) conjuguée à l'ascension des exportations aurifères devrait porter la croissance de 2 % à 3,6 % cette année. On note une hausse des tensions suivant la décision du gouvernement de rapatrier les immigrants haïtiens.

ÉQUATEUR

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les réserves en devises s'élevant à deux mois de couverture des importations, les fluctuations des cours pétroliers pourraient causer des problèmes de trésorerie aux acheteurs privés. Ce contexte est aggravé par le fait que l'Équateur dispose d'un accès limité aux marchés financiers internationaux. Malgré tout, il est peu probable que le pays abandonne la dollarisation dans un proche avenir. Les flux de paiement s'amélioreront, mais à un rythme lent, depuis que le pays a défailli à ses obligations à titre d'emprunteur souverain.

ÉGYPTE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
L'aide apportée par les monarchies conservatives du golfe, qui ont appuyé en juillet 2013 le renversement par l'armée du premier président islamiste élu dans la foulée de grandes manifestations, a augmenté les réserves en devises du pays pour les porter à l'équivalent de quatre mois de couverture des importations. La société égyptienne demeure malgré tout profondément polarisée, ce qui accroît le risque de violence politique et empêche un retour à la normale essentiel à la relance de l'économie. Le maintien du contrôle des devises allonge pour les entreprises le délai d'acquisition des devises fortes et accentue le risque de non-paiement de la part d'acheteurs égyptiens.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

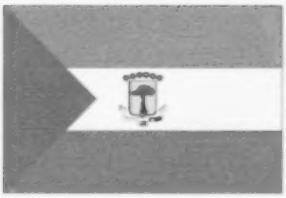
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

EL SALVADOR

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Cette année, la croissance atteindra à peine 1,6 %, résultat du faible volume des investissements, d'une capacité concurrentielle déprimée et des intempéries. La mise en œuvre de nouveaux projets d'immobilisation devrait stimuler l'investissement. Malgré une baisse des tensions, le niveau de polarisation des acteurs politiques demeure élevé après que le parti au pouvoir a remporté de justesse les récentes élections présidentielles.



GUINÉE ÉQUATORIALE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Données insuffisantes

Commentaires
Le pays, riche en pétrole, produit de 250 à 300 milliers de barils par jour, mais la forte corruption dans les secteurs public et privé ainsi que des mesures arbitraires déjà prises par le gouvernement à l'encontre des entreprises explique la notation. Les exportations pétrolières, dont l'apport s'élève à 75 % du PIB, expose le pays aux mouvements des cours. La richesse et le pouvoir se trouvent entre les mains d'une petite élite gravitant autour du président, en poste depuis 1979. Les autorités semblent s'engager vers une diversification de leurs sources de revenus et créer des investissements porteurs de croissance pour désamorcer des tensions intérieures croissantes ainsi que les pressions exercées des entités internationales.

ESTONIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'économie devrait poursuivre sur sa lancée avec un solide taux de croissance d'environ 3 % cette année et en 2015. Grâce à ses principaux partenaires commerciaux, soit les pays nordiques et l'Allemagne, l'Estonie est quelque peu à l'abri de la crise européenne. Le nombre des prêts non productifs est en baisse et les conditions de crédit s'améliorent. Le pays ayant adopté l'euro, le risque de change est minimal.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

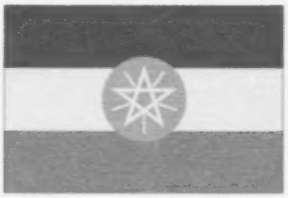
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z



ÉTHIOPIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

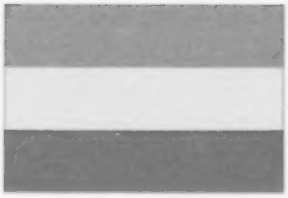
Commentaires
Les recettes publiques tirées des réserves en devises sont tributaires de la performance des exportations de produits de base (du café, de l'or et des produits agricoles). Les exportations devraient grimper en 2014, malgré les coûteux biens d'équipement que le gouvernement éthiopien doit importer afin d'investir dans des projets d'infrastructure et énergétiques. Ce faisant, le déficit du compte courant devrait demeurer élevé à 9 % du PIB en 2014. En outre, les flux d'envois de travailleurs émigrés accuseront une légère baisse cette année suivant l'expulsion de nombre de travailleurs éthiopiens de l'Arabie saoudite. Les réserves de devises devraient donc rester inférieures à deux mois de couverture des importations en 2014, ce qui accentuera le risque de paiement.

FRANCE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'économie française devrait inscrire une croissance de 0,9 % ne 2014, l'indice de confiance commerciale demeurant en berne. L'accès au crédit demeure serré dans un contexte de dégradation de la notation des grandes banques françaises en raison de leur exposition aux pays en difficulté de l'Europe périphérique. Les antécédents de paiement sont généralement jugés « passables » en raison de la présence de certains longs délais de paiement.



GABON

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La dépendance de l'économie envers les produits de base est considérée comme un facteur de vulnérabilité. La production pétrolière représente la moitié du PIB, 60 % des recettes publiques et 80 % des exportations. Le manque de coordination entre les diverses les instances gouvernementales entraine souvent des retards de paiement. Malgré tout, le Gabon affiche un PIB par habitant (plus de 15 000 USD) élevé par rapport à ses voisins dans la région. En outre, en vertu de son statut de membre de l'union monétaire de la zone franc CFA, le Gabon peut accéder aux réserves de change communes de la banque régionale, ce qui lui permet d'atténuer le risque de non-paiement causé par le manque de devises fortes.

Table des matières

1.0 **Sommaire**

2.0 **Prévisions par pays**

3.0 **Prévisions sectorielles**

4.0 **Prévisions provinciales**

5.0 **Annexes**

5.1 **Antécédents et position d'EDC**

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

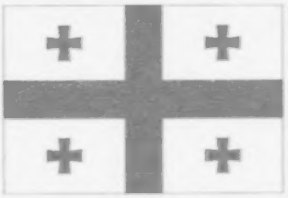
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

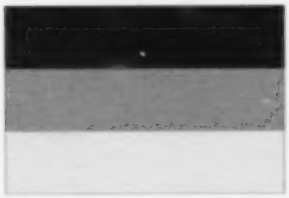


GÉORGIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Données insuffisantes

Commentaires
Les risques commerciaux à court terme au pays sont jugés de modérés à élevés. Le déficit du compte courant de la Géorgie se résorbe, mais à près de 9 % (prévision) en 2014 il demeure élevé. Cependant, le pays est bien à l'abri des effets du retrait de la politique d'assouplissement quantitatif de par la nature de ses entrées de capitaux (stables à long terme). Le pays continuera d'afficher une robuste croissance économique qui devrait s'élever à 5 % en 2014.



ALLEMAGNE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le pays est le pilier de l'économie européenne grâce à la bonne santé de ses finances publiques, à ses importants excédents du compte courant ainsi qu'à son secteur commercial très concurrentiel et dynamique. La croissance du PIB allemand s'accélérera en 2014 pour se fixer à environ 1,5 % (contre 0,5 % en 2013). Les antécédents de paiement sur ce marché sont excellents.

GHANA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La faiblesse des cours de l'or et du cacao limitera les recettes en devises du Ghana en 2014, tandis que les importations d'hydrocarbures liées aux importations de biens d'équipement continueront de peser sur le compte courant. Le cédi, la monnaie nationale, devrait encore se déprécier. Les réserves de devises devaient par ailleurs glisser à un peu plus de deux mois de couverture des importations cette année. L'imposition en février dernier de mesures de contrôle des devises à l'intention des résidents (mais non des investisseurs étrangers), dans l'espoir d'enrayer la chute du cédi, pourrait entraîner des retards de paiement. Les taux d'intérêt élevés et la situation préoccupante des finances publiques, à l'origine des arriérés du secteur public envers les sociétés locales, représentent des obstacles supplémentaires.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

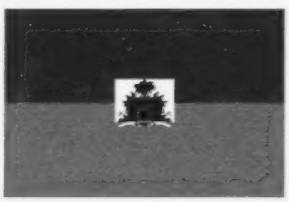
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

GRÈCE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
L'économie grecque traverse une grave dépression qui a retranché 24 % du PIB national depuis les quatre dernières années. En 2014, l'économie grecque devrait renouer avec une croissance modeste. Un nombre sans précédent d'entreprises ont fermé leurs portes alors même que le taux de chômage a atteint 27 %. Les prêts non productifs représentent de 15 % à 20 % des prêts commerciaux, les entreprises devant composer avec l'atonie de la demande intérieure. Le contexte des affaires demeure fortement sous tension.

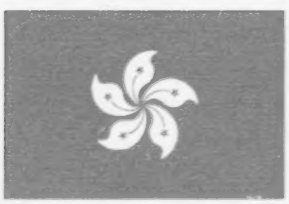


HAÏTI

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les risques commerciaux à court terme sont jugés élevés en raison de la faiblesse des institutions et la forte dépendance à l'égard des fonds provenant de donateurs internationaux. Les réserves en devises se situent à des niveaux adéquats.



HONG KONG

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'île dispose de réserves en devises plus que suffisantes pour financer environ quatre fois sa dette extérieure. L'accès aux capitaux ne devrait donc pas poser de difficulté pour les sociétés locales. Le dollar de Hong Kong demeurera stable, la masse monétaire étant également couverte par les réserves en devises.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

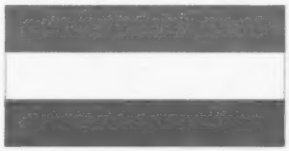
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

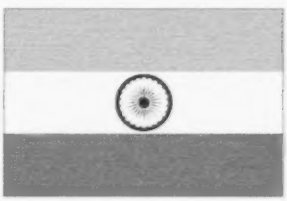


HONGRIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le forint hongrois s'est considérablement déprécié depuis quelques mois, victime des effets généralisés de la réduction de l'assouplissement quantitatif ayant mené à un renversement des flux de capitaux, mais aussi du maintien prolongé d'une politique de détente monétaire. L'économie hongroise gagnera un peu en cadence en 2014, malgré la présence de facteurs prépondérants de vulnérabilités extérieures (en particulier les importantes créances libellées en devises).



INDE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Une inflation plutôt forte et un déficit budgétaire très imposant laissent peu de marge de manœuvre aux autorités pour stimuler la croissance, que ce soit par le déblocage du crédit ou l'augmentation des dépenses publiques. Les réserves en devises étant assez élevées, les entreprises devraient pouvoir gérer le service de leur dette étrangère dans les délais. La roupie indienne restera faible au cours des 12 à 24 prochains mois.

INDONÉSIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La rupiah a perdu environ 16 % de sa valeur par rapport au billet vert en 2013 et devrait continuer de subir les tensions exercées par les sorties de fonds spéculatifs (portefeuilles). La banque centrale intervient sur le marché des changes dans l'espoir de stabiliser la monnaie, ce qui a entraîné une baisse des réserves en devises. Plusieurs dispositifs d'échange réciproques de devises (lignes de swap) ont été mis en place dans le but d'accroître les liquidités de change. En relevant les taux d'intérêt à trois reprises cette année, la banque centrale tente de juguler l'inflation, mais ces mesures entravent les flux de capitaux. Les taux élevés, la faiblesse de la monnaie locale et la croissance en berne pourraient rogner sur les marges des entreprises aux assises moins solides. Il peut être compliqué d'obtenir des permis ou des approbations auprès des organismes publics et des autorités provinciales.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

✚
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

—
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

IRAQ

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : ✚

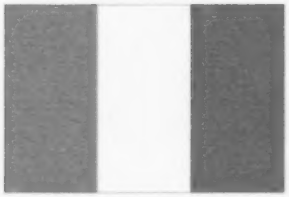
Commentaires
L'instabilité de même que l'intensification de la violence et des attentes à la bombe devraient persister, du moins jusqu'à la tenue des élections prévues à la fin avril 2014. De surcroît, le manque d'intégrité commerciale, une profonde corruption et une administration peu efficace amplifient les risques de non-paiement. Les organismes publics accusent souvent des retards de paiement en raison de la lenteur des processus d'approbation, mais ils manifestent une forte volonté de paiement. L'Iraq possède d'abondantes réserves en devises et profite de la production accrue de pétrole brut. Des perspectives stables sont associées à l'évolution de la monnaie et de l'inflation.

ISRAËL

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Neutres : ○

Commentaires
La croissance se poursuit, mais à un rythme plus modéré que ces dernières années, sous l'effet du ralentissement de l'activité en Europe, l'un des principaux partenaires commerciaux d'Israël. Le solde du compte courant s'améliorera cette année à la faveur de la mise service de nouvelles installations de production de gaz naturel marin. Les réserves en devises demeurent abondantes (l'équivalent de neuf mois de couverture des importations). Malgré le niveau élevé de violence, l'économie israélienne a fait preuve d'une grande résilience lors des récents conflits, qui ont somme toute peu infléchi le dynamisme de l'activité commerciale.



ITALIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : —

Commentaires
L'Italie doit composer avec une économie tournant au ralenti, la croissance du PIB devant inscrire d'à peine 0,3 % en 2014 (contre 1,9 % en 2013). La récente diminution du risque lié aux écarts sur les obligations d'État a atténué les pressions subies par les banques italiennes. Malgré tout, les marchés demeurent nerveux et les conditions du crédit serrées en Italie. L'exécution des paiements aux exportateurs à l'étranger continue d'être jugée acceptable ou lente.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

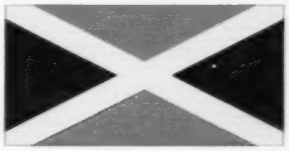
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z



JAMAÏQUE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Des retards de paiement peuvent se produire en raison des difficultés à accéder rapidement à des dollars américains. Les banques devraient continuer de surveiller de près tout signe de tension vu leur exposition à la dette souveraine.

JAPON

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les exportateurs japonais en difficulté, qui font les frais de la vigueur du yen, se réjouissent de la dépréciation d'environ 20 % (depuis 2012) de la monnaie nationale attribuable aux politiques vigoureuses et originales de la banque centrale (l'Abénomie). Cependant, les sociétés tournées vers le marché intérieur pourraient voir leurs marges s'effriter davantage du fait de la montée des coûts de l'énergie. Pour 2014, la hausse de la taxe de vente (de 5 à 8 %) sera le point de mire, car elle risque de freiner le rythme de la croissance naissante. Les risques de paiement sont généralement en baisse, comme l'atteste le net recul du nombre des faillites. Les sociétés dont le bilan est étroitement lié à leurs activités en Chine pourraient se trouver dans une situation difficile advenant une escalade des tensions avec ce pays.

JORDANIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La couverture des importations est supérieure à celle de 2012 et elle devrait se maintenir en moyenne à environ six mois en 2014, soit en deçà de la moyenne historique récente, les expéditions intermittentes de gaz naturel en provenance de l'Égypte ayant obligé le gouvernement a acheté du carburant sur le marché ouvert. Les bouleversements dans la région se sont traduits par une baisse de l'activité touristique et la fermeture de certains axes routiers commerciaux. Ce faisant, la croissance économique devrait naviguer autour des 3,5 % à court terme. La multitude de réfugiés, victime du conflit syrien, continue de lourdement peser sur les services publics et les infrastructures, et par le fait même sur la croissance.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

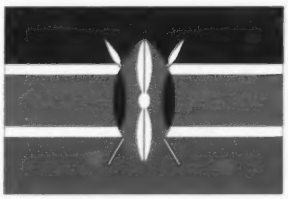
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

KAZAKHSTAN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le secteur bancaire se remet encore de la crise de 2009, et la proportion de prêts non productifs demeure élevée (plus de 30 %). Malgré une solide croissance économique, des cours pétroliers élevés et d'importantes réserves en devises, le gouvernement a décidé en février dernier de dévaluer de 20 % le tenge, qui s'échange au taux de 184KZT/1USD. Il pourrait y avoir une nouvelle dévaluation en 2014 selon l'issue de la crise en Ukraine et de ses effets sur le rouble russe, qui subit des tensions sur les marchés internationaux découlant de l'application de sanctions par l'Occident.

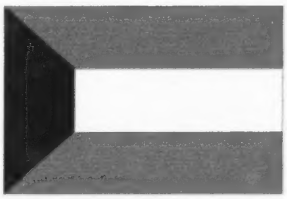


KENYA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'économie kenyane poursuivra son essor à une vive cadence, le PIB devant progresser d'environ 6 % en 2014. La hausse des salaires dans la fonction publique, conjuguée à la dépréciation du shilling kenyan, a suscité des inquiétudes quant à une accélération de l'inflation. Les réserves en devises, représentant plus de quatre mois de couverture des importations, demeurent suffisantes.



KOWEÏT

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Neutres : ○

Commentaires
La croissance devrait monter un peu en cadence en 2014 pour se camper autour de 2,5 % sous l'effet d'une amélioration de la demande intérieure et d'une modeste hausse des exportations pétrolières. Le royaume possède une importante couverture des importations et son compte courant devrait demeurer excédentaire. L'élection de juillet 2013 était la troisième élection tenue depuis février 2012. Les relations demeurent médiocres entre le Parlement et le pouvoir exécutif. Les députés se montrent sceptiques face à la réalisation de grands projets réalisés par les firmes étrangères, d'où la tenue de fréquentes enquêtes et le report des autorisations.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

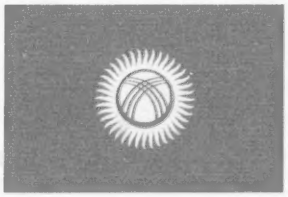
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

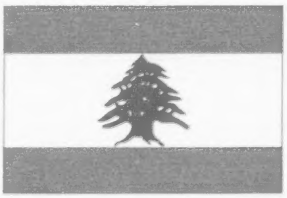


KIRGHIZISTAN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le pays jouit d'une plus grande stabilité politique, mais le conflit avec la société minière Centerra a nettement accentué l'incertitude. L'économie s'est contractée en 2012, mais elle a résolument renoué avec la croissance l'an dernier. En 2014, des cours de l'or moins élevés et l'augmentation de l'investissement public exerceront des pressions sur le compte courant et les soldes budgétaires. Le pays est bénéficiaire d'un programme du FMI et a reçu une tranche de l'aide financière convenue en décembre 2013.



LIBAN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les clivages religieux demeurent profonds au Liban, ce qui empêche le Parlement de former un gouvernement stable. En outre, le Cabinet provisoire est incapable de souscrire à des politiques de premier plan. Les élections, au départ prévues en juillet 2013, ont été reportées de 17 mois et elles se tiendront en novembre 2014. La participation du Hezbollah à la guerre civile en Syrie nuit aux relations entre les groupes religieux. L'économie devrait connaître une timide croissance de 1,5 % en 2014. Les banques nationales détiennent une bonne partie du service de la dette, ce qui limite les perspectives de croissance du crédit dans le secteur privé.

LIBYE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
Malgré de substantielles réserves en devises, le risque de non-paiement demeure élevé sur ce marché. Dans certains cas, des organismes publics ont été incapables d'éviter les retards de paiement du fait d'une administration défaillante et d'une piètre gestion publique. En outre, le secteur continuera de se buter à un accès limité au financement bancaire. L'omniprésence de la violence politique, de la criminalité et des grèves qui perturbent l'activité des installations portuaires et d'exportation des hydrocarbures ont un effet négatif sur le contexte commercial.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

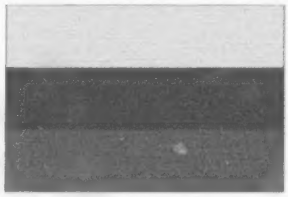
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

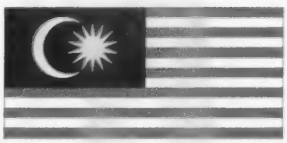


LITUANIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le pays affiche une croissance économique robuste malgré une croissance poussive en Europe. Le PIB de la Lituanie devrait progresser d'environ 3,5 % en 2014. En dépit d'une conjoncture favorable, le nombre de prêts non productifs reste élevé et les conditions de crédit sur le marché intérieur plutôt difficiles. Le pays compte toujours adopter l'euro et devrait le faire en 2015.

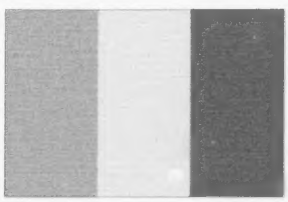


MALAISIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les perspectives de la croissance économique demeurent positives en Malaisie malgré la volatilité à court terme régnant sur les marchés financiers. Les entreprises pourraient voir leurs marges bénéficiaires s'effriter sous l'effet de l'inflation, de l'affaiblissement de la monnaie et de l'envolée des coûts de l'énergie. Le dynamisme de l'économie mondiale devrait profiter aux entreprises exportatrices axées sur l'IDE. Le climat malaisien des affaires profite du dynamisme du secteur des infrastructures et des liens étroits avec les chaînes d'approvisionnement de Singapour. Grâce à d'importantes réserves en devises et à un profil de la dette extérieure favorable, la Malaisie peut absorber la plupart des chocs liés à la balance des paiements.



MALI

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le Mali, une économie à faible revenu tributaire du secteur des exportations de produits de base, vient à peine de se remettre d'une crise politique. À l'issue d'élections démocratiques tenues à la fin de 2013, le nouveau gouvernement a pris la relève de l'administration par intérim mise en place après le coup d'État en 2012. Pourtant, les tensions entre le gouvernement central et le groupe minoritaire du Nord du pays persistent depuis la crise politique de 2012-2013; le gouvernement a donc peu d'emprise sur cette région du pays. Malgré ce contexte, l'économie malienne s'est redressée et devrait s'accélérer au taux de 6 % en 2014, éperonnée par le soutien renouvelé des donateurs et la production accrue de l'industrie minière.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

O
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

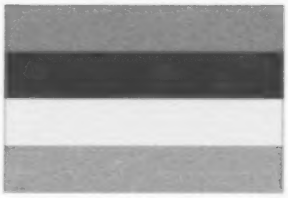
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

MAURITANIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
L'économie de la Mauritanie est fortement tributaire de ses exportations de métaux (minerai de fer, cuivre et or) qui sont exposés à la volatilité conjoncturelle. Le climat des affaires est considéré comme peu favorable. À cet égard, le régime fiscal de même que les difficultés des compagnies locales à utiliser l'argent des impôts et à accéder à des devises sont désignés comme les deux grands facteurs sous-tendant le classement médiocre du pays dans l'Indice de facilité de faire les affaires établi par la Banque mondiale. Le mécontentement lié à la situation socioéconomique et le terrorisme demeurent des menaces à la stabilité, mais il est peu probable que la grogne fasse tomber le gouvernement dans un avenir rapproché. Malgré des déficits considérables du compte courant, le pays dispose d'abondantes réserves en devises représentant sept mois de couverture des importations.



MAURICE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La petite économie de Maurice a évité la récession lors de la dernière crise grâce à son dynamisme. Même si la croissance se modère sous l'effet d'une conjoncture mondiale difficile (l'Europe demeurant son premier partenaire commercial), le pays maintiendra une robuste croissance du PIB (supérieure à 3 %). Les réserves en devises demeurent suffisantes (l'équivalent de plus de quatre mois de couverture des importations). Dans un contexte de recul de l'inflation, la roupie mauricienne devrait se stabiliser au cours de l'an prochain.

MEXIQUE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La croissance de l'économie montera en cadence en 2014 sous l'impulsion de la reprise aux États-Unis, des dépenses publiques dans le secteur des infrastructures et des entrées soutenues d'IDE. L'inflation glissera à environ 3 % tandis que le peso mexicain continuera de légèrement se déprécier. Les antécédents de paiement sont jugés favorables sur ce marché.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

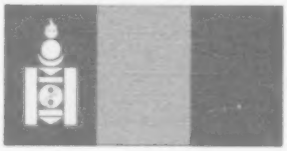
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

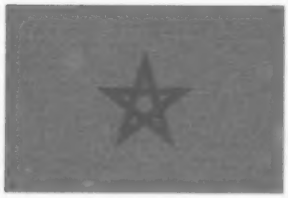


MONGOLIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les déséquilibres macroéconomiques, les tensions subies par le secteur financier, le repli des cours des produits de base et le recul de l'IDE à destination de la Mongolie constituent tous des facteurs venant assombrir les perspectives de croissance et accroître le risque de crédit. L'inflation a légèrement fléchi en 2013 (après avoir grimpé dans les deux chiffres en 2012), mais son niveau reste préoccupant. Dans un contexte de croissance débridée du crédit, la banque centrale a repris la gestion de la cinquième banque du pays à la mi-2013 préoccupée par les vulnérabilités du système bancaire. Le niveau des liquidités extérieures n'est pas alarmant, mais il est en baisse en raison de la diminution des réserves de change et des recettes à l'exportation ainsi que de la chute marquée de l'IDE.

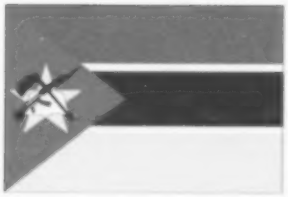


MAROC

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
Le PIB réel devait progresser de 4 % en 2014 (contre 5 % en 2013). L'an dernier, la croissance était étayée par la solidité de la production agricole, qui a compensé le tassement de la demande de minéraux (phosphates) adressée par les partenaires commerciaux en Europe et la baisse des recettes touristiques attribuable à une économie européenne toujours en berne. Le gouvernement a pris des mesures en vue de réduire les subventions accordées pour les aliments et les carburants et de bonifier le soutien social. Ces actions ont permis de maîtriser le déficit budgétaire et de diminuer le solde du compte courant. Les réserves en devises devraient demeurer suffisantes à cinq mois de couverture des importations.



MOZAMBIQUE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Données insuffisantes

Commentaires
La robuste croissance économique (plus de 7 %) persistera à moyen terme. Il existe de vastes débouchés dans les industries extractives (gaz naturel et charbon) et de l'infrastructure. Les principaux risques résident dans la faiblesse du contexte commercial miné par la corruption et un système juridique défaillant. L'essor du secteur du gaz naturel a dopé les importations et gonflé le déficit du compte courant (il atteint 38 % du PIB). Toutefois, ce déficit se résorbera dès l'entrée en service des installations de production gazière et à la faveur de l'essor continu d'autres exportations (dont le charbon).

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

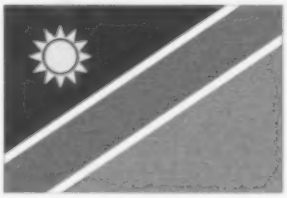
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

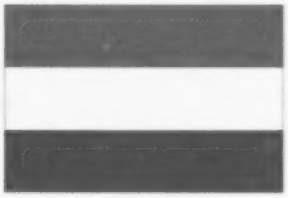


NAMIBIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'économie poursuivra sa progression annuelle au rythme rapide d'environ 5 % à moyen terme, dynamisée par l'IDE continu dans les nouvelles infrastructures et les projets miniers. L'intégration de la Namibie à la zone monétaire commune (ZMC) a permis d'atténuer les risques de change. Le dollar namibien devrait rester arrimé au rand sud-africain, mais les fluctuations du rand ont fait grimper l'inflation en Namibie. L'économie est très tributaire de la production de son secteur minier (dont la contribution s'élève à 11 % du PIB) et son évolution est intimement liée à celle de l'Afrique du Sud, son principal partenaire commercial.

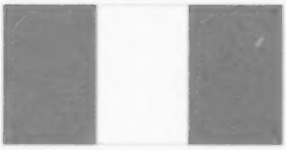


PAYS-BAS

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
Les risques à court terme sont faibles. La croissance du PIB devrait atteindre à peine 0,6 % en 2014. Les antécédents de paiement sur ce marché sont toutefois excellents.



NIGÉRIA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les risques à court terme sont attribuables à une piètre gouvernance (p. ex. forte corruption et manque de transparence) et à un régime réglementaire lacunaire et à de fréquents retards de paiement signalés par des sources externes traitant avec le secteur public. La croissance du PIB réel demeurera vigoureuse à plus de 6 % en 2014, éperonnée par la consommation privée. Le solde actuel du compte courant devrait de nouveau être excédentaire, car les réserves en devises se situent à un niveau satisfaisant, soit six mois de couverture des importations. La rivalité grandissante entre le parti au pouvoir et l'opposition viendront toutefois attiser la violence politique dans les zones instables du Nord et du delta du Niger.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

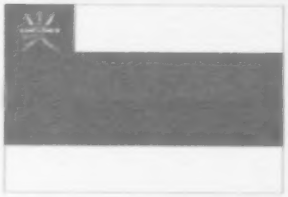
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z



OMAN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
En réaction au mouvement du printemps arabe, le gouvernement a bonifié les salaires des fonctionnaires et les prestations d'assurance emploi, relevant le nombre des subventions et créant des emplois dans le secteur public ainsi que dans d'autres industries. Outre ces mesures de relance budgétaires, l'économie profite aussi de l'assouplissement de la politique monétaire et du maintien de l'arrimage au dollar américain. La croissance du royaume devrait continuer d'osciller autour de 3,5 % et 4 % à court terme. Les exportations pétrolières, pilier de l'économie, prennent surtout la direction de l'Asie et s'arc-boutent à des cours mondiaux plutôt stables.

PAKISTAN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les risques économiques, politiques et en matière de sécurité demeurent élevés sur ce marché. Les tensions sur les réserves en devises continueront de s'intensifier, d'imposants paiements de la dette devant être effectués en 2014. Les risques d'une crise de la balance des paiements s'intensifient en dépit de l'accord convenu avec le FMI dont la mise en place sera difficile. Il faut s'attendre à des retards de paiement sur ce marché.

PANAMA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La qualité du crédit, la capitalisation et les niveaux de liquidités sont jugés acceptables au Panama. Il est très peu probable que le pays abandonne la dollarisation. La croissance vigoureuse (plus 7 %) continuera d'être impulsée par le projet d'agrandissement du canal. Cependant, les différends contractuels entre le gouvernement et le consortium chargé du projet retarderont le début des travaux jusqu'au moins au début 2016. Les élections présidentielles de mai 2014 n'influeront pas sur les politiques favorables à l'investissement.

Table des matières

1.0 **Sommaire**
2.0 **Prévisions par pays**
3.0 **Prévisions sectorielles**
4.0 **Prévisions provinciales**
5.0 **Annexes**
5.1 **Antécédents et position d'EDC**
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

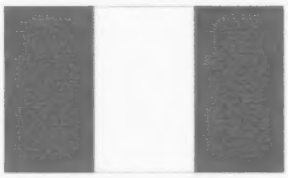
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

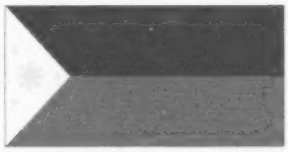


PÉROU

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Malgré une légère décélération imputable au ralentissement en Chine et à la chute du cours des métaux, la croissance devrait atteindre 5,6 % cette année, à la faveur d'une intensification de production minière de même que du maintien de la consommation et des dépenses sociales. Les abondantes réserves en devises atténueront la vulnérabilité de l'économie aux mouvements du cours des matières premières. Le sol péruvien poursuivra sa chute au gré du retrait progressif de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis.

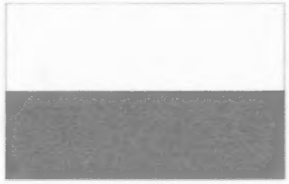


PHILIPPINES

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
En raison des séquelles du violent typhon ayant dévasté les Philippines, les entreprises pourraient assister à une congestion du trafic dans les ports et les aéroports. Les principales activités commerciales et manufacturières n'ont pas été touchées par le typhon, mais les secteurs agricole et touristique des provinces du Sud et du Centre de l'archipel seront sans doute pénalisés. Il est facile d'accéder à des liquidités dans la monnaie locale (le peso philippin) et les réserves en devises demeurent très abondantes. Les rentrées de capitaux spéculatifs et les importants envois des travailleurs à l'étranger renforcent le peso. La conduite des affaires à l'extérieur des grandes villes peut être entravée par la bureaucratie et les problèmes de capacité des administrations locales, ce qui peut causer des retards et des défis considérables. La corruption reste un défi pour les entreprises étrangères.



POLOGNE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Malgré les défis posés par un contexte économique toujours difficile en Europe, la croissance du PIB s'accélérera pour se fixer à 2,9 % en 2014. La Pologne compte parmi les rares pays européens dont l'économie est florissante, grâce une demande intérieure toujours vigoureuse. Les antécédents de paiement sont jugés de bons à passables sur ce marché.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

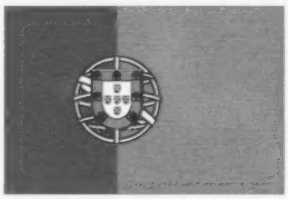
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

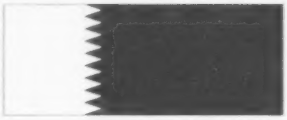


PORTUGAL

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
Les sociétés portugaises peinent à prospérer dans une économie tournant au ralenti. Le pays devrait voir son PIB avancer d'à peine 0,5 % en 2014. Le resserrement du crédit se poursuivra, car les banques tentent d'éponger leurs dettes et doivent composer avec les pertes provenant des prêts douteux. Les antécédents de paiement se sont dégradés, mais jugés encore passables.

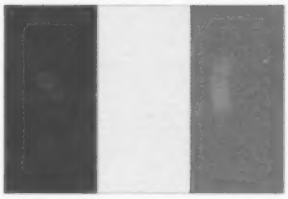


QATAR

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
La croissance a reculé par rapport aux sommets dans les deux chiffres atteints en 2011, et elle devrait se fixer autour de 5 % en 2014. L'arrimage de la monnaie au dollar américain devrait fort probablement se poursuivre. Les réserves en devises sont suffisantes (plus de neuf mois de couverture des importations) et le compte courant devrait vraisemblablement demeurer excédentaire. La stabilité devrait régner sur la scène politique intérieure. L'économie du Qatar serait considérablement perturbée advenant le blocage par l'Iran du détroit d'Ormuz menant au golfe Persique. Cette éventualité est considérée comme peu probable.



ROUMANIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La Roumanie a connu l'an dernier un regain étonnant de la croissance économique, en partie attribuable à une récolte exceptionnelle. Cette impulsion donnée aux exportations étant ponctuelle, l'essor sera moins vigoureux cette année. La contraction du crédit continuera de brider l'activité économique. L'activité de prêts commerciaux est particulièrement faible et les perspectives demeurent sombres en raison du retrait progressif de l'assouplissement quantitatif engagé par la Réserve fédérale américaine, un secteur bancaire toujours en difficulté en Europe occidentale et à une confiance fragile chez les acteurs économiques du pays. La prudence est de mise dans les transactions avec les gouvernementaux locaux et les sociétés publiques puisque les arriérés continuent de poser problème auprès des acheteurs du secteur public.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

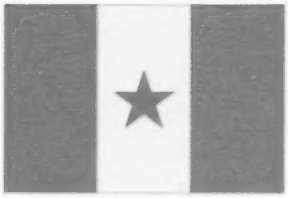
Commentaires
L'activité économique se ralentit en Russie sous l'effet de l'atonie de la demande extérieure et de l'investissement. La montée de l'inflation et le retrait de progressif de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis exerceront des pressions à la baisse sur le rouble à court terme. D'ailleurs, la monnaie nationale s'est dépréciée de 7 % lors des deux premiers mois de 2014. Le passage vers un régime de change plus souple favorisera la stabilité macroéconomique.

ARABIE SAOUDITE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Grâce à d'abondantes réserves en devises, la couverture des importations devrait demeurer élevée (+36 mois). L'arrimage de la monnaie au dollar américain devrait très probablement se poursuivre. Malgré un risque géopolitique accru, aucune perturbation importante des activités commerciales n'est prévue. Le secteur bancaire reste bien capitalisé. La croissance devrait se camper autour de 4 % en 2014 grâce à une production pétrolière élevée. Cet essor est bien moindre que la croissance de 8,5 % inscrite en 2011, laquelle était dynamisée par les fortes augmentations des dépenses publiques.



SÉNÉGAL

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
L'économie dépend du tourisme européen et des exportations de principaux de produits de base (surtout des produits agricoles et de la mer). La croissance économique, modeste ces dernières années, devrait s'accélérer et atteindre 5 % en 2014. Le pays n'est pas à l'abri de l'envolée des cours mondiaux des denrées alimentaires et des hydrocarbures, laquelle contribue périodiquement à des hausses du déficit du compte courant. Les réserves en devises sont suffisantes (l'équivalent d'un peu plus de trois mois de couverture des importations). En vertu de son statut de membre de l'union monétaire de la zone franc CFA, le Sénégal peut accéder aux réserves de change de la banque régionale advenant des tensions sur les liquidités.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

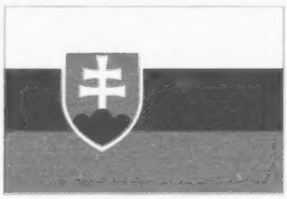
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

SINGAPOUR

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Singapour est un marché concurrentiel et favorable aux investisseurs où les salaires sont élevés. Son économie de faible envergure, mais extrêmement ouverte, est vulnérable aux chocs extérieurs, en particulier le fléchissement de la demande chez ses principaux partenaires commerciaux. Singapour dispose cependant d'abondantes réserves en devises pouvant efficacement amortir et absorber la plupart des chocs cycliques.

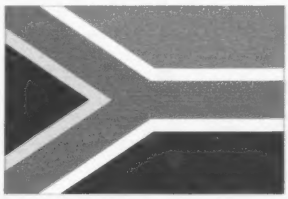


SLOVAQUIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
s. o.



AFRIQUE DU SUD

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le secteur bancaire est solide et l'Afrique du Sud peut se targuer d'avoir l'un des plus robustes contextes opérationnels du continent. Cela dit, la progression de l'économie et des exportations est léthargique en raison du recul de l'activité en Europe, du tassement de la demande asiatique et des grèves. Le rand s'est déprécié de 20 % depuis 2012, et sa valeur reste faible, signalant une baisse de la confiance des investisseurs alimentée par des grèves, le coût élevé du travail et des perspectives de croissance ternes. La croissance du PIB a tourné autour des 2 % en 2013, mais il devrait avoisiner les 3 % en 2014.

Table des matières

1.0 **Sommaire**

2.0 **Prévisions par pays**

3.0 **Prévisions sectorielles**

4.0 **Prévisions provinciales**

5.0 **Annexes**

5.1 **Antécédents et position d'EDC**

5.2 Risques de non-paiement

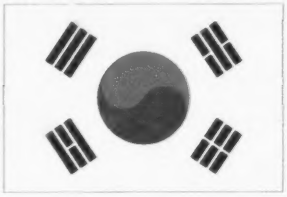
Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

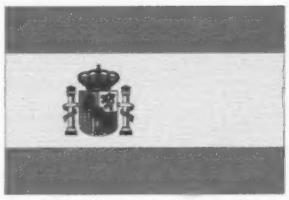


CORÉE, RÉPUBLIQUE DE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Malgré sa dépendance envers le commerce international, l'économie de la Corée du Sud a fait montre d'une remarque résilience. Le pays profitera de perspectives éclatantes à la faveur de l'amélioration de la conjoncture économique mondiale. L'appréciation du won, la monnaie nationale, continue de poser son lot de défis au secteur des exportations coréen. Les banques dépendent toujours du crédit extérieur à court terme, mais les abondantes réserves en devises et les accords de crédit réciproques (lignes de swap) conclus avec les États-Unis, le Japon et la Chine offrent une protection adéquate. Le régime commercial se libéralise, mais il subsiste des entraves au commerce – dont les tarifs élevés ciblant les produits agricoles. Une intensification de l'instabilité pourrait se produire advenant une recrudescence des tensions avec la Corée du Nord.



ESPAGNE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'Espagne devant composer avec une économie atone, elle verra son PIB avancer d'à peine 0,5 % en 2014 (suivant une contraction de 1,2 % en 2013). Les entreprises ont du mal à accéder au crédit, les banques ayant accusé des pertes massives lors de l'éclatement de la bulle immobilière. L'intervention de la Banque centrale européenne (BCE) à empêcher les rendements sur les obligations d'atteindre des niveaux insoutenables, mais les marchés restent nerveux, ce qui contribue au maintien de conditions de crédit serrées en Espagne. Les antécédents de paiement aux exportateurs à l'étranger continuent d'être passables.

SRI LANKA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
Les réserves en devises offrent une couverture adéquate des importations. Le pays assistera à un redémarrage de la croissance en 2014 et par la suite. Les déficits budgétaire et du compte courant du gouvernement sont colossaux, mais ils seront en bonne partie financés par l'IDE et les nouveaux emprunts à moyens et à long termes. Les victoires successives du président Rajapaksa (en 2005 et 2010) ainsi que son programme de développement de l'économie après la fin de la guerre civile assurent la stabilité politique et la continuité des politiques. Jusqu'ici, la population a toléré son penchant pour l'exercice autocratique du pouvoir en raison de la performance économique du pays. Dans le secteur de la construction, les sociétés locales pourraient profiter d'un avantage sur les fournisseurs étrangers.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

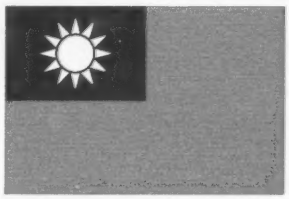
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

SYRIENNE, RÉPUBLIQUE ARABE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Prohibitifs
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
Nous ne sommes pas disposés à prendre de nouveaux engagements dans le cadre de tous nos programmes en raison des restrictions imposées par le gouvernement du Canada ou du contexte d'affaires actuel.

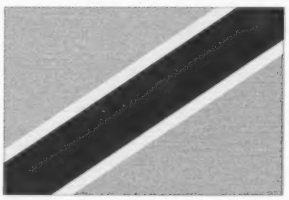


TAÏWAN, PROVINCE DE CHINE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
s. o.



RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Malgré des pannes de courant constantes et aiguës, l'économie devrait progresser de 7 % en 2013, soit bien au-delà de la moyenne régionale. L'inflation a commencé à se modérer et se maintient sous la barre des 10 %. Toutefois, des besoins grandissants sur le plan énergétique exerceront des pressions sur le compte courant, sur les réserves en devises et sans doute sur le shilling à court terme. Le déficit du compte courant (équivalant à 15 % du PIB) risque de s'aggraver sous l'effet du tassement des exportations d'or, qui représentent le tiers des exportations tanzaniennes.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

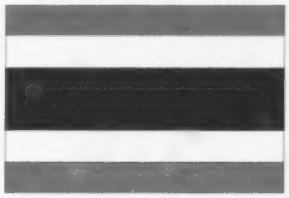
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

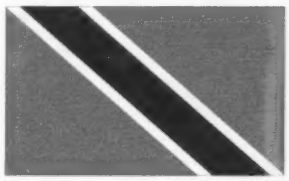


THAÏLANDE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'instabilité politique persistante pénalise la croissance et pèse sur le contexte commercial du pays (le PIB devrait progresser d'environ 2% en 2014). La poursuite des troubles politiques devrait assombrir les perspectives des entreprises tournées vers le marché intérieur vu la confiance en berne chez les consommateurs et le niveau élevé de la dette des ménages. Les centres de fabrication des véhicules et du matériel électronique dont les activités sont axées sur les exportations n'ont pas été directement touchés par les troubles, mais les commandes pourraient être acheminées vers d'autres marchés à titre de mesure préventive. Les formidables réserves de devises et une hausse possible des exportations portée par le dynamisme de la demande américaine et européenne pourraient aider la Thaïlande à éviter de subir des macrotensions dans un avenir rapproché.

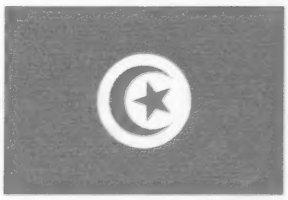


TRINITÉ-ET-TOBAGO

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La position s'appuie sur les niveaux de réserves, dont le fonds du patrimoine et de stabilisation (HSF), qui atténue considérablement le risque d'illiquidité à moyen terme. Les difficultés à accéder aux dollars américains peuvent entraîner des retards de paiement. La forte dépendance aux exportations de produits de base et la lenteur des progrès sur le front de la diversification comptent parmi les risques de dégradation de l'économie de l'archipel.



TUNISIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Les réserves en devises demeurent assez faibles (3,5 mois de couverture des importations). La croissance économique redémarre lentement depuis la contraction de l'activité survenue en 2011, après la révolution. Le dynamisme restera modéré du fait des difficultés de la zone euro, la première destination des exportations tunisiennes ainsi qu'une source de touristes et d'envois de fonds. Les grèves et les manifestations localisées, ciblant surtout des enjeux socio-économiques et dans, certains cas, des controverses sur des questions constitutionnelles, seront fréquentes et pourraient engendrer de brèves interruptions de l'activité commerciale.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

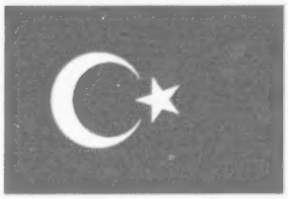
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

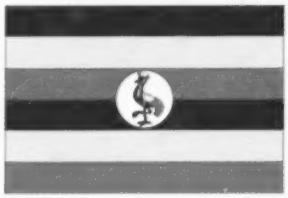


TURQUIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'incertitude politique qui prévaut dernièrement au pays diminue l'intérêt envers les actifs turcs, faisant plonger la livre turque et forçant la banque centrale à intervenir pour soutenir la monnaie. L'imposant déficit du compte courant et l'ampleur de la dette extérieure à court terme constituent les deux principaux facteurs de vulnérabilité. Toutefois, le pays profite d'un secteur bancaire bien réglementé, de ratios élevés de capitaux et d'un faible ratio de prêts non productifs. La dévalorisation de la livre se répercutera sur les entreprises assumant d'importants frais de change et viendra gonfler l'inflation sur le marché intérieur.

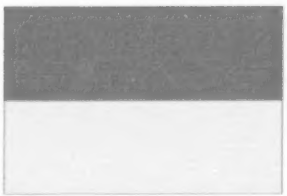


OUGANDA

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La notation s'appuie sur la dépendance constante du pays envers l'aide financière des donateurs et des tensions récentes dans les relations récentes avec ces derniers. Les fluctuations de la monnaie et les déficits chroniques du compte courant ont un effet inhibiteur sur l'économie, en particulier son petit secteur des exportations. En dépit d'efforts de diversification, les recettes à l'exportation proviennent en grande partie de l'industrie du café. Les perspectives de croissance sont prometteuses, mais la vigueur de la demande des importations liées à la nouvelle industrie pétrolière maintiendra le compte courant résolument déficitaire (un déficit équivalent à plus de 10 % du PIB).



UKRAINE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'Ukraine demeure absente des marchés obligataires mondiaux, les rendements sur les billets du gouvernement dépassant les 25 %. Le pays doit puiser (et il le fait depuis déjà un bon moment) dans ses réserves de change pour assurer le service de sa dette. L'hryvnia continue de se déprécier et risque de poursuivre sa descente vu le contexte d'intensification des risques politiques et économiques. L'affaiblissement de l'hryvnia se répercutera sur la capacité du pays de rembourser sa dette extérieure. Le système bancaire ukrainien demeure fragile, la proportion de prêts non productifs atteignant déjà 40 %.

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

5.1 Antécédents et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

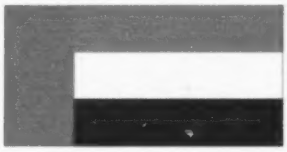
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z



ÉMIRATS ARABES UNIS

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

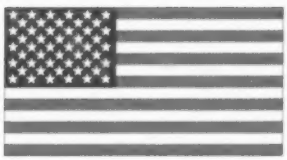
Commentaires
Les Émirats arabes unis ont renoué avec la croissance depuis la crise de la dette à Dubaï déclenchée par le tassement du commerce international. La croissance du PIB réel devrait se hisser à 3,9 % en 2014, soit un peu moins du taux estimatif de 4,0 % pour 2013. Les EAU devraient sans aucun doute dégager des excédents du compte courant et des réserves en devises peu abondantes, mais adéquates (l'équivalent de 2 à 3 mois de couverture des importations). Des sociétés publiques de Dubaï continuent de composer avec un risque de refinancement. Si on en juge par les récentes interventions, le gouvernement de Dubaï empêchera toute défaillance en négociant le rééchelonnement des créances afin de rembourser les titulaires de titres d'emprunt.

ROYAUME-UNI

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le dynamisme de l'économie britannique se raffermit, la croissance du PIB devant culminer à 2,5 % en 2014 (contre 1,5 % en 2013). Les entreprises doivent composer avec un contexte de resserrement du crédit puisque les banques poursuivent leur désendettement. Les antécédents de paiement aux exportateurs continuent d'être bons.



ÉTATS-UNIS

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
Le secteur privé américain se porte à merveille. Malgré une profitabilité sans précédent et une trésorerie historique, les entreprises privilégient la prudence en matière d'investissement et d'embauche, vu l'incertitude qui plane et la fragilité de la reprise. L'industrie de l'habitation se redresse et l'accès au crédit est jugé bon, même pour les PME. Les principaux risques influant sur les perspectives sont les compressions du secteur public susceptibles de plomber la croissance.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement :
d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

o
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

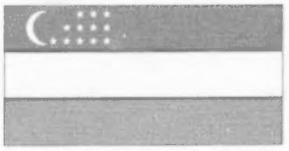
5.1 Antécédents et position

URUGUAY

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Faibles à modérés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Négatifs : –

Commentaires
En raison d'un fort niveau de dollarisation, le pays est vulnérable aux pressions à la baisse sur le taux de change. De plus, bon nombre d'acheteurs du secteur privé sont exposés, quoique de façon moins marquée, au risque d'une évolution négative de l'économie argentine (notamment les secteurs du tourisme, de l'immobilier, du cuir et du textile). Ces risques sont atténués par une étroite surveillance de la part des banques et d'abondantes réserves en devises (l'équivalent de 11 mois de couverture des importations). Il n'existe aucune mesure de contrôle en matière de transférabilité et de convertibilité et le compte de capital est ouvert.



OUZBÉKISTAN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Données insuffisantes

Commentaires
s. o.

VENEZUELA, RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La notation s'appuie sur l'utilisation de mesures strictes de contrôle régissant la convertibilité et le transfert des devises fortes servant aux paiements des marchandises importées. Il existe de multiples régimes de change établissant divers taux de change, rendant l'accès le processus d'accès aux devises lent et compliqué. Les retards de paiement se sont multipliés, et les problèmes attribuables à l'insuffisance des infrastructures portuaires pourraient toucher les expéditions, en particulier du secteur alimentaire. Malgré la dévaluation de la monnaie nationale survenue au début de 2014, les pressions sur le bolivar devraient persister.

Table des matières

1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

Antécédents de paiement : d'EDC : Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

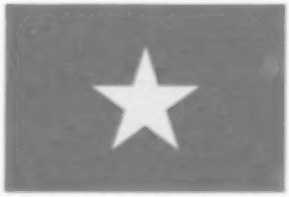
+
Positifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

○
Neutres : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

–
Négatifs : Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

5.1 Antécédents et position

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V-Z

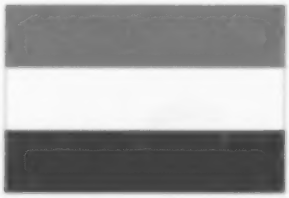


VIETNAM

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Modérés à élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'activité économique demeure inhibée par la faiblesse des secteurs bancaire et financier ainsi que le resserrement des conditions de crédit. Le nombre de faillites reste élevé. Les pressions inflationnistes se sont relâchées, mais de récentes mesures d'assainissement pourraient raviver les attentes. Le pays a augmenté ses réserves en devises, mais elles offrent encore une couverture des importations inadéquate. Le Vietnam reste exposé aux chocs économiques intérieurs et extérieurs. Toute baisse de l'IDE limiterait l'accès aux devises et augmenterait les retards de paiement.

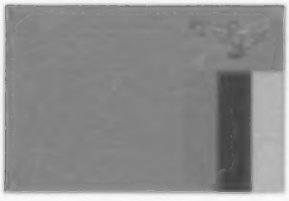


YÉMEN

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
L'activité économique demeure inhibée par la faiblesse des secteurs bancaire et financier ainsi que le resserrement des conditions de crédit. Le nombre de faillites reste élevé. Les pressions inflationnistes se sont relâchées, mais de récentes mesures d'assainissement pourraient raviver les attentes. Le pays a augmenté ses réserves en devises, mais elles offrent encore une couverture des importations inadéquate. Le Vietnam reste exposé aux chocs économiques intérieurs et extérieurs. Toute baisse de l'IDE limiterait l'accès aux devises et augmenterait les retards de paiement.



ZAMBIE

Niveau de risque

Risques commerciaux à court terme : Élevés
Antécédents de paiement d'EDC en 2013 : Positifs : +

Commentaires
La forte dépendance du pays envers les exportations de cuivre (70 % des recettes à l'exportation) expose la Zambie à des corrections des prix. Des défis de taille liés au contexte opérationnel, dont des infrastructures vieillissantes, composent aussi le profil de risques à court terme. La présence persistante des déficits budgétaires et du compte courant (représentant respectivement 7 % et 4 % du PIB) est une source de préoccupation. Malgré l'excellente disposition des investisseurs à l'égard du risque en Zambie et les entrées continues d'IDE, les réserves en devises diminuent depuis quelques années et le kwacha, la monnaie nationale, a plongé depuis le début de 2014, ce qui accentue les risques à court terme.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à court terme

Amérique latine

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à court terme

Antilles

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à court terme

Asie-Pacifique

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à court terme

Europe centrale

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à court terme

Europe occidentale

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à court terme

Ex-URSS

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à court terme

Afrique

- **Prohibitifs**
- **Élevés**
- **Modérés à élevés**
- **Modérés**
- **Faibles à modérés**
- **Faibles**
- **Aucune information**

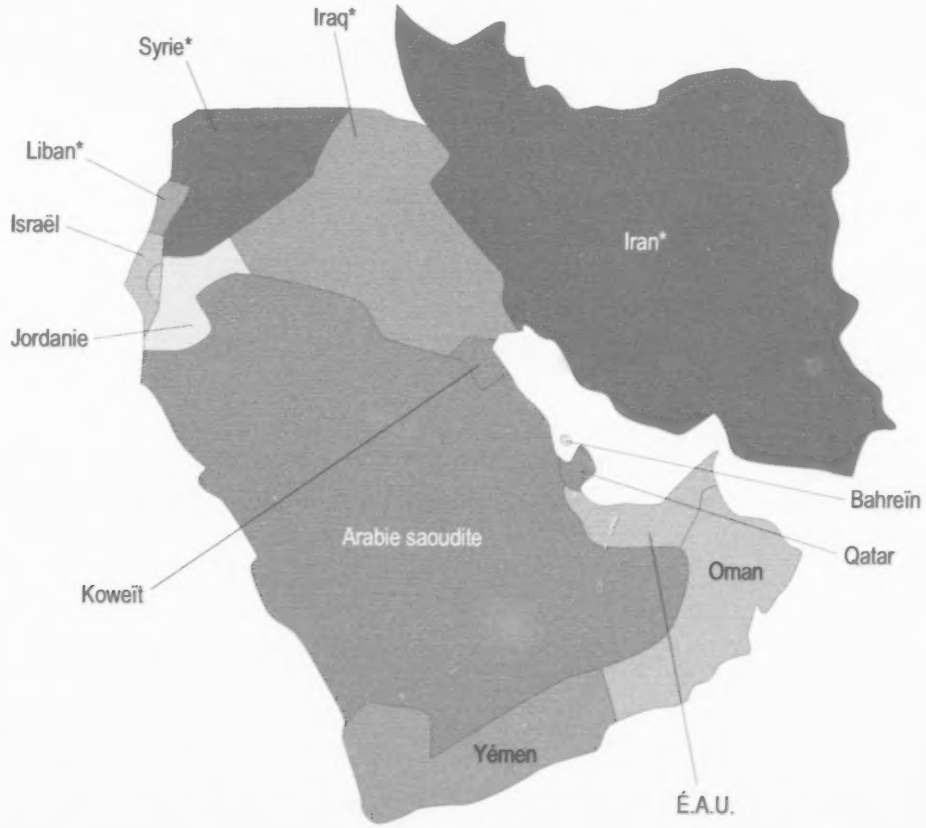
* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à court terme

Moyen-Orient



- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à moyen et à long termes

Amérique latine

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à moyen et à long termes

Antilles

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à moyen et à long termes

Asie-Pacifique

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à moyen et à long termes

Europe centrale

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à moyen et à long termes

Europe occidentale

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à moyen et à long termes

Ex-URSS

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à moyen et à long termes

Afrique

- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

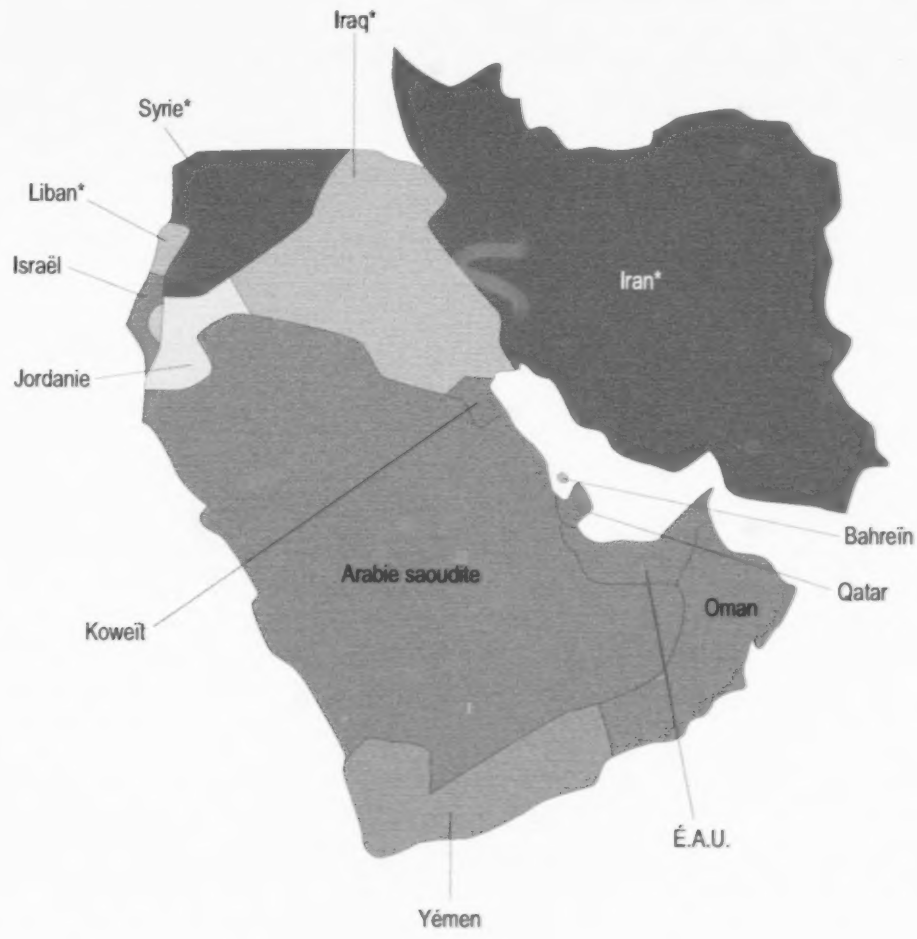
* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

Table des matières
1.0 Sommaire
2.0 Prévisions par pays
3.0 Prévisions sectorielles
4.0 Prévisions provinciales
5.0 Annexes
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement
Risques de non-paiement à court terme
Risques de non-paiement à moyen et à long termes

5.2 Risques de non-paiement

Risques de non-paiement à moyen et à long termes

Moyen-Orient



- Prohibitifs
- Élevés
- Modérés à élevés
- Modérés
- Faibles à modérés
- Faibles
- Aucune information

* Des restrictions spéciales peuvent s'appliquer.

AUTRES DOCUMENTS PRODUITS PAR LES SERVICES ÉCONOMIQUES D'EDC

Table des matières

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions par pays

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexes

Moniteur des exportations
Il s'agit d'une publication mensuelle qui surveille les tendances récentes des exportations canadiennes par industrie et par marché géographique. Il évalue les principales prévisions des exportations d'EDC, qui paraissent deux fois l'an.

Suivi des produits de base
Suivi des produits de base est un rapport hebdomadaire des cours des produits de base et d'indicateurs économiques liés à l'activité sur les marchés des produits de base les plus pertinents pour les exportateurs canadiens.

Propos de la semaine par Peter G. Hall
Analyse brève et percutante d'un dossier de l'actualité économique de la semaine.

Aperçus économique et politique (profils-pays)

É.-U. - Aperçu du pays
Japon - Aperçu du pays
Zone euro - Aperçu du pays
Brésil - Aperçu du pays
Mexique - Aperçu du pays
Chine - Aperçu du pays
Inde - Aperçu du pays
Russie - Aperçu du pays
Afrique du Sud - Aperçu du pays

Évaluation valable à la date de diffusion, sous réserve de modifications ultérieures. Vérifiez la situation actuelle auprès des **Services économiques d'EDC**.

Le présent document est une compilation de renseignements accessibles au public. Il ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique, car son but est simplement d'offrir un tour d'horizon. Il serait donc malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche approfondie indépendante et obtenu des conseils d'un professionnel sur le sujet précis traité. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, EDC ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission dans ce contenu. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir ce genre de conseils, il est recommandé de consulter un professionnel compétent.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.
© Exportation et développement Canada, 2014. Tous droits réservés.